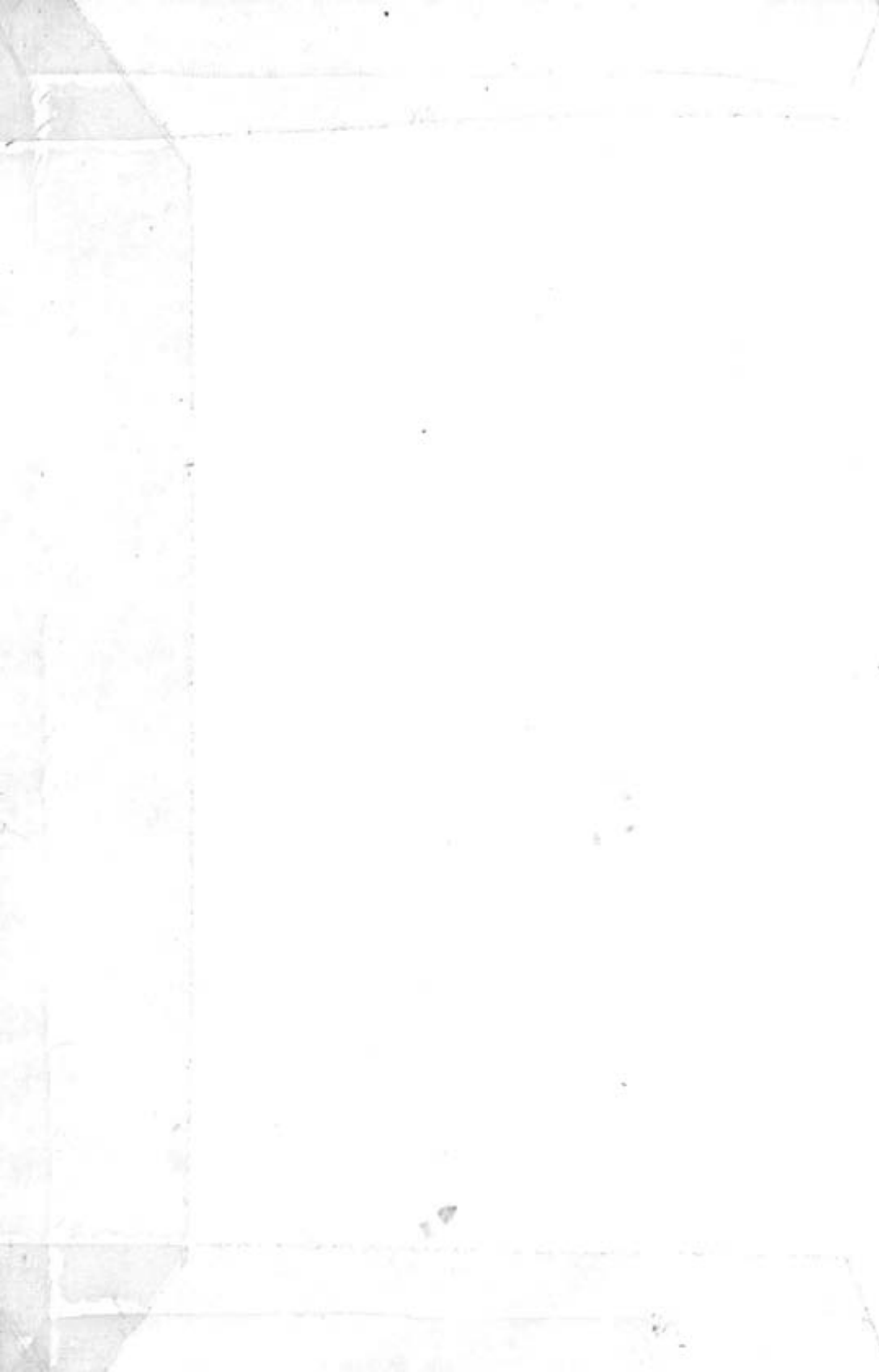


SOCIÉTÉ ET CULTURE DU VALAIS CONTEMPORAIN



Groupe valaisan de sciences humaines - Travaux et recherche 1974



Bibl. cant. US Kantonsbibl.



1010004142

TA 28941/1



GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES

Travaux et recherches 1974 :

**SOCIÉTÉ ET CULTURE
DU VALAIS
CONTEMPORAIN**

TH 28.241/1

GROUPE VALAISAN DE SCIENCES HUMAINES

Maria-Pia Tschopp-Bessero, licenciée ès lettres, professeur
Gérald Arlettaz, licencié ès lettres, archiviste
Gérard Joris, licencié ès lettres, journaliste
Jean-Henri Papilloud, licencié ès lettres, professeur
Pierre-Michel Rey, licencié ès lettres, professeur

Secrétariat :

Jean-Henri Papilloud, 1961 Aven-Erde
C.C.P. Sion 19 - 8858

Les graphiques de ce volume ont été exécutés
par Christiane Menge

La couverture est l'œuvre de Claudine et Simon Tschopp



74/3422

Copyright by Groupe valaisan de sciences humaines, 1974.

Le Groupe valaisan de sciences humaines remercie tous ceux qui ont souscrit à cet ouvrage et ceux dont l'appui financier a contribué à sa réalisation, en particulier :

LE CONSEIL D'ÉTAT DU CANTON DU VALAIS

Les communes de :

BAGNES,
LIDDES,
SAXON,
SAINT-LÉONARD,
VENTHONE,
VÉTROZ,

ainsi que :

LA BOURGEOISIE DE SION,
LA BALOISE ACCIDENT, SION,
GASTON BARRAS, CRANS s/SIERRE,
CHARLES BESSERO, MARTIGNY,
CRÉDIT SUISSE, SION,
LA PLACETTE, SION.

La création culturelle, celle de la jeunesse en particulier, est un des besoins vitaux d'un pays. Comment pourrait-on se passer de l'expression nouvelle des artistes, des écrivains et des techniciens de toutes les sciences qui cherchent à décrire et à comprendre le monde dans lequel ils vivent ? Les sciences humaines, l'histoire elle-même, n'échappent pas à ces nécessités du développement.

C'est dans cette perspective qu'un Groupe valaisan de sciences humaines vient de se former. L'histoire, l'économie et la société sont ses premiers objets d'intérêt. Formé essentiellement par l'histoire, le Groupe désire faire connaître ses recherches sur le Valais.

Etudier le dix-neuvième siècle et les temps de la modernité, c'est entrer dans les préoccupations d'aujourd'hui. La société et la culture du Valais à l'époque contemporaine sont une image du contact des hommes, une réponse aux réalités romandes, helvétiques, européennes... humaines.

Préface

L'histoire nouvelle se répand partout. Elle ne s'intéresse pas tellement à « ce qui s'est réellement passé » mais plutôt à faire l'analyse des « choix faits », selon la formule de G. Gurvitch. Et surtout l'historien de la seconde moitié du XXe siècle est fasciné par l'organisation collective et le foisonnement de formes qu'elle engendre.

Il aime également à chercher, dans le passé récent, les signes annonciateurs des temps que nous vivons. L'insatisfaction pléthorique des sociétés avancées suggère de se tourner vers l'époque où nos prédécesseurs connaissaient les pénuries du Tiers Monde actuel. La dépolitisation de notre démocratie paresseuse invite à considérer, d'un œil neuf, les luttes politiques d'il y a cent ans, qui ressemblaient plus à des activités guerrières qu'à nos laborieux exercices de persuasion. Enfin, la concurrence entre les media, la surcharge des réseaux de communication redonne de l'intérêt aux débuts de la presse écrite, lorsque l'opinion publique balbutiait au lieu de « clai-ronner » comme aujourd'hui.

Cette confrontation entre un présent parfois indéchiffrable dans sa complexité extrême et un passé proche où les mécanismes de la vie, de l'économie, de la société et de la vie mentale gardaient encore une simplicité rustique est une opération excitante pour l'esprit. Elle est devenue un des propos majeurs de l'histoire moderne et contemporaine. Qu'on l'applique au monde entier, par le truchement des « relations internationales » ou à un coin de terre comme le Valais, les problèmes sont les mêmes.

Le jeune Groupe valaisan de sciences humaines n'est pas seulement sorti d'une camaraderie d'études à l'Université de Fribourg. C'est une phalange de jeunes diplômés décidés à montrer qu'il reste bien des choses à expliquer dans le passé et le présent du Vieux Pays. Et qui, pour le prouver, se mettent incontinent au travail avec les méthodes et les techniques qu'on emploie actuellement dans les sciences humaines. Cela équivaut à un manifeste.

C'est à l'histoire économique que se rattache l'essai de Jean-Henri Papilloud sur **Les prix des marchés de Sion au XIXe siècle**. A partir d'une série quasi séculaire de mercuriales, l'auteur établit une hiérarchie entre les grands produits de base de la consommation alimentaire. Il y retrouve le reflet d'une structure sociale et les impératifs de la conjoncture. Reflet de la société que cet étagement des prix expliquant pourquoi les uns mangent du pain blanc et les autres du pain noir. Quant aux écarts de conjoncture, ils montrent que le Valais a ses propres difficultés sans rester à l'écart des grandes secousses économiques.

Le trend séculaire, où Papilloud retrouve les constatations de Baehrel, caractérise une région alpine, en marge des grands courants d'échanges, où la lutte pour les ressources est attestée par l'ampleur des variations saisonnières. Mais l'auteur ne se contente pas de l'économétrie rétrospective ; il cherche à retrouver les pulsations de la vie sociale sous l'édifice des prix. Ce qui l'amène à constater qu'au XIXe siècle encore les Valaisans pratiquaient le malthusianisme (sans le savoir ?) : le blé cher ajournait les mariages ; le goût de procréer revenait avec le pain bon marché. Plus compliqué reste à expliquer l'essor de la consommation des produits carnés malgré l'envol des prix. Traduit-il une amélioration du niveau de vie ? Est-il facilité par l'ouverture du chemin de fer en 1860 ? En tout cas, les conséquences en sont considérables : le Valais, à son tour, entrera bientôt dans l'ère de l'élevage intensif.

L'étude de Gérald Arlettaz se rattache, elle, à plusieurs domaines spécialisés qu'elle tente de concilier, comme son

titre l'indique : **La presse libérale et la naissance de l'information politique en Suisse française**. Il s'agit de montrer qu'en dépit d'une infrastructure encore relativement modeste, les journaux de cette tendance élargissent constamment entre 1830 et 1840 l'horizon de leurs lecteurs. D'un divertissement d'abord réservé à une élite — l'abonnement est très coûteux — on passe progressivement à un service public, à une pratique véritable d'information politique qui se traduit par l'importance respectivement accordée aux divers domaines : local, national, étranger. Le fait que le jeu des grandes puissances soit quotidiennement expliqué au bourgeois de Rolle ou de Monthey finit par condamner la politique d'un Metternich ou d'un Guizot. Ni l'un ni l'autre n'ont la virtuosité d'un Kissinger dans l'utilisation de media qu'ils abhorrent.

Vers la fin de son étude, l'auteur évoque, trop sommairement peut-être, le débordement du libéralisme par des idéologies plus populaires. Qu'il soit question d'abolir le droit de timbre, d'encourager les nationalités martyres, de plaider la solidarité envers les milieux sociaux défavorisés, la presse libérale donne parfois raison, du moins partiellement, aux grandes options adverses du radicalisme et du socialisme. Entre le grand élan de 1830 où le libéralisme triomphe et le choc de 1848 où la république se veut « sociale », il était bon de montrer le tournant de 1840 où la bourgeoisie est déjà inquiète de ses pouvoirs, surtout de sa capacité à persuader le reste du corps social.

Intitulée « **La vie politique de l'Entremont à la fin du XIXe siècle** », la monographie de Gérard Joris soulève la plupart des problèmes que s'est posée l'école française de sociologie électorale, dont on connaît la valeur. Pourquoi un district en majorité libéral dans les années 1830 se retrouve-t-il conservateur au milieu du siècle pour virer partiellement au radicalisme vers 1890. Certes, les grands courants qui animent la vie politique comptent également pour cette portion du Bas-Valais. Mais, à l'échelon local, on retrouve la persistance des tempéraments politiques signalés dans tant d'études : les villages de la branche droite des Dranses restent fidèlement conservateurs,

tandis que les bourgs, situés sur le rameau de gauche et jalonnant la route du Grand-Saint-Bernard, inclinent vers le radicalisme. Quel est le poids de l'ouverture vers le monde extérieur ? du régime de propriété largement morcelée ? de l'état de la culture dominée par le clergé et les instituteurs ? Il apparaît, en tout cas, par l'étude de Joris, que le choix des candidats compte pour beaucoup et que des minorités agissantes font souvent la loi dans les votations, surtout constitutionnelles. Le fédéralisme valaisan apparaît sous un jour nouveau.

Avec Pierre-Michel Rey, étudiant les « **Migrations intérieures en Suisse : le cas Valais-Genève (1900-1960)** », on fait un bond dans le XXe siècle. Pourquoi Genève attire-t-elle, à partir de 1900, tant de Valaisans dans la cohorte, d'ailleurs abondante, des Confédérés. Tradition de refuge ? phénomène de « frontière » ? tropisme économique ou politique ? Tous ces facteurs jouent leur rôle, le mérite de l'auteur étant de souligner que le « melting pot » genevois puise dans des cantons eux-mêmes en mutation. Ainsi le Valais qui, sous une apparente stabilité, enregistre deux tentatives de « démarrage » économique et un brassage démographique croissant. S'ajoutent la recherche d'emplois du secteur secondaire et surtout la volonté de changer le mode de vie. Cette thèse de l'évasion à tout prix est justifiée, selon l'auteur, par le faible impact des crises économiques sur le mouvement migratoire, par l'absence des retours. Toutefois le terme de « libération sociale » que Rey emploie pour caractériser ce mouvement migratoire mériterait d'être examiné à la lumière des conditions d'accueil et du degré d'assimilation : le Valaisan de Genève devient-il Confédéré ou Genevois ?

A ce groupe assez compact d'historiens, s'est jointe une analyste de la création littéraire. Mme Maria-Pia Tschopp-Bessero présente « **Maurice Chappaz, chantre du Valais d'hier et d'aujourd'hui** ». Dans la jeune littérature romande, ce poète est un de ceux qui pratiquent « les Saintes Ecritures ». Mais de quoi est nourrie son œuvre ? Utilisant la méthode thématique,

l'auteur découvre une vision qui, pour être sensible au changement, s'alimente à des archétypes, tels la femme, le vin, la poésie, mais également à des apports plus lointains. Soulignant comment la démarche tient du mirage rétrospectif, Mme Tschopp y relève des « manques » significatifs : la politique, les problèmes sociaux, l'acceptation d'un certain réel.

Avec cette brassée de travaux, fruit d'un effort complètement gratuit, le Groupe valaisan de sciences humaines affronte un public mal préparé à de telles initiatives. Puisse-t-il, malgré tout, trouver l'audience qu'il mérite ! Cela lui permettra d'élargir l'éventail de ses membres et de ses préoccupations — la présence, dans ce fascicule, d'une étude de François Noirjean sur l'histoire des bourgeoisies, montre déjà cette large volonté de collaboration.

Canton sans université mais riche en universitaires, le Valais peut encore élargir la contribution qu'il apporte déjà au développement des sciences humaines.

Roland Ruffieux
professeur aux universités
de Fribourg et Lausanne

MARIA-PIA TSCHOPP-BESSERO

**Maurice Chappaz, chantre du Valais d'hier
et d'aujourd'hui**

NOTE LIMINAIRE

Ces quelques pages vous proposent un aperçu des écrits de Maurice Chappaz. Le contenu — le Valais vu par un écrivain — plus que la forme retiendra notre propos. Ainsi, le lecteur y découvrira la façon dont un poète, vivant les transformations de son pays longtemps stagnant, appréhende ces phénomènes et les assume. Il y trouvera peut-être une réponse à ses questions, un défi à ses certitudes, un écho à ses constatations ou une mise en cause de ses croyances.

Cette œuvre qui, tout entière, veut immortaliser notre canton, correspond-elle, toutefois, à la réalité ? Peut-elle s'élever au niveau d'un document ou refléter la mentalité collective ? Cette étude éclaircira, du moins en filigrane, ces interrogations. Un fait reste certain : si personnelle que soit la vision de Maurice Chappaz, elle est un témoignage à ne pas négliger puisqu'il fait part d'un « vécu ».

* * *

Le régionalisme caractérise bien des écrivains suisses. Les cloisonnements cantonaux, la diversité des mentalités, l'attachement au « pays », berceau de l'enfance et des expériences, le provoquent. Ainsi, le milieu devient la matière même du poète ; il nourrit toute sa sensibilité. L'écrivain en traduit la quintessence. Des revendications, des souhaits en naissent ; des nostalgies ou des hymnes aussi.

Chappaz, dans le contexte valaisan, s'attache plus que tout autre à la terre des paysans, terre d'un bonheur possible. Il précise diverses facettes du Valais ancien et moderne. Il décrit mais dénonce également. Il aime ou déplore parfois. Il parle lui-même de sa matière dans **Pourquoi j'écris**, en termes non équivoques :

Le Valais tel qu'il est, tel que je l'aime, tel que je le voudrais.¹

La nature, la vie paysanne ont marqué ce poète et sont nécessaires à sa vie. Dans son œuvre, deux orientations se dessinent : les écrits précédant une crise intérieure qui crient sa joie, son admiration et son enthousiasme pour le Valais et la poésie ; les écrits suivant cette crise qui regrettent le Valais d'autrefois et condamnent le Valais actuel au profit de valeurs plus sûres. Son œuvre s'assimile à une recherche du paradis perdu où l'homme est heureux parce qu'il est vrai et profond ; paradis que Chappaz situe dans le Valais de sa jeunesse, reconstruit beau et bon par le souvenir.

LE VALAIS D'AUJOURD'HUI, MONDE D'ARTIFICES

Du visage valaisan moderne, Chappaz ne semble retenir qu'un aspect : celui du progrès qui dénature tout. Il développe cette thèse sous divers points de vue, et, au fil de l'œuvre, sa protestation s'enfle et se renforce jusqu'à la condamnation absolue. L'espoir — très faible — que les Valaisans se réveillent avant la catastrophe finale engendrée par le modernisme, luit en quelques rares occasions seulement.

Dans cette transformation, la construction de barrages, de routes, d'hôtels, occupe de loin la première place. L'obsession de la machine habite des hommes fous d'ambition et envieux de la seule prospérité matérielle.

Les machines sont des poètes
qui n'ont pas peur d'aller jusqu'au bout.²

Pour édifier, les machines détruisent d'abord. Elles défigurent des montagnes en y implantant des barrages au lieu de forêts. Elles tuent des glaciers et des rivières en canalisant leurs forces pour d'utiles cabrioles : l'électricité. Elles massacrent des bois, en menant des routes là où ne gambadaient que les chevreuils et les promeneurs solitaires. Elles suppriment un coup d'œil idyllique en érigeant une station là où ne jouaient que les cimes neigeuses, les prairies et les sonnailles. Partout,

il y a prouesse de mortier
et bataille d'usine
là où les œilletons roses dormaient.³

Des vies humaines disparaissent. Ces dieux de pierre restent impassibles ou sèment la panique mais ne consolent jamais.

A travers la construction, apparaissent des effets secondaires tout aussi néfastes et rejetés : le bruit désagréable et persistant, les fumées d'usines polluantes et irrespirables. Une page du **Match Valais-Judée** traite de tous ces ravages avec un ton violent et presque outrancier. Des images très réalistes, des verbes non moins évocateurs appuient les récriminations de l'auteur :

L'ancien ciel bleu est barbouillé de flaques de mazout dans lesquelles les avions échancrent des ornières, puis ces flaques s'étiaient sur les collines. L'air est vrillé de détonations, de clameurs. Une poussière spéciale qui ressemble à celle des squelettes est fabriquée ici et exportée partout dans le monde. Les nuées empieuvrent les villes. Chaque toit a son auréole. Et le battage des hélices est si intense qu'aucune abeille ne peut survivre en volant à plus de dix mètres de la ruche. La pétarade des moteurs crevasse même la terre... Prairies, fraises, sapins, quel est ce souvenir ?⁴

Ainsi, ce que Chappaz retient du progrès se résume à un massacre. Massacre du paysage, du calme et de la nature entière. Tout gâche le terroir auquel il tient. Primitivisme de mauvais aloi ou apriorisme de poète ? Ces deux aspects, très intimement liés, prennent divers visages au fil de l'œuvre.

Il démontre aussi, d'autre part, un paradoxe flagrant dans cette technique qui domine la nature et même parfois la bride complètement mais qui, ensuite, s'empresse de l'imiter et d'en fabriquer une contre-façon. Ici, on collecte les eaux ; là, jaillit une cascade artificielle. On invite les paysans, par endroits, à

désertent leurs hameaux ; en d'autres, on bâtit un village de montagne dit typique. L'impression d'un sacrilège s'impose ; sacrilège, non pour un bien-être réel mais pour de l'argent. Chappaz s'arme d'ironie pour ridiculiser ces idéaux futiles :

Maintenir la neige ? Les forces électriques fabriqueraient du froid. Notre vocation serait glaciaire et sportive. L'été blanc ! Le grand néant glacé, le tourisme total !⁵

Le tourisme bénéficie en premier plan de ces inventions. Une bonne publicité orchestrée ; et, le Valais, beau pays, avec des réserves naturelles à exploiter, se vend. Là où « luxe, calme et volupté » devraient embaumer, on installe chalets luxueux, remonte-pentes coûteux et grands bâtiments. Chappaz compare ces réussites commerciales à du « Kafka ensoleillé ». Formule concise qui qualifie bien cette nature rendue muette. Elle survit comme l'homme la visitant. Le bruit. L'exiguïté. Ni amitié, ni chaleur parmi ces étrangers rassemblés en un même lieu. La faim de possession ne vise qu'un but : attirer des clients. Religion, nature, commerce s'amalgament en vue du profit. L'écrivain force les comparaisons, use de la prière feinte et antiphrastique pour illustrer cette course à l'argent.

Donnez-nous notre pain quotidien avec des machines et faites-nous faire une affaire, Seigneur, avec l'Union du Tourisme à propos de tous ces prés, ces granges, ces fours à pains de la montagne. Nos ressources en catastrophes naturelles, qu'elles deviennent de la publicité. Nous allons organiser en folklore même les avalanches.⁶

Exagération, certes, mais la fantaisie publicitaire ne renonce à rien. Les paysages et l'air pur se vendent comme les constructions. Chappaz dénonce cette commercialisation qui ruine la nature mais aussi la masse citadine, sincère, elle. Les brasseurs d'affaires seuls — spéculateurs et hôteliers — sont donc à incriminer :

Ils parquent, ils engraisent, ils font paître de la racine sauvage aux troupeaux de citadins et puis ils les traitent.⁷

Ce marchandage contamine le Valais entier si bien qu'une nouvelle croyance — L'ARGENT — remplace l'ancienne.

Nous y croyons comme à l'autre. Mais elle nous fait vivre. Les anarchistes valaisans veulent que ça rapporte. Les sorciers valaisans veulent de l'argent.⁸

Apparemment, cette contrée resplendit de santé et se pave de bonnes intentions mais elle se gorge, en fait, d'un idéal frelaté. L'auteur rappelle la nécessité d'une réalité intérieure, sinon

notre existence sujette à l'Argent s'effiloche au milieu des gens sans vocable tels des surveillants de collège aux yeux aveugles, à la bouche d'engoulement.⁹

Le slogan « argent-prospérité-bonheur » se lit de plus en plus en Valais et provoque une question fondamentale :

Est-ce pour nous que la Bible a dit : « Que sert à l'homme de gagner l'univers s'il vient à perdre son âme ? »¹⁰

Voilà la clé des réflexions du poète : l'enseignement de la Bible la hante et le guide. L'homme s'épanouit, connaît le bonheur s'il songe à son âme, à son « spirituel » ; l'aisance matérielle ne représente qu'un « à-côté ». Or, actuellement le mouvement s'est inversé. Pour protester, Chappaz se sert de sa plume et ne ménage pas sa violence mais, malgré tout, il se sent un exilé. Son état d'âme s'apparente au spleen car la grandeur et la vérité du « pays » sont déjà englouties. La poésie se volatilise car le goût du simple et du beau disparaît, mangé par l'attrait de l'utile qui, lui, rapporte.

Ce monde de l'artifice dénature également les produits de la terre. Presque chaque objet de consommation contient sa part de chimie. L'intensification de la production commande les rythmes rapides dans la maturation des fruits et des légumes, dans l'engraissement des animaux. Malheur de la nature, prouesse de la science !

Il a essayé un morceau de viande sèche, c'était de la sciure électriifiée ; un bol de bouillon, de la pisse ; un poulet, il avait le goût d'ammoniaque ; des cochons de lait drogués, un peu de beurre servi à la brosse, tout pareil à du cirage jaune.¹¹

La violence de l'écrivain se déchaîne ici ; la satire atteint un paroxysme. Nous applaudissons à l'originalité de certaines images et même à leur audace. Pour lui, l'intensité de la production empêche la qualité ; nous retrouvons ici son échelle des valeurs.

Dans son pessimisme, Chappaz n'entrevoit pas de limites à cette chevauchée diabolique et, en quelques mots, il brosse un

tableau des futures idioties possibles, tableau qui nous laisse songeurs :

Les Entrepreneurs lancent la mode du siècle : des habits en ciment ultra-léger. On porte des chapeaux cubes, des melons briques, des pantalons d'égout... Les Cafetiers, eux, inventent la suppression totale du goût.¹²

Il prend plaisir à choquer pour désapprouver. Il aime exagérer pour tourner en dérision. Il reconnaît cependant une qualité à ce monde déchaîné — une seule — l'imagination créatrice de tant de nouveautés mais il regrette amèrement son utilisation à des fins si futiles, comparées au destin réel de l'homme.

Le remède efficace contre ce drame est difficile à trouver. Une prise de conscience par chacun précède toute résolution. Une révolution des hippies apporterait peut-être un mieux-être. Remarquons l'attirance de l'auteur pour les marginaux, et surtout les beatniks. Ils réagissent contre le monde activiste ; ils réagissent en idéalistes, comme Chappaz. Mais celui-ci prône surtout le retour au spirituel avant que le progrès n'étrangle ses propres instigateurs.

La civilisation tue à petit feu la nature qui, par sa disparition, prive l'homme de deux éléments indispensables à sa vie : l'intériorité ou la faculté de méditer et la spiritualité. Ainsi, Chappaz se rattache à un courant de pensée antique qui voyait déjà dans la nature seule les raisons de croire et les signes d'une divinité. Robert Lenoble dans **Esquisse d'une histoire de l'idée de Nature** affirme même que le besoin de la nature pour réfléchir ou se remettre en question est inné en chacun. Il est vrai, qu'actuellement, le contact avec une fleur, une forêt ou un coucher de soleil devient le désir de plus d'un citoyen. Cependant, ce souhait est excité autant par un désir réel de repos et de récréation que, admettons-le, par un certain snobisme.

Pour Chappaz, le problème s'aggrave encore du fait que le Valais du béton s'allie au Valais du tourisme pour créer le Valais de l'artifice qui détruit tout mysticisme chez le commun des habitants. Pour lui, le cœur et l'âme passent avant le corps ; dans ce monde matérialiste, l'homme disperse donc ses possibilités de bonheur vrai. Pressé de toutes parts, il ne se soucie

plus de l'au-delà, trop éloigné. Sans placer l'auteur dans un courant chrétien ou plus généralement spiritualiste, nous ne saisissons pas toute son inquiétude, toute sa virulence et tous ses griefs. Dans cette optique, il est vrai que le progrès oppresse plus qu'il ne libère. Cet aspect constitue l'originalité du poète et donne de la vigueur à ses arguments mais il restreint aussi la civilisation du XXe siècle à une faillite quasi totale. Il ne mentionne, certes, que les exagérations mais, servies par une satire virulente, par des caricatures bien brossées, par des images inattendues et une violence parfois excessive des mots, elles rendent sa démonstration presque convaincante ; du moins, elles la personnalisent fortement.

N'oublions pas toutefois que cet écrivain s'allie aux contestataires modernes pour qui la pollution, le mysticisme oriental et la vie de nomades composent les chevaux de bataille. L'auréole sentimentale ôtée, ils prônent une vie plus intense que la vie trépidante d'aujourd'hui ; cependant, le passé devrait servir une création plus qu'une simple nostalgie. Cet auteur est significatif aussi d'un désir des Valaisans du passé, désir vivace encore chez les vieillards et les montagnards. Chaque vallée se repliait sur elle-même et ne vivait que d'une économie fermée. Le canton se repliait sur lui-même et jouait, à tous les niveaux, une politique d'indépendance. Fier et solitaire, il restait près de la terre dans tous ses raisonnements. Chappaz y retourne en quelque sorte.

QUELQUES ILOTS D'ESPOIR DANS UN MONDE MATÉRIALISTE

Si l'essence même du Valais antique et riche a disparu, il reste certaines béatitudes cependant que l'on peut acquérir, dans ce monde dégradé, grâce à la femme, au vin et à la poésie. Ces éléments n'existent pas forcément à l'état pur dans notre vie quotidienne mais, à chacun de les débusquer ! L'écrivain valaisan y trouve non seulement sa raison de vivre mais encore son goût d'exister et un motif pour accepter sa vie.

La femme, source d'amour, de joie et de simplicité

Dans l'œuvre de Maurice Chappaz, la femme se définit différemment selon qu'il en parle dans ses premiers ou dans ses derniers recueils. Le cheminement de la jeunesse à la maturité lui propose une révision de ses affirmations.

D'abord, il l'identifie à l'Amour ; l'Amour qui procure joie et souffrance ; l'Amour sans partage ; l'Amour lié à la Beauté. La femme transforme l'amant car elle agit sur son âme ; elle accueille, elle écoute, elle soulage. Dans **Verdures de la Nuit**, il lie la femme à la nuit, moment idéal de solitude et de paix, nécessaire à l'intimité. Il insiste sur cette communauté de plaisir indissociable d'une communauté d'esprit. Le désir de don total et plein de vérité l'imprègne. Cet ouvrage supporterait la comparaison avec le **Cantique des Cantiques** tant par l'enthousiasme que témoigne l'époux, que par l'idée fondamentale ou la forme, riche en métaphores et allégories.

Pour le poète, la femme représente aussi la Muse qui favorise l'écriture par son action amoureuse. Le bonheur qu'elle procure est ainsi double : amour se lie à inspiration. Si toutefois, la femme n'était que stimulatrice, elle servirait aussi l'épanouissement de l'écrivain car, bien sûr, le succès ne concrétise pas toujours l'espérance :

Mais celles que je cherche sont pareilles aux Muses,
... Douces Dames
Plus fuyantes que des truites.¹³

Source de joie, de poésie ou d'amour, la femme se révèle aussi par sa maternité. Dans **Portrait des Valaisans**, Chappaz campe le portrait de la mère valaisanne qui accumule en elle des trésors cachés et s'assimile au paysan par le fait même. Elle entretient la religion car elle la comprend par intuition ; elle influence peu la vie sociale ; une grande abnégation l'emplit. Elle insuffle quelque chose de la vie spirituelle à qui la regarde mais elle n'a plus cette efficacité active découverte dans les premières œuvres. Elle brille toujours, mais sa clarté est plus discrète, plus lointaine surtout.

Et il y a des femmes comme des étoiles.¹⁴

Quant au physique, la Valaisanne est « princesse et vachère » à la fois. Princesse, image de jeunesse : grâce, courtoisie, beauté. Vachère, optique plus réaliste : travail manuel, simplicité, contact avec la nature. Elle aboutit ainsi à une synthèse qui répond au besoin de passion et de mysticisme aussi bien qu'aux exigences matérielles et morales d'une vie.

Avec les Valaisannes vous reveniez aux sources, vous passiez de l'impératrice provençale à la vierge primitive, celle dont la qualité de vie renferme tout sans dissocier : la sexualité, l'énergie, l'esthétique.¹⁵

Elle s'accorde donc, selon cette description, avec le désir de naturel et de pureté prôné par Chappaz. Elle, vierge primitive, renie aussi la civilisation.

Epouse, mère ou servante, elle règne sur son monde par sa disponibilité, sa présence efficace mais presque muette. Sa force morale s'affirme plus encore lorsque l'auteur l'interpelle : « femme(s) forte(s) de l'Evangile et de la nature ». Comme dans la Bible, elle se distingue par une personnalité marquante et par son activité souvent débordante. Comme la nature, tour à tour stérile et fertile, elle connaît un rythme biologique :

Je sais que tu es semblable à la terre
que pareille tu apportes de rustiques présents
que ton corps est comme le vrai froment
tu donnes le pain
le don simple et bon
de ce qui se touche et qui se voit
tu couvres l'homme de moisson
tu es pareille aux fruits des arbres
apportant leur soleil et leur douceur
et je t'appellerai le lait le miel le raisin.¹⁶

Sous cet angle, la Valaisanne rejoint l'universel féminin. Son physique rappelle la nature par son origine, sa silhouette et son allure. Beauté de l'une et de l'autre ! Dons appréciés provenant de l'une ou de l'autre ! L'homme se sent attiré et communique aussi intensément à l'une qu'à l'autre. Elle est un miroir riche et, en elle, l'homme s'épanche et se décante comme face à la nature. Celle-ci provoque la méditation et exige la solitude pour être appréciée. Celle-là provoque l'amour et exige la solitude pour s'offrir à l'amant. Chappaz retrouve donc en elle la vérité et la pureté des origines. Nous comprenons qu'il

souhaite conserver ce visage de la femme ! Tentée par la civilisation, elle restera simple, sauvée par sa pérennité intérieure. Une fois de plus, le spirituel vainc le matériel. Sa faculté d'aimer la rend incorruptible et irremplaçable.

Apparemment, la femme possède toutes les qualités que prône Chappaz pour retourner au Valais d'autrefois. Elle a un visage précis et des significations claires : beauté et travail la rendent excellente compagne ; simplicité et modestie la protègent du progrès ; intériorité et piété lui accordent la sagesse. Ces critères s'appliquent à la Valaisanne du terroir qui communie à ce pays par sympathie ou par atavisme. La jeunesse et la ville s'en distancent. Restreinte à l'univers paysan, cette analyse est objective : il en a saisi l'âme et le rôle, tout de discrétion et d'efficacité. Elle résume son idéal féminin et même humain : sens du naturel et de la méditation.

Le vin, muse, culte et exutoire

Une seule femme, la sommelière, conduit au vin. Le vin — lui seul ? — ouvre l'être et appelle la communication. Vigneron, Maurice Chappaz le chante en l'assimilant à un culte, à un acte de vénération intérieure. Certains aspects recoupent d'ailleurs ceux qui illustrent la femme ; nous en esquisserons un bref parallèle en conclusion.

La vigne est éternelle en Valais.¹⁷

Elle existe, en effet, depuis Noé et existera toujours car la tradition valaisanne, l'intérêt économique et l'apport intérieur commandent sa survie. Pour le poète, la vigne est un enfant à suivre dans ses pas balbutiants et à guider. Il faut l'éduquer. Elle demande une attention particulière, des soins que les machines ne dispensent pas. Comme tout travail de la campagne, elle exige une continuité, un sérieux, une solitude dans ses sillons qui servent la réflexion et permettent d'appréhender le travail de la nature, complémentaire à celui de l'homme.

Le vin, adulte, va inspirer les amateurs, les unir et leur parler. Le vin chimique essaie de l'étouffer mais sans succès. Que peut le « soufre » ou le « méta » contre le « miel » ou les « gouttes

de Paradis » ? Son secret ? Par son bouquet et ses effets, il crée le bonheur et l'euphorie, propriétés de l'Eden perdu ; il le crée si bien qu'il va convaincre tout le monde et sauvera la cité :

Notre seul produit naturel dans l'avenir sera un lac de vin et ce vin soulera la ville.¹⁸

Produit naturel mais aussi source de forces et d'espérance, il est, à lui seul, une prière créatrice : belle interprétation de l'ivresse !

Si ce monde-ci immédiat te semble de trop parce que tu l'aimes trop et le réfutes et l'injures, communique avec les bouteilles. Je n'ai pas cru être un mystique plus grand.¹⁹

Les ivrognes deviennent pour Chappaz des contemplatifs. Le spiritueux dévoile le spirituel mais, dans quelle mesure, cet état érige-t-il le paradis perdu de l'âme ?

L'idée vin-religion est également intéressante. Le vin est la grâce qui fouette le poète lorsqu'il désespère. Il se ressource à l'Eglise lorsque son âme crie famine ; ainsi, il se ressource à la bouteille lorsque son cœur est morose ou son esprit embué. Il aime cette boisson qui vient à sa rencontre dans le travail et la jouissance, la peine et la joie, comme la religion bien comprise, comme quelquefois la femme. Boire devient un culte, ce qui suppose respect et ferveur et supporte la comparaison, par conséquent, avec l'autre Culte.

Essayez de communier comme si vous buviez.²⁰

Le vocabulaire liturgique lui est d'ailleurs largement appliqué ; il rivalise tour à tour avec l'« encens », le « Cantique des Cantiques », par exemple.

L'écrivain valaisan y voit aussi, bien sûr, comme beaucoup d'autres avant lui, un exutoire idéal qui permet à la Poésie de s'épancher, à la communication entre humains de se développer et à l'âme de se libérer. En effet, le vertige de la page blanche s'estompe devant un verre de vin : le déclic se produit qui débusque l'émotion et remplace la Muse :

Ce gobelet sans fin, titubant et parlant comme un ivrogne, me semblait seul capable de consoler mes amis pincés par le désir d'une création impossible.²¹

Ce doux nectar révèle l'homme à lui-même en affinant ses facultés naturelles. Plus encore, il enhardit le timide et permet,

comme le dit joliment Ramuz, de « sauter par-dessus le mur de ses pensées ». Simplicité, spontanéité, féerie d'images et de paroles en découlent. Faut-il parler de spiritualité, de vérité des sentiments ou d'illusions trompeuses et éphémères ? Les adeptes du nirvanâ vineux se sentent-ils toujours libérés ? Le risque d'une mystification ressort une seule fois, dans les écrits considérés :

Mais quelle tromperie aussi dans la boisson, une tromperie quasi religieuse.²²

La différence finalement entre drogue et vin n'apparaît que peu. Et, lorsque Chappaz souhaite que

chacun se livre à son propre vin,²³

il pense certainement à tout excitant de l'imagination, naturel ou pas. Il rejoint ainsi les théories de Baudelaire pour qui être ivre signifie aussi bien être envahi de vin, de poésie que de vertu. Seul l'effet d'élan vers quelque chose compte. S'il permet l'oubli du réel ou la création éventuelle d'un monde meilleur, il doit être utilisé, peu importe sa nature et sa durée. La joie de vivre seule le justifie.

Epicurien et cultivateur, Chappaz admire le vin pour ses qualités et sa beauté. Poète, il pressent et connaît des facettes incompréhensibles aux gens ordinaires ; il se permet, par conséquent, des affirmations douteuses pour le commun des mortels.

Il apprécie, évidemment, le vin en tant que boisson agréable ; mais il l'apprécie surtout pour les états seconds qu'il apporte. Similitude entre le vin et la femme : Muse, intériorité, pérennité. Mais une préférence pour le vin se dessine nettement car l'enthousiasme à son égard ne faiblit jamais. A son contact, l'écrivain est heureux car la société disparaît sous ce bonheur qu'elle ne dispense plus. Le vin met en communication avec le reste des humains ; la fraternité naît autour d'un verre. La femme isole ; deux suffisent à l'extase amoureuse. Il recèle les qualités dont le Valais d'autrefois regorgeait : simplicité, vérité des contacts, réflecteur de l'âme. Recueil de poésie à lui seul, il rappelle cette terre pure.

Dès lors, ne nous étonnons plus que le vin prime sur la femme dans son esprit. Il est le meilleur moyen pour survivre, avec un brin de joie, dans un monde sans attrait ; il permet de dépasser des difficultés en ouvrant un monde idéal à l'homme déçu. La femme se révèle une compagne, la source de bonheur dans l'amour, mais elle souffre aussi, s'inquiète à propos de mille et un problèmes de sorte que sa disponibilité n'égale pas celle du vin, tremplin pour surmonter toute réalité dès que le désire l'humeur d'un instant. Un nectar contre les angoisses, un avant-goût de paradis ! Idée bien sympathique et remède original que Chappaz aimerait généraliser. Une question reste cependant posée : comment élaborer la limite entre une mystification et le bonheur vrai ?

La poésie, porte ouverte sur les mondes intérieur et extérieur

Jusqu'ici, nous avons plus parlé de l'homme écrivain que de sa condition de poète elle-même. Dans les paragraphes suivants, nous allons étudier la position de Chappaz face à l'écriture.

Au début de son œuvre, il voit le poète membre d'une secte, bravant la société, fort de cette solidarité et résistant aux assauts du monde car il possède un « don surnaturel ». La nature, les hommes l'inspirent mais il doit aller plus loin car le poète est un « voyant » et un « témoin ». Il **doit** donc écrire. Cette tendance s'inscrit dans la lignée bien traditionnelle des romantiques et de certains symbolistes.

Plus tard, la poésie devient une recreation. Il ne peut plus chanter la nature puisqu'elle disparaît, il ne peut plus interpréter ses symboles puisqu'on la tue ; alors, son chant reconstruit le paradis perdu et condamne le présent sec et pauvre. Pour vivre du passé dans le présent, il écrit ; acte qui représente à la fois son refuge et son espérance.

O Poésie, sois ma maison natale à présent, sois une enfance nouvelle et vraie, bénie par ta tendresse, ô ma mère noire.²⁴

De cette façon, il lutte contre le matérialisme et la robotisation. Il accomplit quelque chose pour survivre et, par son œuvre,

il informe aussi la masse car il désire, ne l'oublions pas, le salut, le bonheur pour tous. Il note souvent la ressemblance entre poètes et enfants grâce à leur simplicité et leur imagination, entre poètes et prêtres : tous deux ministres d'un culte et interprètes de l'invisible, entre poètes et travailleurs manuels car la plume comme la pioche sous-entend l'effort et la difficulté, entre poètes et femmes par la sensibilité, le don de soi et l'écoute attentive. En bref, il se rapproche de ceux qui savent encore rêver ou penser et de ceux qui vivent hors du monde de l'artifice et de l'argent. La solitude toutefois engendre une terrible souffrance. Le poète, en effet, est seul dans un monde qu'il exècre. Seul, dans un milieu qui l'ignore. Seul, dans un état connu de rares privilégiés seulement.

Toute plume sincère mélange sa béatitude à sa douleur.²⁵

Il fait partie d'une « tribu recluse » vivant d'un merveilleux espoir mais il ressent fortement le dédain de chacun. Il souffre au point de désirer la mort parfois.

Mon âme attend sa terre promise et la fin de son exil.²⁶

Le mot « exil » le dépeint comme un déraciné dans une société folle où il connaît une inadaptation double : le monde ne répond pas à son idéal et, d'autre part, il n'écoute pas ses exhortations. Il rejoint Baudelaire, face à ces problèmes, jusque dans ses images.

Moi aussi, je hante les lieux arides et je tire mon plaisir de la solitude et de la désolation même ; je n'ai pu connaître la satisfaction d'aucune chose, je suis sur la terre comme un aéroneute ou un marin.²⁷

Pour Chappaz, un aspect nécessaire à la condition de poète — aspect le plus original de sa pensée — est le régionalisme qui se justifie dans son optique : intérioriser avant de proclamer. L'exigence d'une connaissance sûre s'impose logiquement ; s'imprégner du sujet reste la seule solution puisque l'esprit doit y correspondre. Sa matière s'enracine en Valais et se doit d'y demeurer.

Je me sens quand même un écrivain-d'aventure-sédentaire, en Valais où je voudrais tout dire avec mes viscères. Il faut que je le régionalise maintenant en moi. Le Valais : une province, quelque part dans mon estomac.²⁸

Ce désir reste lié à sa thématique. Le Valais figurait le Paradis ; pour le recréer, Chappaz s'y incruste. Terre de son passé, elle demeure la terre de son présent. Il la modifie, la transforme à son gré puisqu'il l'a vue telle qu'il la rêve. Ce même « voyage » serait impossible ailleurs car la réalité s'en dissocie. Un besoin inné de liberté et d'indépendance l'attache également à son terroir. Réfléchir exige l'atmosphère qu'il y trouve : relief tourmenté et imposant, montagnes impressionnantes, calme des hautes cimes, sécurité d'un climat connu. En harmonie avec un certain Valais, en désaccord avec une autre de ses faces, Chappaz vit de ce déchirement mais éprouve la joie de chanter la terre qu'il aime. Il avoue lui-même que ce coin du monde l'inspire de façon unique. L'authenticité d'un témoignage poétique et sa valeur ne dépendent pas du sujet traité mais de sa vérité et de la conviction de l'écrivain. Ecrire est pour lui une exigence de vie. L'enfant de la terre a engendré le poète de la terre.

Le besoin de la nature prend une place primordiale dans sa vocation poétique. La nécessité de réfléchir, de mûrir en lui-même ses constatations, reste son leitmotiv. Un schème simple en découle : nature-intériorisation-écriture. L'inspiration à l'état pur ne semble pas caractériser ses créations.

De plus, la poésie s'impose à lui pour dépasser ce monde plus que pour répondre à une prédestination. Il allège ses appréhensions en les chantant. Poésie engagée ? Elle dénonce un monde — celui de la consommation — et en propose un autre — celui de l'épanouissement dans la nature —. Si l'engagement consiste à défendre une cause, Chappaz s'y affine puisqu'il parle en faveur de l'homme. Le ton acerbe et la forme de ses écrits illustrent une conviction.

La poésie crée ce que le monde refuse. L'âge d'or disparu renaît dans l'inspiration : témoignage, nostalgie ou exhortation. La spiritualité, corollaire d'une nature saine et de la poésie, représente l'essentiel pour tout homme. Chappaz ne croit ni à la vie gratuite, ni à l'écriture gratuite ! Composer matérialise sa résistance au monde actuel. Moyen idéal, car il jaillit de lui-même et forge cœur, âme et intégrité.

Femme, vin, poésie contribuent à illustrer un esprit et un mode de vie que l'auteur valaisan prône. Ils subsistent dans cet univers progressiste comme des relents d'une vie différente. En eux, nous retrouvons ce que le Valais offrait autrefois. En eux, se réalise actuellement une parcelle du rêve de l'âge d'or. Grâce à eux, la nostalgie du passé s'amenuise et l'espérance d'un monde meilleur luit.

Tous trois évoquent la nature. La femme en est le double parfait. Le vin naît de la terre. La poésie ne vit que de la communion intime avec elle. La simplicité les qualifie par conséquent. Tous trois évoquent la spiritualité : intensité des réactions féminines ; révélations provoquées par le vin ; nécessité d'une réflexion sûre pour une poésie riche. L'intériorité ressentie ou insufflée par chacun résume ces différents états. Tous trois évoquent la religion dans le sens d'une mystique et non d'une morale évidemment. La femme se souvient des sages épouses bibliques. Le vin symbolise la communion. La poésie se célèbre comme un culte. La foi anime chacun d'eux ; la femme comme les adeptes du vin ou de la poésie.

Les qualités des uns et des autres amènent à la réflexion et à la prise de conscience de soi, éléments fondamentaux — que notre monde délaisse — pour une vie heureuse. Eléments dont le passé regorgeait sous diverses formes.

LE VALAIS D'AUTREFOIS, IMAGE DE L'EDEN

Dans la vie moderne subsistent encore quelques valeurs non entièrement falsifiées. Pour leur épanouissement et celui de chaque être, devrait exister le climat du Valais d'autrefois, celui de Chappaz enfant et jeune homme. Ressuscité par le souvenir, ce Valais est à la fois une réplique de la Bible, une idylle perpétuelle entre nature et bonheur, un univers heureux où l'homme se sent ÊTRE. Au fil de l'œuvre, nous découvrons un mélange de réalité et de rêverie qui soulève une interrogation double : ce Valais offre-t-il un refuge illusoire ou un modèle idéal ?

Une première ressemblance s'impose entre le Valais d'autrefois et la Bible, image qui, d'ailleurs, regroupe toutes les autres. Le Livre Saint relate tout le cheminement de la religion et constitue un témoignage assorti d'un testament pour la chrétienté. Le Valais, pays catholique par excellence, jaloux de cette tradition et fier de sa pratique, est aussi, à sa façon, un bastion de la croyance. Celle-ci marque profondément tout individu car l'éducation s'en imbibe. Vu l'importance du clergé tant par l'effectif que par ses responsabilités, l'Eglise y joue un rôle primordial.

Pays aussi des gens simples ! Le Valais comme la Bible manifeste cette double physionomie. Dans l'Ancien Testament, nous suivons des nomades et des bergers ; ils se contentent d'une existence frugale. Dans le Nouveau Testament, le Christ apprécie surtout les pécheurs et les pauvres qui subsistent grâce au labeur quotidien. En Valais, le travail de la terre et l'élevage nourrissent la majorité des habitants. Simplicité de la vie et de l'âme qui grandit par la nature. Les symboles de l'Ancien Testament et les paraboles du Nouveau s'alimentent à la réalité quotidienne. Ainsi, la réflexion du Valaisan se forge par l'affrontement à la montagne, à la prairie et à la terre car ces trois éléments conditionnent sa destinée. Pierre Courthion parle de la vocation « pastorale et semi-patriarcale » de ce peuple. Quoi de plus ressemblant à l'atmosphère biblique ? La nature, une fois de plus, ressort comme le décor vital du Valais authentique.

— Je voudrais qu'il perde quand même pas le goût de la Bible...

Je lui ai dit : aime les fruits de la terre...

— Je reconverterai le Valais à la nature.²⁹

Des conditions de vie semblables modèlent des tempéraments analogues. Les prophètes, le Christ et les apôtres frappent par leur sagesse. Ils enseignent le peuple et le marquent par leur prestance, leur intériorité et leur calme. Le Valais possède également ses sages. Ils abreuvent de bon sens leurs ouailles timides, leurs citoyens ignorants ou leurs enfants sauvages. Chappaz, vous l'avez deviné, les divise en trois catégories : le prêtre, la mère, le président. Evidemment, ces figures, des êtres d'exception, émergent de la collectivité et influencent

leur milieu durant une période. Leur pensée suffit à orienter un village ou du moins une famille. Leur philosophie s'inspire du catholicisme et répond à ses critères d'existence. La joie de vivre et des plaisirs simples rapprochent les Valaisans du monde chrétien.

— Nos gens ne manquent pas de vertus mais ils sont toujours souls. Et quand ils ne sont pas souls, ils n'ont pas d'inspiration.

— Ah ! oui, Théodule, mais c'est comme ceux de la Bible...³⁰

La Bible termine son existence à un moment précis : lorsque l'évangélisation des apôtres prend fin. Le Valais antique disparaît à l'ère moderne. L'une comme l'autre, apparemment, n'existent plus. Cependant, la mentalité biblique comme le besoin du passé persistent intérieurement. Nous éprouvons le besoin de lire quelques versets ou simplement de croire ; le désir d'un monde meilleur anime chacun et nous tournons nos regards vers un idéal. Chappaz nous dépeint les personnages bibliques comme des saints ou des individus extraordinaires. Nous y adhérons volontiers car ils s'auroient pour nous d'un mystère, d'un goût inconnu qui incite au rêve. Les paysans, les manuels du Valais primitif deviennent également des curiosités ; ils portent en eux l'attraction du « jamais vu ». Pour le croyant, la Bible contient la foi et les éléments de sa vivification. Pour le poète, le Valais d'autrefois recèle l'inspiration et les moyens de la renouveler ou de la fortifier.

Les paysans en train de disparaître deviendront d'extraordinaires personnages de rêve. Il a une réserve de souffle, ce pays, d'innocence tempétueuse au fond du puits, au fond du verre, qui m'inspirera toujours. Il double la Bible ou l'Espagne avec une tranche d'ombre, avec un aspect de conquête nordique.³¹

Si le Valais ressemble à la Bible, il s'identifie plus encore à des aspects précis de l'épopée chrétienne. Il simule parfaitement le Paradis terrestre : nature fleurie et protégée, paysans à la tâche mais heureux, troupeaux en errance, vérité du contact humain, simplicité des besoins, naïveté béate.

Certains sentiments de l'enfance, plus communs cependant aux bohémiens me maintiennent en éveil et m'ont conduit à quêter sans cesse le secret d'un paradis perdu parmi ces terres du Haut-Rhône, berceau sauvage de petites tribus recluses avec lesquelles je m'allie.³²

A cette époque, le Valais correspond aussi à la Judée, région qui se confond avec la Bible : elle est son contexte, sa source et son développement. Le Valais égale le Livre-Saint et par conséquent, la Judée. La similitude des croyances lie plus que tout ces deux contrées. L'une et l'autre cachent en leur sein le catholicisme. Chappaz les compare souvent à des cathédrales, piliers fermes du tabernacle.

Deux cathédrales se heurtent.³³

Plus précisément encore, le Valais contrefait Canaan, la terre promise au peuple de Dieu. Canaan, terre fertile où coulent le lait et le miel. Canaan, terre naturelle où le sol produit toute richesse. Canaan, terre d'accueil pour des croyants sans trésors. Le Valais ancien vit exclusivement du sol : culture et élevage. Il se contente des produits naturels et prospère grâce à eux. Une référence d'esprit lie aussi ces deux provinces : la jouissance habite l'une et l'autre ; les adjectifs « beau », « bon », décrivent fréquemment le site et l'état d'âme.

Je regarde les petites fourmis de la Bible là en bas, je goûte, je goûte. C'est bon l'élevage, c'est la deuxième terre promise.³⁴

La comparaison se prolonge encore sous des facettes légèrement modifiées mais nous constatons toujours, en Valais comme dans la Bible, un désir de vérité et de pureté, inséparable de la simplicité et de la nature par conséquent. Toujours, nous remarquons un amour prononcé pour le pays en question : la Judée est l'élue de Dieu ; le Valais, l' élu du poète. Un mode de vie résolu guide les deux peuplades ; l'agriculture seule les préoccupe, le catholicisme les nourrit, les hommes vivent au jour le jour sans faux problèmes. Ils sont primitifs parce qu'ils ont, d'une part, l'intuition des choses et s'en satisfont et que, d'autre part, ils ne sont pas esclaves d'une envie de briller ou de parvenir à un meilleur stade.

L'épopée biblique se déroule en Orient. Chappaz prolonge son contexte. Il assimile le Valais antique à ce vaste horizon et plus précisément, il se tourne vers l'Inde d'aujourd'hui.

Nous nous trouvons sur le dernier parchet des terres où se reflète l'Inde.³⁵

Dans nos esprits occidentaux, ce pays illustre le sens du silence, de la méditation et de la nature. Il se préoccupe de religion et de divinités. La sagesse, sœur de la mesure, y règne. Il en jaillit un contact humain vrai et un sens profond du partage. L'esprit guide la chair. La nature, intacte, joue l'intermédiaire entre Dieu et les hommes.

Finalement, Bible, Inde, Orient, se confondent et aboutissent au même refrain : chaque être paraît épanoui, la richesse de ses découvertes intérieures vainc la pauvreté d'une civilisation matérialiste. L'Orient, ainsi compris, symbolise autant le rêve que le souvenir. Dans la Genèse déjà, il figure la métaphore la plus courante de l'Eden.

L'esprit du Valais primitif vu à travers les images proposées par Chappaz, se tourne vers la réflexion même inconsciente due au milieu fermé, à la culture chrétienne et au travail agricole. La nature favorise cette harmonie en l'homme. Pourquoi ? Que contient, en fait, ce vocable, pour le poète ?

Les paysages versifient à eux seuls, à l'état pur.
Ce pays était le pays des calices.
Les montagnes bruissaient.
Les truites dans l'eau du Rhône
avaient l'ombre des fleurs de pruniers.³⁶

Ils imprègnent même le langage :

Dans le parler valaisan toute la nature prenait vie.³⁷

De plus, la terre appelle inévitablement les paysans pour l'apprécier vraiment et la travailler.

Le Valais a désiré la paysannerie.³⁸

En définitive, ils l'incarnent : leur âme quête la pureté. Leur philosophie s'en nourrit. Le rythme des saisons dicte leurs activités. Le mystère de la germination, du beau et du mauvais temps les emplit d'une piété confiante. L'apparat les rebute. Accueillir un hôte équivaut à une fête, à un don généreux. Peu de paroles, les gestes expriment pour eux ; le regard agit pour eux. Le mode de vie s'en ressent ; les produits naturels, simples mais bons attirent. Un besoin inné d'authenticité ressort.

- On se contenterait du premier luxe d'ailleurs, d'avoir du vrai miel, de vrais porcs, du vrai fromage.
- Et de vraies femmes.³⁹

La mentalité reflète les us et coutumes ; comme eux, elle est simple et naïve. L'éternel souci de demeurer aux sources de l'humain apparaît également.

C'était un saint qui savait plaisanter, bon enfant, naïf, mais qui roulait à tout coup un renard par sa naïveté même.⁴⁰

L'instruction même semble inutile puisque le bonheur existe sans elle :

Au commencement était le Christ qui n'avait pas étudié.⁴¹

Ce Valais était robuste. Hélas, aujourd'hui, les pâtres rêvent au bon vieux temps car

le nouveau péché originel
pour faire avancer le monde
a expédié les paysans.⁴²

A travers cette terre naturelle, nous découvrons le portrait traditionnel de l'homme de la nature : désirs de pureté, de vérité, bon sens inné. La quête de ce primitivisme perdu nourrit toute la nostalgie de Chappaz. Il nous parle ainsi plus d'un passé senti que réel. Pour lui, l'Occident a malheureusement supplanté l'Orient. Les souvenirs seuls, joints à une odeur de miel et de prières accompagnent le modernisme s'y installant. Attiré par ce Valais édénique, il cherche des bases pour le reconstruire.

Y retourner sans autre forme de procès est une utopie ; il le reconnaît. En effet, il faudrait

décoller tout le goudron sur les chemins afin de sentir de nouveau la terre et de se baigner les pieds dans la poussière.⁴³

mais,

la course au progrès, la catastrophe en avant est amorcée, déclenchée, lancée.⁴⁴

Ainsi, il ne désire pas un paradis égal au paradis terrestre. Il accepte le travail et les soucis ; il espère un esprit de vie idyllique plus qu'une terre idyllique. Les qualités du Valais antique l'inspirent dans cette quête.

Son admiration la plus profonde va au paysan, nous l'avons vu. Il le compare souvent au Christ — le physique typique des images d'Epinal, la sagesse simple y contribuent certainement —. La méditation née du contact avec la nature, l'innocence basée sur l'acceptation du monde, de son rôle et de sa vie pénible, accentuent encore cet émerveillement.

Tendance réelle peut-être mais difficile à cerner car elle nous est décrite si intérieure, si profonde qu'elle devient insaisissable. Une école de vie en découle qui ne s'improvise pas :

Les paysans étaient grands. Si j'avais pu j'en aurais été un. Mais c'est le seul métier qui ne s'apprend pas, qui exige une naissance de vingt ans. Et même il ne faut pas s'instruire pour rester paysans. C'est de la prêtrise modeste, des gens qui créent de l'existence.⁴⁵

La nature donne la santé et incite l'homme à être

brutalement simple, attaché à sa terre comme au vrai morceau de paradis, fidèle à ses arbres, à ses forces bovines, à ses amis.⁴⁶

Face à elle, jaillissent réflexion et intensité. Mais voilà. Où trouver cette communion possible ? Les cimes vierges n'accueillent que des privilégiés. Les paysans disparaissent faute de terre. Alors ?

Fuir la civilisation résume la pensée de Chappaz. Le paradis doit grandir l'homme et non l'aliéner. Il ne faut donc pas le distraire du but premier par mille activités et par des besoins faussés. Il reconnaît l'insuffisance de son plaidoyer pour le bonheur si l'âme humaine ne se transforme pas. Que du primitif règne en chacun de nous !

Rendez-nous nos simples, nos innocents, nos crétins.⁴⁷

Ainsi, le besoin de la nature devient plus une disposition spirituelle qu'un plaisir esthétique seul. Bientôt d'elle-même, cette nécessité s'implantera aussi chez les « fiancés de l'usine ». Espoir donc d'un Eden futur. Conscience aussi d'une réalisation difficile mais la valeur humaine doit être sauvée. La lutte s'amorce dès maintenant.

La société doit changer, mourir. Elle se rêve dans notre ventre, imbéciles.⁴⁸

Dans cette optique, seul le bonheur individuel est possible, pour l'instant. Le paradis collectif n'est encore qu'un rêve. Chappaz croit en l'homme et à ses vertus intérieures. Il y croit plus qu'en la civilisation puisqu'il lui confie le rôle de la dépasser. Il souhaite cependant que chaque intéressé y contribue :

Le paradis se cache en nous.⁴⁹

Il ne reste plus qu'à rechercher l'« Asie intérieure » : le Valais réfléchi et mûr se retrouve dans le mysticisme révélé par l'Orient. Redécouvrir le silence résume cette quête :

Etre attentif une seconde, une seule fois : tu rapporterais l'Orient à Sion.⁵⁹

La seule victoire possible, le seul Orient à sauver, se limite donc à l'intériorité personnelle. Tâche difficile et long cheminement que l'homme vigilant doit entreprendre !

Schématiser son Eden n'est pas une tâche facile. Chappaz affirme beaucoup, propose beaucoup mais tout reste suggéré. Il regarde le Valais d'un œil neuf : ses rapprochements avec la Bible et l'Orient cachent d'heureux symboles ; le style valorise souvent ses concepts.

En étudiant l'ensemble de ses œuvres, nous détectons un appel pressant pour une manière de vivre épanouissante : intensité et vérité en tout. Comment y parvenir ? La réponse reste vague. Deux pôles surgissent : la nature, d'une part, à intégrer dans notre vie et le paysan, d'autre part, à imiter dans sa façon de vivre. En bref, il faut se libérer des contraintes matérielles et rechercher une mystique, loin du bruit et surtout loin des préoccupations mondaines. Sa démarche est intéressante ; elle nous mène tout droit à l'univers biblique ; bonheur près de la nature sans souci scolaire puisqu'il faut être simple en tout mais avec une dimension spirituelle. Il ne demande donc pas un retour complet à cette période bienheureuse mais un retour à son esprit. A l'opposé de Rousseau, il ne construit pas une société idéale avec ses structures et ses exigences mais il esquisse les bases nécessaires au bonheur individuel compris comme épanouissement total. Cet aspect constitue sa faiblesse et son originalité. Originalité, car il mêle harmonieusement les données chrétiennes quant à la spiritualité de la vie et des données mythiques, païennes ou artistiques quant au mode d'y parvenir. Faiblesse aussi, car, à dépeindre un état d'esprit idéal il reste dans l'abstrait, l'imprécision et la nuance en se jugeant complet.

La démarche de l'écrivain valaisan se caractérise donc par deux pôles : d'une part, la destruction de l'univers actuel, corrompu ; d'autre part, un retour au passé créateur que le bonheur hante. Pour y accéder, il compose avec la réalité : il vit au XXe avec les limites que ceci suppose mais tente d'acquiescer un autre esprit et le recommande. Créer en soi-même un univers meilleur paraît moins chimérique que créer un monde nouveau sur les cendres du passé alors que la science bouleverse toute stabilité. L'épanouissement humain le préoccupe avant tout. La nature y mène car elle nourrit équilibre et harmonie. Elle disparaît pour la masse. Indirectement, Chappaz reconnaît-il l'impossibilité de réaliser le bonheur de l'humanité entière ? Des palliatifs existent, certes — la femme, le vin, la poésie — mais l'intériorité, la méditation ne survivent que dans la solitude et le silence. Vivre pleinement et se réaliser pleinement par conséquent est l'affaire de chaque individu. Le seul souci d'ÊTRE plutôt que d'AVOIR résume finalement l'intention que devrait nourrir chacun, d'après Chappaz. Ainsi se comprend son conseil qui touche à l'exhortation : « Intériorise ! »

Sa critique est partielle cependant ; elle s'enflamme par la répétition d'une même hantise alors qu'elle s'enrichirait en quête d'autres revendications. Il condamne l'industrie et le progrès mais oublie la politique, moteur important de toutes ces mutations. Il critique le tourisme et l'argent mais ne souffle mot sur les problèmes sociaux. Il est poète avant tout et admire le monde en tant que tel. Les réalisations pratiques — bienfaits d'une certaine forme de progrès, avancement de la science — ne l'intéressent que faiblement. Excès de défaitisme face à notre monde favorisé par un refuge rêveur dans l'ancien temps ? Cette tendance s'incruste de plus en plus en Valais chez les habitants comme chez les artistes. Une étude sociologique, d'un intérêt certain, décréterait s'il faut parler d'une réelle dégradation de la race ou d'un mythe ravivé par l'affrontement au modernisme croissant ou encore d'une vague du XXe siècle assoiffée d'authenticité qui retourne volontiers aux sources anciennes de bonheur.

Humaniste, Chappaz recherche le bien de l'homme dans son épanouissement spirituel surtout. Trop classique peut-être dans son humanisme, il ne le pressent que face à un monde de la terre. Trop mystique peut-être, il ne le conçoit que dans une connaissance et une acceptation profonde de soi.

La tradition chrétienne l'influence fortement : l'homme joue son salut sur terre. Quelle est la validité de cet engagement et de cette inquiétude ? Interrogation à laquelle seul l'écrivain peut répondre. Il défend l'avenir de la condition humaine. Mais, même dans son argumentation où devraient intervenir la logique et la rigueur, il suggère en poète plus qu'il ne démontre. De la sorte, il est impossible de définir vraiment ses vœux et ses solutions, et surtout, il est difficile d'y croire. Toutefois, ce chantre de la terre, du travail et de l'homme se distingue par son langage profondément expressif. Il est attachant par son amour délirant du Valais. Il étonne par la justesse et la violence de certaines diatribes. Il charme par les qualités d'émerveillement et d'observation. Empli, tour à tour, d'idéal, et de rêves, d'angoisses et de refus, il donne, dans ses œuvres, le reflet de son existence. Elles immortaliseront un homme en même temps qu'un poète et un canton. Pèlerinage entre deux âges, son œuvre s'incruste entièrement dans ce pays. Erreur peut-être, car le Valais est si individualiste et isolé dans sa géographie comme dans son âme qu'il ne peut prendre visage de modèle. Preuve peut-être, au contraire, qu'un régionalisme même trop patriotique ose viser un certain universalisme puisqu'il dévoile des valeurs éternelles, utiles à tout homme.

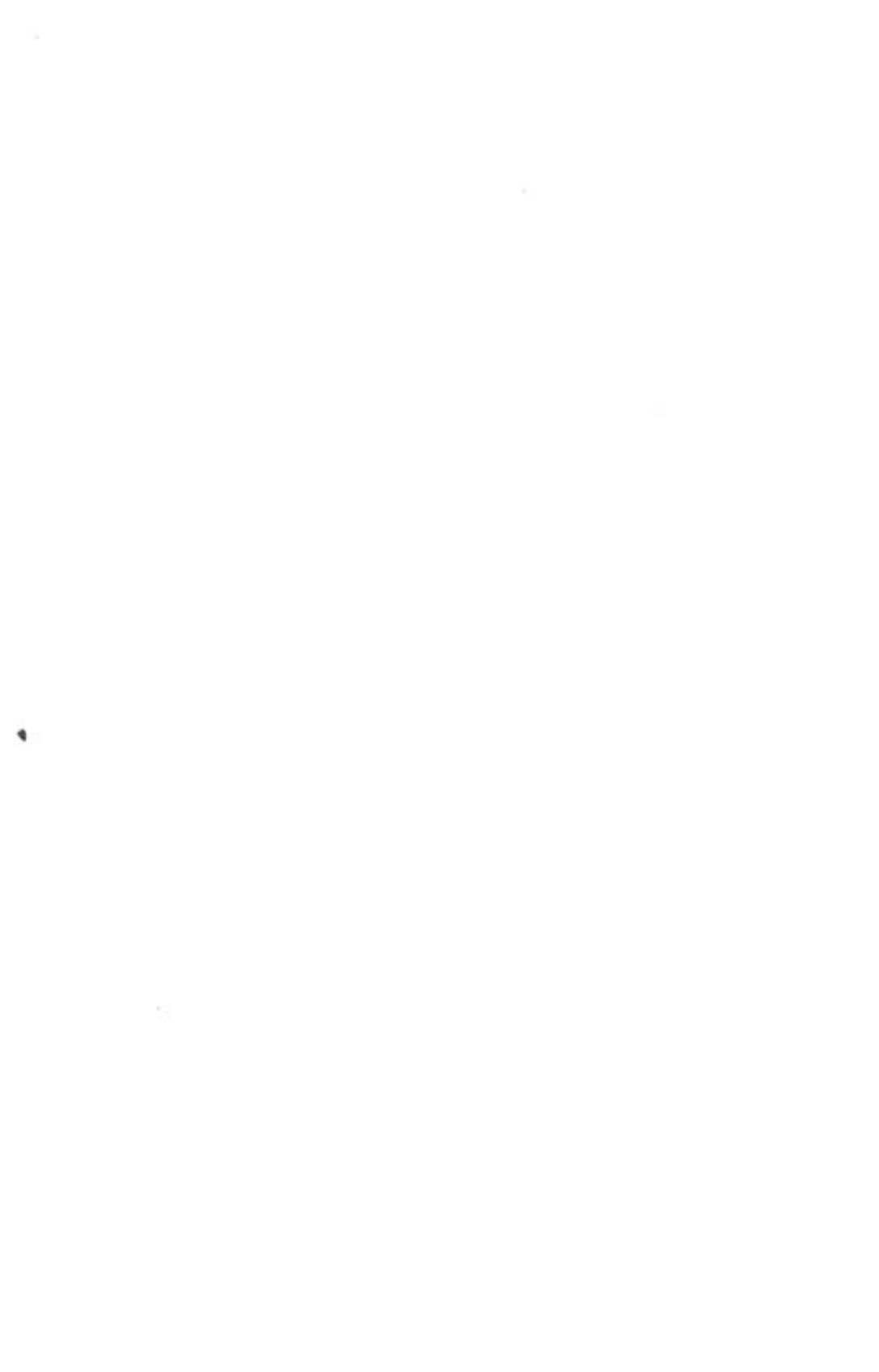
BIBLIOGRAPHIE

- CHAPPAZ Maurice, **Testament du Haut-Rhône**, Lausanne, Rencontre, 1953.
Chant de la Grande-Dixence, Lausanne, Payot, 1965.
Le Valais au gosier de grive, Lausanne, Payot, 1965.
Portrait des Valaisans, Lausanne, Cahiers de la Renaissance Vaudoise, 1965, (Le Livre du Mois).
Les Grandes Journées de Printemps, Lausanne, Cahiers de la Renaissance Vaudoise, 1966, (2e éd.).
Verdures de la Nuit, Lausanne, Cahiers de la Renaissance Vaudoise, 1966, (2e éd.).
Un homme qui vivait couché sur un banc, Lausanne, Cahiers de la Renaissance Vaudoise, 1966.
Le Match Valais-Judée, Lausanne, Cahiers de la Renaissance Vaudoise, 1970.
- CHAPPAZ Maurice et LOVAY Jean-Marc **La Tentation de l'Orient**, Lausanne, Cahiers de la Renaissance Vaudoise, 1970.
- COURTHION Louis, **Le Peuple du Valais**, Lausanne, Bibliothèque romande, 1972.
- JOTTERAND Franck, « Maurice Chappaz », dans **Pourquoi j'écris**, Lausanne, La Gazette littéraire, 1971.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Jotterand F. : **Pourquoi j'écris**, p. 28
2. Chappaz M. : **Le Valais au gosier de grive**, p. 43
3. Idem, p. 54
4. Chappaz M. : **Le Match Valais-Judée**, p. 127
5. Idem, p. 129
6. Chappaz M. : **Portrait des Valaisans**, p. 166
7. Idem, p. 73
8. Idem, p. 67
9. Chappaz M. : **Testament du Haut-Rhône**, p. 61
10. Chappaz M. : **Chant de la Grande Dixence**, p. 50
11. Chappaz M. : **Le Match Valais-Judée**, p. 66
12. Idem, p. 134
13. Chappaz M. : **Les Grandes Journées de Printemps**, p. 48
14. Chappaz M. : **Portrait des Valaisans**, p. 106
15. Idem, p. 118
16. Chappaz M. : **Verdures de la nuit**, p. 12
17. Chappaz M. : **Le Match Valais-Judée**, p. 85
18. Chappaz M. : **Portrait des Valaisans**, p. 168
19. Idem, p. 200
20. Idem, p. 222
21. Idem, p. 220
22. Idem, p. 209
23. Idem, p. 204

24. Chappaz M. : **Un homme qui vivait couché sur un banc**, p. 12
25. Chappaz M. : **Testament du Haut-Rhône**, p. 68
26. Idem, p. 33
27. Chappaz M. : **Les Grandes Journées de Printemps**, p. 37
28. Chappaz M. et Lovay J.-M. : **La Tentation de l'Orient**, p. 70
29. Chappaz M. : **Le Match Valais-Judée**, p. 86
30. Idem, p. 53
31. Chappaz M. : **Un homme qui vivait couché sur un banc**, p. 45
32. Chappaz M. : **Testament du Haut-Rhône**, p. 27
33. Chappaz M. : **Le Match Valais-Judée**, p. 60
34. Idem, p. 41
35. Chappaz M. : **Testament du Haut-Rhône**, p. 51
36. Chappaz M. : **Le Valais au gosier de grive**, p. 71
37. Chappaz M. : **Portrait des Valaisans**, p. 61
38. Idem, p. 166
39. Idem, p. 115
40. Idem, p. 34
41. Chappaz M. : **Le Valais au gosier de grive**, p. 28
42. Idem, p. 68
43. Chappaz M. : **Le Match Valais-Judée**, p. 80
44. Chappaz M. : **Portrait des Valaisans**, p. 31
45. Idem, p. 79
46. Idem, p. 41
47. Chappaz M. : **Le Match Valais-Judée**, p. 140
48. Chappaz M. et Lovay J.-M. : **La Tentation de l'Orient**, p. 22
49. Jotterand F. : **Pourquoi j'écris**, p. 29
50. Chappaz M. Lovay J.-M. : **La Tentation de l'Orient**, p. 54



GERALD ARLETTAZ

La presse libérale
et la naissance de l'information politique
en Suisse française

Vers une sociologie de l'opinion publique des débuts du XIXe siècle

Retracer l'histoire du journal et la naissance de l'information, c'est généralement situer des gens qui écrivent, leurs moyens de procurer une information de qualité et l'évolution des entreprises qui diffusent les périodiques. Il est aussi possible de se demander pourquoi ces journalistes sont apparus, ce qu'ils ont écrit, à qui ils se sont adressés, voire comment ils ont été lus. Dans ce sens, l'information paraît avoir été une nécessité politique avant d'être un véritable moyen de transmission des connaissances et des faits de l'actualité. L'opinion publique s'est formée en termes de participation politique, de culture et de marché.

C'est avec la révolution et la reconnaissance de la notion de droit individuel que l'aventure commence...

* * *

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ; tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi. ¹

Avant 1830, ce droit ne dépasse guère le domaine des intentions. La guerre européenne et les conflits sociaux ne permettent pas au gouvernement helvétique ni aux cantons de la Médiation d'assurer la liberté de l'opinion. La Restauration écrase toute illusion. Pourtant, s'unissant à l'initiative indivi-

duelle et aux droits de l'homme, le romantisme national provoque l'hésitation des peuples d'occident. L'idée de liberté est dans l'air. En août 1815, en pleine réaction, on peut crier :

Pour détruire les idées libérales, il faudrait faire disparaître une masse d'idées... changer le système d'éducation... étouffer jusqu'à la faculté de la pensée.²

LA NAISSANCE DE LA PRESSE MODERNE

En Suisse française, comme partout ailleurs, les gouvernements de la Restauration surveillent jalousement toute expression politique. Les lois sur la presse deviennent de plus en plus restrictives.³ Pourtant, les tendances libérales et les goûts « modernes » prennent l'initiative.

Ce n'est certes pas en Valais, dans un canton très pauvre, encore peu développé qu'il faut rechercher le point de départ d'une telle initiative.⁴ Avant la constitution libérale du 30 janvier 1839, seul le **Bulletin officiel** a droit d'audience. Publié dès le 4 septembre 1803 avec le secours du gouvernement, il aurait en 1836 environ 130 abonnés.⁵

L'utilité publique est facteur de civilisation. Les besognes quotidiennes et la nécessité de rechercher une pratique, voire un code commercial, apportent les premières images d'une société marchande déjà très affirmée dans le canton de Vaud par exemple.⁶ Cependant, ces facteurs n'agissent qu'à très long terme. Les gouvernements de la Restauration s'accommodent de cette conception mercantile et l'Etat vaudois cherche même à la développer.⁷

Avec l'école, c'est la presse d'opinion qui est aux premières lignes du combat politique. Depuis l'Aufklärung,⁸ le besoin de communication est une nécessité marchande. Partout, les Postes et Messageries se développent. Les Vaudois déclarent

A mesure que ces idées se sont étendues dans notre canton, par l'instruction publique et les lumières et qu'on a pu les exprimer avec plus de liberté, le besoin de les communiquer s'est fait sentir davantage et la correspondance est devenue plus active.⁹

C'est dans un tel contexte, acquis à la notion d'échange, que les journaux vont divulguer leurs doctrines. La **Gazette de Lausanne** déjà vieille d'une tradition polémique, reste très prudente. Miéville est favorable à une vision constructive, riche de toute la civilisation moderne.

Un journal dans un pays neutre, heureux, tranquille, ne doit pas être un journal de parti... S'il s'agit d'opinions, il doit conserver la couleur des contrastes.¹⁰

Sa technique est d'utiliser l'information nationale et étrangère au service de cette conception éclairée. Il aime publier des notices statistiques, des réflexions sociales qui habituent le lecteur à se poser des questions. La rédaction ne prend pas position. Une étude de la surface imprimée de la **Gazette de Lausanne** révèle cette extrême prudence.

Tableau I

Surface imprimée de la **Gazette de Lausanne** en ‰¹¹

	1823	1830
Information vaudoise	0,6	7,4
Information suisse	4,3	10,6
Information étrangère	68,1	59,7
Divers	24	18,9
Titre	3	3,4

Avec la montée des idées libérales, les informations cantonales et nationales progressent mais modérément.

La conception de Henri Fischer et de Charles Monnard est tout autre.

En 1823, **L'Ami de la Vérité**¹² très virulent ne peut pas encore développer les nouvelles intérieures. Le canton et la nation n'occupent ensemble que le 6,3 ‰ de la surface imprimée du journal. Mais le ton est plus polémique, plus partisan :

Oui les Suisses n'ont qu'une couleur, une couleur nationale, et qui nous l'espérons, ne sera jamais celle des contrastes... La vérité est une.¹³

Quant au **Nouvelliste vaudois** « créé (en 1824) dans le but de combattre et de renverser l'ordre des choses imposé au canton de Vaud en 1815 », ¹⁴ il devient rapidement l'étendard des idées nouvelles.

Tableau 2

Surface imprimée du Nouvelliste vaudois en ‰

	1824	1827	1830
Information vaudoise	6,5	14,8	20,4
Information suisse	15,9	23,5	21,3
Information étrangère	56,5	53,3	44,9
Divers	15,3	2,6	11,8
Titre	5,8	5,8	1,6

Dès 1826, le journal se lance dans une polémique qui débouchera sur la révision des institutions cantonales.

Ces journaux n'ont pas encore de gros tirages. En 1830, la **Gazette de Lausanne** publie environ 1900 exemplaires et **Le Nouvelliste vaudois**, 700.¹⁵ Les impôts sont très lourds : 40 ‰ des rentrées !¹⁶ Pourtant, cette « modernité » est irréversible. Les forces conservatrices s'en rendent bien compte. **Les Glanures d'un Vaudois** évaluent la production périodique moyenne du canton à 6 pages par jour en 1831. Que de temps perdu pour les lecteurs !

Pour lire ces six pages, on peut raisonnablement compter deux heures ; et en ajoutant le temps pour les commenter, et pour faire part de ses observations aux voisins et aux voisines, on pourra bien en admettre trois. Ce qui fera le quart d'une journée, sans compter le temps nécessaire pour lire les brochures et les journaux étrangers. Cette imposition de temps serait légère si l'on pouvait avoir la certitude qu'elle est utile à la société.¹⁷

Utilité sociale ! C'est encore une autre histoire.

A Genève, le contexte politique change.

Un journal est-il nécessaire à Genève ?

Pour répondre à cette question, on peut dire que la majorité des habitants de Genève ignore ce qui se passe hors de son quartier, et n'a connaissance des opinions et des travaux de ses mandataires au Conseil Représentatif que très imparfaitement ; à moins que les journaux étrangers ne prennent soin de l'en instruire.

En matière littéraire, l'urgence est la même...

La politique de Genève est presque inconnue à Genève.¹⁸

Dans un pays où la liberté de la presse est théoriquement garantie dès 1814, le **Journal de Genève** annonce donc une couleur différente. Il veut intéresser le citoyen à la vie nationale non seulement politique et culturelle, non seulement

marchande et agricole, mais aussi à celle de tous les jours. Le journal donne des conseils, expose les débats des tribunaux et publie des correspondances politiques et littéraires. En 1826, lors de la parution du journal, le monde extérieur est totalement absent. Genève se suffit à elle-même.

Tableau 3

Surface imprimée du Journal de Genève en %¹⁹

	1826	1827	1830
Information genevoise	55,8	61,7	36,1
Information suisse	—	1,2	10,1
Information étrangère	—	7,4	10,2
Chronique littéraire et artistique	32,6	21,9	15,4
Divers	4,4	2,2	22,3
Titre	7,2	5,6	5,9

L'évolution est étrangement contraire à celle des journaux vaudois. Pour la mentalité genevoise, le progrès serait-il de s'ouvrir au monde extérieur ? Dans tous les cas, l'apparition d'une information extra-cantonale est timide. 1,2 % de nouvelles suisses en 1827 ! Quant à l'étranger, ce n'est en réalité que l'intérêt d'Eynard et du comité grec pour « racheter les infortunés tombés entre les mains des Turcs ». ²⁰

Mais en 1830, suivant l'exemple de la presse française, le **Journal de Genève** est devenu un chef-d'œuvre. Très bien équilibré sur trois colonnes, il parle de tout. Sa chronique littéraire continue à faire la gloire de la critique suisse française ; ses comptes rendus du Conseil Représentatif renseignent sur tous les débats ; les nouvelles des Etats-Unis alternent avec celles de Zürich et la singulière enflure du divers est due à l'apparition de la réclame. Un seul ennui, commun à tous les journaux de l'époque, le texte est très serré. La surface imprimée est en effet égale au 77,7 % de la surface totale, contre 75,1 % pour **Le Nouvelliste vaudois** et 69,1 % pour la **Gazette de Lausanne**. Les journaux coûtent très cher, ils doivent ménager l'espace.

A Fribourg, où le premier journal paraît le 3 janvier 1830,²¹ il n'est évidemment pas possible de cerner une éventuelle relation entre la presse et la naissance d'une mentalité politique.²² Lors de sa parution, **Le Courrier fribourgeois** s'inscrit dans une optique rationnelle et nationale.

Quoiqu'il n'y ait pas pénurie de journaux en Suisse, le Fribourgeois, aussi bien que ses voisins, n'a-t-il pas le droit précieux d'écrire, de propager les lumières, en un mot de publier une gazette ? Ou serait-il peut-être condamné à un silence éternel et absolu ?... Non, un aussi triste sort ne peut pas être le partage d'une âme libre, d'un cœur suisse. Et certes, il est dans l'utilité, dans l'intérêt général, que chaque enfant de l'Helvétie soit initié dans tout ce qui peut concourir au bien-être de la patrie ; aussi **Le Courrier fribourgeois** se fait-il un devoir d'apprendre à l'honorable public, que sa feuille sera consacrée tout entière à répandre les nouvelles plus marquantes du dehors, et surtout à recevoir tout ce qui pourra intéresser notre pays. »²³

Qu'en est-il en fait ?

Tableau 4

Surface imprimée du Courrier fribourgeois en 1830, en ‰

Information fribourgeoise	9,5
Information suisse	14,6
Information étrangère	56,3
Divers	13
Titre	6,6

Le journal se rapproche davantage de la **Gazette de Lausanne** que du **Nouvelliste vaudois**. Il paraît donc exagérer quelque peu lorsqu'il prétend :

Suisse avant tout, fier de cette qualité, animé d'un vrai patriotisme et jaloux d'y faire honneur, **Le Courrier fribourgeois**, sans négliger les nouvelles étrangères s'occupera spécialement de tout ce qui devra être d'un intérêt particulier pour notre chère patrie.²⁴

D'un libéralisme modéré, le journal reste prudent ; il insiste « sur le perfectionnement de nos institutions sociales, sur la prospérité de la Suisse à l'intérieur, et sur sa considération à l'étranger ». ²⁵

Les événements de décembre 1830, l'apparition du **Journal du canton de Fribourg**, favorable au gouvernement libéral, et la transformation du Courrier en un journal réactionnaire sous le titre de **Véridique** ouvrent la période des luttes politiques.

Le journal d'information apparaît donc dans un temps de doute. C'est le moment où les esprits libéraux entendent créer un véritable intérêt commun à la majorité de la population, ce qu'ils appellent « l'esprit public ».

Avant d'être un nouveau relais dans le mode de transmission des connaissances, le journal devient alors le véritable facteur d'expression d'une nouvelle mentalité politique qui entend développer la solidarité nationale par la participation des citoyens à la gestion des affaires communes. C'est dans cette optique que **Le Nouvelliste vaudois** et le **Journal de Genève** ont tellement insisté sur la publicité des débats des chambres cantonales.

Le journal agit dès lors comme un moyen d'échange et de propagande. Une étude de sa diffusion dans un public tel que celui du Valais permet de se faire une idée des milieux sociaux concernés par cette révolution culturelle.

DES IDÉES NOUVELLES ET UN PUBLIC VALAISAN

Alors que le combat pour un monde libéral et moderne est engagé partout, les dirigeants du Valais essaient de conserver au canton le visage serein d'une société sans problème.

Qui est-ce qui se serait imaginé que ce peuple si loyal, tant ennemi des nouveautés, se laisserait persuader par les infâmes journalistes, par les démagogues remplis d'une ambition démesurée, soldés par les Comités-Directeurs qui se multiplient et cherchent à s'organiser partout ? ²⁶

Dès 1831, les victoires du libéralisme obligent les esprits conservateurs à une attention soutenue. Procès contre **La Constituante**, **Gazette vaudoise**, ²⁷ recherche des séditeux responsables de **L'Arbre de la liberté en Valais, en 1831**, ²⁸ interdiction de **L'Helvétie** en février 1835, ²⁹ la chasse aux sorcières fait des ravages.

La foi pour une religion intégrale, la surveillance de la jeunesse et des mœurs, un esprit soupçonneux, mais aussi la peur du monde extérieur se rencontrent dans des foules d'attitudes.

Le 3 juillet 1832, l'abbé de Saint-Maurice, de Rivaz, écrit à son Excellence, le Grand-Bailli Dufour :

Les journaux comme les livres peuvent contenir de mauvaises doctrines ; je puis donc en ma qualité de supérieur et de la Maison et du Collège, arrêter ou interdire les journaux comme les livres dont je croirais la doctrine dangereuse ainsi que les lettres ou correspondances qui pourraient être suspectes tant sous le rapport des mœurs que sous le rapport de la religion et même de la politique.³⁰

Esprit éducatif ? Certes, mais le même abbé était déjà intervenu en 1823 pour interdire la diffusion de *L'Ami de la Vérité* dans tout le Valais, ce journal qui blesse « les souverains garants de notre indépendance ». ³¹

Dès 1833, le bureau de poste de Saint-Maurice recense les journaux qui entrent dans le canton. Plus tard, sous le gouvernement libéral, cette surveillance devient impossible. L'Etat accepte encore d'attaquer les articles du journal radical *L'Echo des Alpes* qui s'en prennent au dogme catholique.³² L'évêque Fabien Roten aimerait obtenir plus :

Nous nous faisons aussi de notre côté, Messieurs, un devoir de vous informer que, vu les dangers que présente aux fidèles la lecture de ce journal, nous avons résolu de donner une Lettre Pastorale que nous préparons maintenant, pour prémunir nos ouailles contre les doctrines hétérodoxes dont il se rend l'organe.

C'est ainsi que les deux pouvoirs, agissant en même temps, chacun dans ses attributions, concourront efficacement à la répression d'écarts graves qui doivent appeler toute leur sollicitude.³³

Toutes les conceptions conservatrices ne sont certes pas aussi intransigeantes. Le 30 août 1831, Guillaume de Kalbermatten, ancien officier de Charles X, adresse une requête au gouvernement.³⁴ Il entend créer un journal valaisan,

en proclamant les véritables sentiments de ce pays, dont le patriotisme n'est au-dessous de celui d'aucun des autres Etats de la Confédération.³⁵

De Kalbermatten est un libéral-conservateur. Il a perdu sa situation privilégiée « depuis les funestes événements de juillet ». ³⁶ Son journal, il le veut favorable à la religion, aux

saines doctrines qui peuvent réaliser ce qu'il y a de juste, de légitime, de national dans les vœux du pays, mais sans jamais chercher à entraver la marche légale de l'autorité publique.³⁷

Une seule exigence : l'indépendance.

Il est sans doute superflu d'ajouter que le journal valaisan sera tout à fait indépendant.³⁸

Cette exigence d'un homme très clairvoyant, le Grand-Bailli de Sépibus n'en veut pas. De Kalbermatten a de la peine à cacher une profonde déception.

S'il (le nouveau journal) se présente donc avec l'aridité d'un journal officiel, qui ne relate tout simplement que les actes du gouvernement ; s'il ne lui est pas permis d'entretenir le public des vues d'amélioration progressive pour le pays, qui peuvent seules solliciter son intérêt ; si, entravé dans ses mouvements, il est dépouillé de cette indépendance, avec laquelle seulement il est possible de bien exprimer et de faire partager tous ces sentiments d'amour à la patrie et de dévouement désintéressé à la prospérité ; alors tous ces heureux fruits qu'il devait porter sont anéantis, et dans ce cas-là, autant vaut s'en tenir, comme jusqu'ici au **Bulletin officiel**.³⁹

Et pourtant de Kalbermatten pourrait aider le gouvernement, lutter contre les relations mensongères, aider au développement du canton dans un esprit de légalité.

Or il est évident que dans l'esprit actuel du siècle un gouvernement n'a d'influence puissante dans son pays que par l'action qu'il exerce sur l'opinion publique...

Il ne suffit plus à un gouvernement d'avoir des intentions pures, de faire tout le bien qu'il croit possible, il faut encore que le pays en soit persuadé...

Peut-être le Conseil d'Etat pense-t-il que le mouvement des esprits ne s'est point communiqué aux Valaisans : je ne puis parler du Haut-Valais ; mais pour le Bas, il existe bien réellement, et il ne faut pas être grand observateur pour s'apercevoir des progrès qu'il fait journellement, et qui sont tels que, si le gouvernement persiste dans son éloignement de toute manifestation publique de sa gestion des affaires du canton, il se manifestera peut-être avec violence, dans un temps plus ou moins rapproché.⁴⁰

Le gouvernement ne comprit pas cet avertissement d'un ami. Huit ans plus tard, la guerre civile déchire le Valais.

En dépit de toutes les interdictions, les journaux extérieurs se répandent dans le canton. « Ils viennent journellement apporter leurs doctrines et leurs exemples. »⁴¹ Une liste transmise le 26 février 1834 par le directeur du bureau de poste de Saint-Maurice, de Cocatrix, permet de se rendre compte de cette pénétration idéologique et marchande.⁴²

Tableau 5

Pénétration de la presse en Valais par Saint-Maurice, en 1834

	Nombre d'abonnements	Pourcentage cantonal
Conches	6	3,2
Brigue	13	7
Viège	3	1,6
Rarogne	7	3,7
Loèche	2	1,1
Sierre	9	4,8
Sion	63	33,5
Hérens	—	—
Conthey	7	3,7
Martigny	26	13,8
Entremont	8	4,2
Saint-Maurice	10	5,3
Monthey	34	18,1
	188	100

Les districts de Sion, Monthey et Martigny reçoivent donc 123 abonnements, soit le 65,4 %, alors que l'ensemble de leur population n'atteint que le 25,6 % de la population cantonale. De façon générale, ce sont les bourgs de la plaine bas-valaisanne qui lisent beaucoup. Le cas de Vouvry à la frontière des idées vaudoises est caractéristique. Les gens de Vouvry sont abonnés à 12 journaux, alors que l'ensemble du district de Sierre n'en possède que 9 !

Des 188 abonnements recensés, 115 sont des journaux vaudois (*Gazette de Lausanne* : 78, *Le Nouvelliste vaudois* : 37). En outre, 13 Valaisans reçoivent *L'Helvétie* radicale de Porrentruy et 5 autres lisent la presse genevoise.⁴³

En 1834, il y a 26 abonnements à d'autres journaux suisses, la plupart conservateurs et 28 à la presse française de toute tendance. Cependant, pour les journaux conservateurs, la liste du bureau de poste transmise en 1835 est plus complète. Elle recense 20 abonnements au *Constitutionnel neuchâtelois* et 16 à l'*Allgemeiner schweizerischer Korrespondent* de Schaffhouse.⁴⁴

GRAPHIQUE 1 : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX EXTÉRIEURS AU CANTON EN 1834

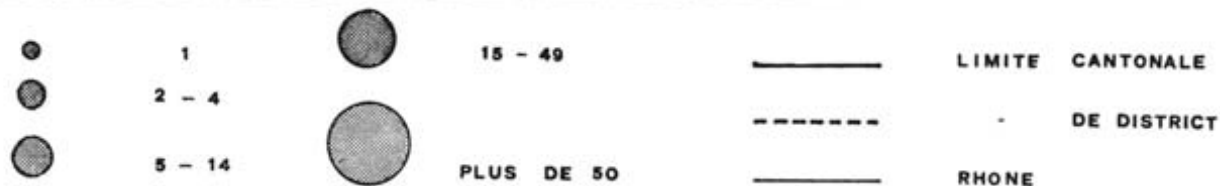
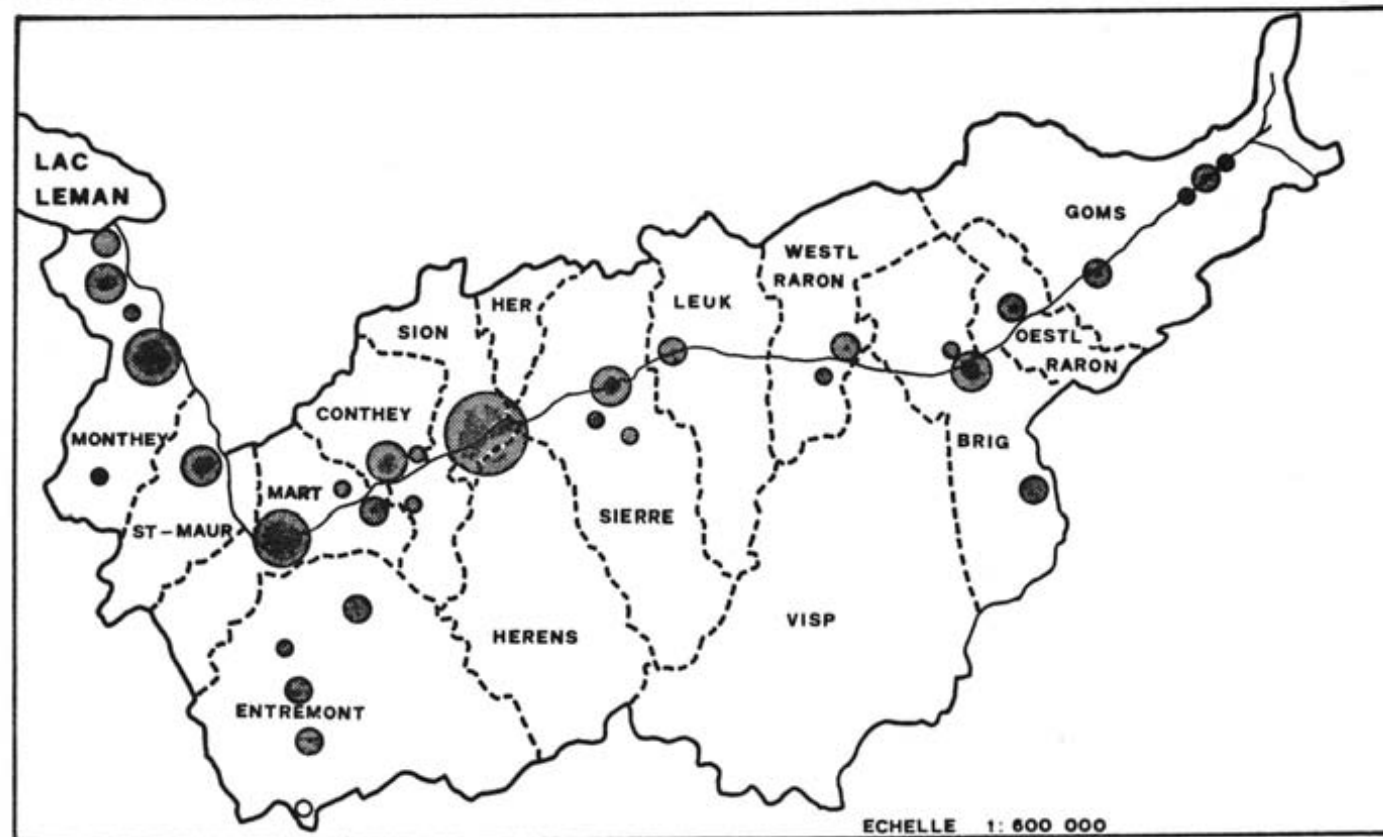


Tableau 6

Les lecteurs de la presse libérale romande, en 1834

	Gazette de Lausanne	Le Nouvelliste vaudois	L'Helvétie	Presse genevoise	Total
Haut-Valais	11	4	2	—	17
Sierre	6	—	—	—	6
Sion	27	7	—	1	35
Hérens	—	—	—	—	—
Conthey	2	1	—	—	3
Entremont	4	1	2	—	7
Martigny	11	7	2	3	23
St-Maurice	5	2	2	1	10
Monthey	12	15	5	—	32

Ainsi, 23 des 26 lecteurs de Martigny (88 %) et 32 des 34 de Monthey (94 %) lisent des journaux libéraux suisses-français alors qu'à Sion ce sont 35 lecteurs seulement sur 63 (56 %) qui sont dans le même cas. D'autres Sédunois lisent le **Korrespondent** de Schaffhouse ou la **Feuille dominicale**.⁴⁵

Mais qui donc lit ces journaux ?

Les listes de Saint-Maurice et les recensements de 1829 et de 1837 permettent sinon de connaître exactement toutes les professions, du moins de connaître la position sociale de la grande majorité des abonnés.⁴⁶

Tableau 7

Situation sociale des lecteurs des journaux libéraux romands en 1834

	Gazette de Lausanne		Le Nouvelliste vaudois		L'Helvétie		Total	
	‰		‰		‰		‰	
Magistrature	27	34,6	7	18,9	6	46,2	40	31,3
— canton ⁴⁷	12		5		1		18	
— district ⁴⁸	5		1		2		8	
— commune ⁴⁹	10		1		3		14	
Bourgeoisie	22	28,2	11	29,7	3	23,1	36	28,1
— avocats, notaires	5		2		1		8	
— employé d'Etat	—		1		—		1	
— industriel	—		1		—		1	
— médecins	2		3		1		6	
— officiers	6		3		—		9	
— propriétaires	3		—		1		4	
— religieux	6		1		—		7	
Population active	23	29,5	11	29,7	3	23,1	37	28,9
— pharmaciens	1		2		—		3	
— cabaretiers	4		4		1		9	
— commerçants et artisans	15		2		2		19	
— instituteur	—		1		—		1	
— secrétaire	—		1		—		1	
— huissier	1		—		—		1	
— agriculteur	—		1		—		1	
— divers	2		—		—		2	
Inconnus	6	7,7	8	21,7	1	7,6	15	11,7
	78		37		13		128	

Il est intéressant de remarquer que 34,6 % des abonnés de la **Gazette de Lausanne** et 46,2 % de ceux de **L'Helvétie** sont des magistrats, alors que ce n'est le cas que de 18,9 % de l'oppositionnel **Nouvelliste vaudois**. Les différences ne sont pas sen-

sibles dans les autres classes de la population. Il y a cependant plus de lecteurs du **Nouvelliste** qui sont difficiles à identifier et qui ne sont donc pas des notabilités.

L'intérêt de la **Gazette de Lausanne** pour les commerçants et les artisans est dû à l'abondance des annonces. Depuis 1833, le journal présente un supplément officiel intitulé **Feuille des Avis officiels du Canton de Vaud**.

Il existe donc en Valais un public susceptible de s'intéresser aux idées nouvelles. Si le tiers environ de ce public est composé de gens établis qui regardent le monde extérieur avec curiosité, ou nécessité, voire avec méfiance ; les deux autres tiers des lecteurs sont véritablement associés au nouveau moyen de transmission politique qu'est le journal.

Sous le gouvernement libéral, ce milieu culturel de quelque deux cents abonnés est la base de départ du premier journal cantonal. En Valais, les débuts du libéralisme sont aussi ceux de la presse.

Dès le 20 janvier 1839, les débats de la Constituante sont narrés au jour le jour par un bulletin publié par Alphonse Morand de Martigny. Quand ces débats s'achèvent, le journal continue de paraître. Le 4 mai 1839, il prend un nouveau titre : **L'Echo des Alpes**.⁵⁰ Le but du journal :

...éclairer le peuple sur les motifs qui guident le législateur dans la confection des lois qu'il présente à son acceptation et les lui faire apprécier en lui faisant connaître la discussion.⁵¹

Un journal valaisan ne peut cependant subvenir à ses propres besoins. Morand réclame l'aide de l'Etat. Reprenant, pour des raisons toutes différentes, l'opinion de de Kalbermatten en 1831, le nouveau rédacteur estime qu'un gouvernement ne peut agir efficacement sans l'intermédiaire de la presse.⁵²

Pour conduire à bien notre révolution, il faut avant tout parler au peuple, il faut parler à tout le pays, il faut que tous les citoyens valaisans capables d'écrire se réunissent et agissent d'un commun accord sur l'opinion publique. Le peuple valaisan est bon, mais il est profondément ignorant ; il est susceptible en ce moment d'être puissamment influencé par la publicité. La révolution qui vient de s'opérer fera naître chez lui une nouvelle série d'idées qu'il importe hautement de diriger dès leurs origines si l'on ne veut s'exposer au danger imminent d'une réaction.⁵³

En novembre 1839, Morand réussit à signer une convention avec le gouvernement. Le journal obtient un prêt de 5000 francs.⁵⁴

Pourtant, en décembre, **L'Echo des Alpes** qui veut changer la mentalité d'un peuple⁵⁵ n'a encore que 200 abonnés. Il a dépensé 3598 francs et n'en a reçu que 2000.

Le journal n'a eu jusqu'à ces trois derniers mois que 200 abonnés ; ce n'est que dès lors qu'une trentaine de nouveaux abonnements sont survenus.⁵⁶

Les abonnements coûtent 10 francs par an ; c'est beaucoup trop !

En baissant le prix d'abonnement pour le mettre à la portée du peuple, ce qui donnerait un beaucoup plus grand degré d'utilité au journal, le nombre des abonnés augmenterait vraisemblablement en proportion du rabais qui serait fait sur le prix d'abonnement ; on pourrait en conséquence toujours compter sur une recette de 2000 francs.⁵⁷

Dès le 1er janvier 1840, Morand réussit à abaisser le prix à 6 francs par année.

La situation d'un journal en Valais est évidemment très difficile. Morand reconnaît que les prix d'impression qu'il propose sont d'un tiers plus élevés que le tarif vaudois. Mais le gouvernement vaudois ne fait-il pas imprimer huit à dix fois plus que celui du Valais ? Si les impressions sont rares, il y a des moments perdus. Les ouvriers ne peuvent pas se spécialiser, ils doivent s'occuper de plusieurs choses. Il faut tout de même les payer au mois ou à l'année.⁵⁸

La presse doit donc faire l'éducation du peuple par tous les moyens même ceux de l'Etat. Pour cela, il faut attaquer, détruire les ennemis du peuple, écraser les adversaires du bien public.

L'union entre toutes les classes de la société constitue notre véritable force, serait-il raisonnable de la compromettre pour ménager nos ennemis les plus implacables et les plus incorrigibles ?⁵⁹

LE JOURNAL POLITIQUE ET LES CONFLITS NATIONAUX DE 1840

1840, « les antagonismes s'aggravent » ;⁶⁰ les institutions vaudaises, gloire du libéralisme, affrontent les critiques radicales du **Nouvelliste vaudois**.

Depuis quelques années, il a été, à diverses reprises, question d'opposer un journal au **Nouvelliste vaudois**. C'est surtout depuis la dernière session du Grand Conseil qu'on a sérieusement songé à faire revivre ce projet. On a d'abord essayé d'acheter la **Gazette de Lausanne**. La négociation ayant échoué, on s'est de nouveau attaché à l'idée de fonder un troisième journal politique dans le canton de Vaud. Le prospectus pour recueillir des fonds par actions vient de paraître sous la date de Lausanne le 19 mars 1839.⁶¹

En 1839, on prévoit que le rédacteur du nouveau journal sera Charles Guisan, président du Tribunal du district de Lausanne.

Or l'esprit du nouveau journal est tout entier dans son comité provisoire et son rédacteur, et l'opinion de ces Messieurs est assez connue pour qu'on soit autorisé à prédire que le journal sera **conservateur** ou, si mieux l'on aime, **doctrinaire** : il y aura sans doute différentes nuances de libéralisme, mais la tendance que nous indiquons est bien celle qui prévaudra.⁶²

A partir de 1840, il existe donc des tendances libérales à visage conservateur. Quand **Le Courrier suisse** sort de presse, le rédacteur n'est pas Guisan mais Delâtre « français, du midi, catholique ». ⁶³

A Genève, tout semble dormir.

Les Genevois ne s'inquiètent nullement de la manière dont on les administre ; pourquoi le gouvernement s'inquiéterait-il de celle dont les citoyens gagnent leur vie ? ⁶⁴

Le Journal de Genève est devenu l'écho du « progrès sagement mesuré ». Il est l'expression d'Elisée Lecomte, du gouvernement graduel. C'est depuis Lausanne, grâce au **Nouvelliste vaudois**, que le fougueux James Fazy développe une information critique d'opposition.

Ainsi les deux coteries de Genève, celle de la négation complète de tout progrès, et celle qui s'intitule elle-même du **progrès graduel**, se sont confédérées pour refuser la concession qui devrait faire rentrer directement l'élément populaire dans une partie des pouvoirs publics.⁶⁵

Ainsi donc, à Lausanne comme à Genève, l'opposition bipolaire mouvement-réaction se complique, un troisième parti s'intercale ; changer ? peut-être, mais pas à n'importe quel prix. Un tel doute est partout ; en Argovie, au Tessin, à Fribourg, à Lucerne, dans le Jura.

Les séparatistes du Jura, à la tête desquels se trouve M. Stockmar, ne se contentent pas de demander l'introduction pure et simple de la législation française dans cette partie du canton ; mais ils réclament encore un conseil d'éducation composé de catholiques, un système d'instruction à part pour la partie française du canton de Berne, des impôts plus proportionnels, et d'autres changements encore qui sont incompatibles avec l'unité du canton.⁶⁶

Si pour des raisons inhérentes à la situation critique du Valais, le journal radical **L'Echo des Alpes** redoute l'apparition d'une question jurassienne, il n'en va pas de même de l'organe de toutes les oppositions qu'est **Le Nouvelliste vaudois**.

Eh bien ! Le Jura... C'est sa nationalité, sa langue qu'il a voulu défendre, en défendant la législation française. Le sort de Laufon l'effraie ; c'est un pareil anéantissement politique et moral qu'il veut épargner à ses enfants. Voilà sa pensée traduite fidèlement. S'il ne l'a pas exprimée en termes assez concis, c'est que les masses sont inhabiles à résumer ; il faut leur trouver la formule, pour caractériser leurs plaintes.⁶⁷

En Valais, une nouvelle constitution libérale régit un pays déchiré, au bord de la guerre civile. Le gouvernement conservateur refuse de se dissoudre ; il se réfugie à Sierre. Les médiations fédérales se succèdent ; Baumgartner, Schaller, La Harpe, Meyenbourg, Maillardoz, Frey, Monnard. La lutte pour Evolène déclenche le conflit général qui s'achève provisoirement par la défaite du Haut-Valais le 12 avril 1840. Les journaux de toutes tendances discutent l'affaire. Que se passe-t-il en Valais ?

Vous avez vu avec quelle audace, pour ne pas me servir d'un terme moins poli, le **Fédéral** a pris fait et cause pour les prétentions féodales des meneurs du Haut-Valais... Il ne faut pas s'y méprendre, toute cette affaire est bien moins le résultat d'un antagonisme de population, que l'éternelle question de savoir si un peuple doit subir une constitution octroyée ou bien ne suivre que les lois qu'il fait lui-même.⁶⁸

Tout le monde ne partage pas cet avis démocratique. Le 17 avril 1840, dans un brillant parallèle de la situation valai-

sanne et de la question jurassienne, **Le Nouvelliste vaudois** se met à douter de la pureté des intentions suisses-alémaniques. N'y aurait-il pas une question suisse-française ?

Les succès des Bas-Valaisans ont causé une joie sans mélange aux Genevois, aux Vaudois, aux Fribourgeois, aux Neuchâtelais et en général à tous les cantons de langue française... Mais ce sentiment de satisfaction a-t-il été également partagé et au même degré par tous ceux de nos confrères qui parlent allemand ?... On voit en effet siéger au Vorort (Zürich) quelques hommes qui ne sont point à proprement parler des aristocrates, qui ont même figuré longtemps dans le parti du mouvement, mais dont les idées germaniques, plus fortes que leur libéralisme, aspirent toujours à faire prédominer l'élément allemand sur l'élément français dans la Confédération... C'est que bien des Suisses allemands ne se font pas précisément de la liberté la même idée que les Suisses français et que leurs principes de politique, d'administration et d'organisation, ne sont pas non plus en tout conformes aux nôtres.⁶⁹

Ainsi, en dépit de ce que le radicalisme alémanique soit un exemple pour les progressistes romands, **Le Nouvelliste vaudois** soutient la « cause particulière de toute la Suisse française ».

L'IMAGE DU MONDE DANS LES JOURNAUX DE 1840

Pour savoir ce que le lecteur du journal de 1840 connaît du monde extérieur, ce qu'il lit, on peut reprendre les méthodes d'analyse du quotidien. Une comparaison des surfaces de **L'Echo des Alpes** avec la **Gazette de Lausanne**, qui est le meilleur informateur romand du monde étranger, révèle que les choix, même très divers des deux journaux, ne dissimulent qu'imparfaitement la similitude de préoccupations des media de la Régénération.

Créé pour lutter en Valais, en pleine guerre civile, il n'est pas étonnant que ce soit avant tout le monde politique valaisan qui intéresse **L'Echo des Alpes**.

Tableau 8

Surface imprimée de L'Echo des Alpes en %

	1840	1842
Information valaisanne	56	51,9
Information suisse	6,3	15,7
Information étrangère	5,4	14,8
Divers	25,3	11
Titre	7	6,6

Si, les troubles passés, l'information de l'extérieur se développe, ce n'est pas au détriment de l'intérêt cantonal du journal. Ce sont les feuillets qui disparaissent, les réclames qui diminuent.

En 1840, les informations extra-cantoniales atteignent le 11,7 %⁷⁰ de la surface imprimée, ce qui est évidemment très en dessous des 63,8 % de la **Gazette de Lausanne**.

Intrigué un instant par les rumeurs révolutionnaires de 1830, Miéville, le rédacteur vaudois, est reparti en voyage. Son journal a développé une vocation nationale, introduit un feuillet et relégué les nouvelles vaudoises au dernier rang de ses préoccupations.

Tableau 9

Surface imprimée de la Gazette de Lausanne en 1840 en %

Information vaudoise	1,6
Information suisse	24,2
Information étrangère	39,6
Divers	32,4
Titre	2,2

Les nouvelles étrangères occupent donc un place proportionnellement sept fois plus importante dans la **Gazette de Lausanne** que dans **L'Echo des Alpes**.

Pourtant, quelles sont ces nouvelles ? Que lit-on dans les journaux ? Que se passe-t-il en 1840 ?

Au moment où commence une nouvelle année, il n'est pas inutile de porter ses regards sur la situation politique de l'Europe. On suivra mieux le cours des événements et les solutions qu'ils préparent...

La question d'Orient continue à attirer les regards...

La Russie, qui n'a pas vu sans inquiétude les progrès de l'Angleterre dans l'Afghanistan, s'est hâtée de les balancer...

L'Autriche, soit que la maladie de M. de Metternich ait fâcheusement influé sur ses facultés politiques, soit tactique de la part de cet homme d'Etat, n'a joué qu'un rôle secondaire dans les grandes questions européennes qui se sont dernièrement élevées...

Le gouvernement prussien a, durant l'année 1839, plus agi au dehors...

La Hollande vient de sortir d'une crise fâcheuse...

La Belgique, depuis que l'acte de séparation est consommé, n'a guère occupé l'Europe que par ses crises financières...

En Italie, le Piémont et d'autres Etats non représentatifs ont continué à marcher dans une voie sage et libérale...

L'Angleterre a vu se terminer l'année 1839 par des succès importants dans l'Inde... A l'intérieur le mariage de la reine prépare des fêtes, mais apaiseront-elles les cris de l'Irlande affamée, les hostilités des chartistes, les haines des torys ?...

En Espagne, l'anarchie a remplacé la guerre civile...

La France s'agite sous la double influence d'une guerre sauvage et de ses émotions intérieures. D'un côté, une vaste expédition va envahir l'Afrique et le sang français coulera dans le désert. On vaincra, on refoulera l'Arabe, et l'Arabe reparaitra plus terrible. De l'autre, des intrigues sans cesse renaissantes déconsidèrent l'administration...

Tout est dit. Le ciel est pur, les omnibus circulent librement, le pain coûte à peine quatre sous la livre, et que veut-on de plus ?... Cette année, le premier janvier a été une journée de printemps.⁷¹

« Es sang vor langen Jahren wohl auch die Nachtigall » !⁷²

La *Gazette de Lausanne* n'a jamais été un journal très engagé ; les nouvelles étrangères décèlent pourtant bien des opinions. Pour la Hollande, le journal soutient la réforme constitutionnelle contre le roi Guillaume.

La longanimité de la nation hollandaise est proverbiale...

Aujourd'hui, le roi Guillaume, aveuglé par de longs témoignages de confiance que la nation lui a donnés, s'est imaginé que cette confiance pouvait aller jusqu'à lui abandonner le pouvoir sans restriction, et à ne regarder la loi fondamentale que comme une forme vaine et dont l'autorité nominale était de nature à se concilier avec un despotisme de fait.⁷³

Ces principes libéraux se retrouvent en Angleterre. On n'aime pas les torys de l'opposition d'autant moins que le grand libre-échangiste Peel s'en détache.

Les attaques dirigées contre Sir Robert Peel par les mécontents de son parti, qui s'étaient d'abord dissimulés sous une froideur encore obséquieuse, ont maintenant perdu toute mesure ; la guerre civile est flagrante, et le chef illustre des conservateurs est ouvertement dénoncé à la haine et au fanatisme des ultra-torys.⁷⁴

Quant aux affaires étrangères du Royaume-Uni, le journal vaudois se montre prudent. Il expose le point de vue conservateur défavorable à la guerre de l'opium, reconnaît que la politique gouvernementale est « belliqueuse » mais se garde de la condamner.⁷⁵ En fait, dans ces années où les diplomaties anglaise et française commencent à se heurter, la **Gazette de Lausanne** est inconditionnellement du côté français.

Les dépêches parisiennes ne dissimulent même pas leur langage.

Les journaux anglais persistent à garder le silence sur la mission de M. de Brunow. Cependant le bruit de négociations contraires à nos intérêts politiques et nationaux s'affermir de plus en plus ; il y a évidemment une sorte de refroidissement dans l'alliance anglo-française.⁷⁶

La question d'Orient déchire le monde et remplit les journaux de 1840 au point d'occuper le 16,8 % des nouvelles étrangères de la **Gazette de Lausanne** et le 20,2 % de celles de **L'Echo des Alpes**.⁷⁷

La question d'Orient continue à attirer les regards ; c'est une nation qui, vouée depuis des siècles à l'immobilité, a été durant l'année précédente, le théâtre des plus mémorables changements et le centre du mouvement de la politique européenne.⁷⁸

L'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse isolent complètement la diplomatie française qui n'ose pas intervenir. L'opinion des journaux romands devient alors farouchement anti-anglaise et déplore également l'apathie des Français.

L'Angleterre est toute puissante en Orient. A Constantinople, elle dicte des lois, et son ambassadeur, lord Ponsomby, est plus obéi que le sultan lui-même. En Syrie, tout lui a réussi, et l'or a achevé la conquête des armes. L'Angleterre ambitionnait depuis longtemps la domination de la Syrie et le passage exclusif de Suez, et elle a déployé, dans l'exécution de ce plan, cet esprit de conduite si familier à son cabinet. On peut juger par l'influence exorbitante que l'Angleterre a prise dans la capitale de la Turquie, de celle qui lui est promise dans cette Syrie, où elle vient de promener tant de dévastations, et où elle a imprimé les traces de sa puissance.⁷⁹

Si l'opinion de la **Gazette** s'oppose farouchement au colonialisme anglais, elle se montre par contre favorable à la volonté d'expansion de la France. Les dépêches d'Alger parlent toujours au nom de la métropole.

Il en résulte qu'au moyen d'une politique habile et persistante, qui sache mettre à profit les vieilles et profondes inimitiés qui règnent entre certaines tribus et certains chefs, nous parviendrons à régir le pays, en ayant pour auxiliaire une partie de la population elle-même, comme faisaient autrefois les Turcs.⁸⁰

Aucune critique, si ce n'est quand l'on pense que trop de Français meurent en Algérie.

De façon générale, la France est dans tout le journal : dans les dépêches de Paris qui présentent les nouvelles anglaises ; dans les commentaires qui placent le contexte mondial dans une optique française ; dans les extraits des journaux et dans le langage choisi. Les nouvelles françaises elles-mêmes occupent le 42 % de l'information étrangère de la **Gazette de Lausanne** et le 43,2 % de celle de **L'Echo des Alpes**. Si l'on ajoute les nouvelles d'Algérie — respectivement 9,3 % et 5,8 % cette proportion atteint 51,3 % et 49 %.

L'Espagne en pleine crise intéresse aussi beaucoup l'opinion romande. Avec le Portugal, c'est le 12 % de l'étranger dans **L'Echo** et le 7,3 % dans la **Gazette**.

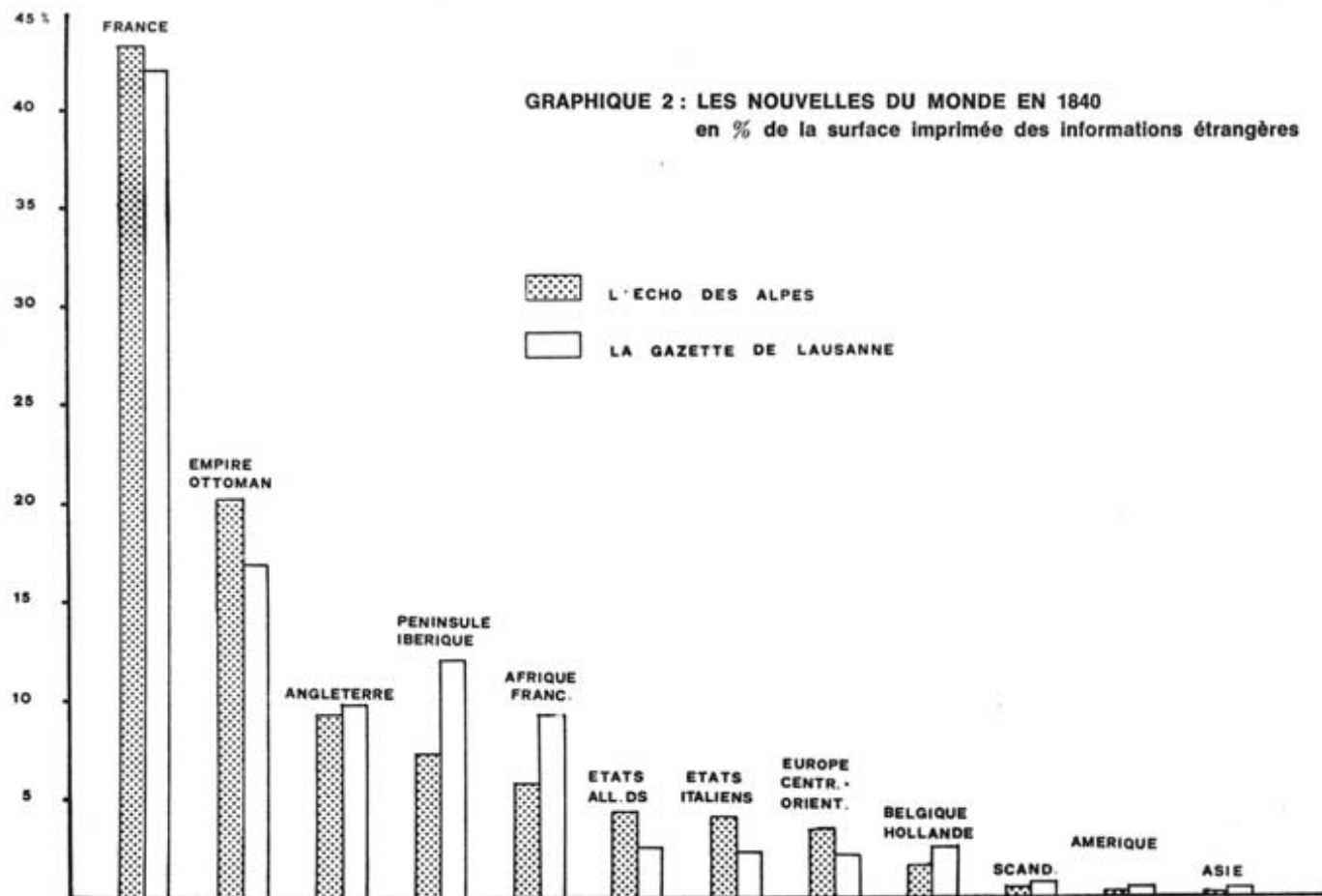
L'Espagne semble destinée à vivre au milieu des tempêtes. Pacifiée par Maroto, victorieuse sous Espartero, libérale par ses institutions, elle semble posséder les éléments d'un avenir prospère, et cependant de nouvelles agitations secrètent continuellement de son sein.⁸¹

Les mêmes tendances politiques se retrouvent en général dans **L'Echo des Alpes** mais de façon plus accentuée. L'attitude à l'égard de l'Angleterre tourne parfois à l'animosité. La guerre de Chine cause du tort au commerce.⁸² L'Irlande doit vivre.⁸³ L'intervention à Naples est odieuse.

Le journal valaisan est un peu plus sensible aux luttes nationales. Il encourage Charles-Albert de Savoie et se montre favorable à la politique d'autonomie hongroise contre Vienne.

Le gouvernement autrichien n'exerce qu'une influence très faible sur le royaume de Hongrie, qui a toujours su conserver ses privilèges et ses franchises. Les Etats de Hongrie viennent d'adresser à l'empereur des observations très judicieuses au sujet de ces grandes armées que toutes les puissances d'Europe entretiennent en temps de paix comme en temps de guerre.⁸⁴

Tout cela reste anecdotique. Pour les deux journaux, les luttes nationales sont reléguées dans un oubli presque aussi profond que celui qui obscurcit les grands empires autrichien et russe.



En 1840, l'importance de l'information dépend des journaux étrangers recopiés, des correspondances des diverses capitales ; mais de toute façon, le choix des copies et le fait que telle information, que telle opinion soit publiée de préférence à une autre détermine à coup sûr la vision du lecteur. N'est-il pas curieux de remarquer que le monde méditerranéen, France comprise, occupe le 82,3 % de toute l'information étrangère de la **Gazette de Lausanne** et le 80,5 % de **L'Echo des Alpes** ? Le journal vaudois consacre certes une surface sept fois plus importante aux nouvelles étrangères, mais à peu de chose près, la structure de cette information est la même. Il est évident que le journal valaisan s'inspire de son grand voisin lausannois ; le langage et les tendances politiques sont cependant différents.

Dans tous les cas, c'est là ce que lisent les quelque 2200 abonnés et les milliers d'autres lecteurs des deux journaux dont le monde se limite à la Méditerranée et à l'Angleterre et dont les plus lointaines frontières s'estompent quelque part en Europe centrale ou dans l'empire ottoman.

DES PÉRIODIQUES EN QUÊTE D'UN LANGAGE

Dans les deux journaux étudiés, presque toutes les nouvelles du monde sont politiques, elles sont publiées dans un contexte diplomatique.

ALEXANDRIE, 16 décembre. Le consul français, M. Cochelet, après avoir reçu des dépêches de France, s'est présenté hier chez le pacha, qui l'a reçu les yeux pétillants d'anxiété.⁸⁵

CONSTANTINOPLE, 17 décembre. Il n'y a encore rien de nouveau concernant la solution de la question turco-égyptienne.⁸⁶

Les chambres et la cour françaises intéressent beaucoup la **Gazette de Lausanne**.

COUR DES PAIRS. La cour s'occupe depuis quelques jours de l'instruction du procès intenté contre la seconde catégorie des accusés de mai ; Blanqui est à leur tête.⁸⁷

Quand elles paraissent, les nouvelles de Paris sont vieilles de 4 à 5 jours ; celles de Londres, de 6 à 7. L'Espagne et l'Algérie sont déjà à 11 ou 12 jours de Lausanne et l'empire ottoman se glisse dans les souvenirs du mois précédent.

Il arrive que les périodiques romands présentent une revue de la presse française.⁸⁸ De façon générale, les journaux de 1840 citent rarement leurs sources. L'indéfini leur plaît.

Il paraît certain que... On ne s'entretient ici que de... On écrit de Sheffield... On sait que... Le jour fixé est, dit-on, le 13 février... Le bruit court...

Il s'agit des « nouvelles des départements », des « dernières lettres d'Alexandrie », des « informations du Hanovre » ou pour la France, de « nos journaux ».

Une lettre de Berlin, en date du 4 février, assure, d'après le bruit généralement répandu dans cette capitale, que la nouvelle de la conclusion du traité Brunow y est arrivée.⁸⁹

Les informations à caractère économique sont beaucoup plus rares. Quelques dépêches signalent les débuts des chemins de fer.

ALLEMAGNE. Un premier essai de circulation a eu lieu le 29 mai sur la portion de chemin de fer de Heidelberg à Mannheim, qui est à peu près achevée. La locomotive employée pour cet essai a fait dans sept minutes et demie, en ne marchant que lentement et avec précaution, le trajet de quatre kilomètres, au milieu de l'allégresse des ouvriers du chemin de fer et des acclamations de la foule accourue pour assister à cet essai.⁹⁰

Depuis bien des années, la presse libérale suisse-française aime publier des notices sociales, des panoramas d'une réalité statistique. Le 22 novembre 1816, déjà, la **Gazette de Lausanne** publie le budget du gouvernement français ; le 6 juillet 1819, une correspondance particulière décrit les principales caractéristiques de la presse parisienne.

Cette tendance s'affirme après 1830. Le 24 et le 28 mai 1833, **L'Helvétie** publie, en feuilleton, des **Etudes statistiques** sur l'état et le progrès de la société en France. Le 20 décembre, le même journal présente une statistique des journaux suisses. Ces analyses n'engagent pourtant pas les rédactions. Les journaux ne présentent pas de solutions aux problèmes sociaux. Seule, **La Jeune Suisse** de Mazzini possède une doctrine affirmée. Le journal bilingue de Bienne a, durant sa brève existence, présenté bien des options socialisantes :

Personne ne peut être contraint à contribuer aux charges publiques, s'il ne possède un bien ou un revenu, qui lui laisse un « revenu net ». Tous ceux qui n'ont que ce qui est

nécessaire pour satisfaire à leurs besoins, ne devront pas être forcés d'en abandonner une partie au fisc...

Si l'on nous disait que l'Etat ne peut pas se passer de ces taxes, nous répondrions : Rayez du budget les sommes qui ne sont pas dépensées dans l'intérêt du peuple et vous ne serez pas forcés de taxer les sueurs du pauvre.⁹¹

Cette grande tradition sociale des associations européennes subsiste encore dans le Valais de 1840. **L'Echo des Alpes** arbore fièrement la devise de Mazzini, L.E.H., « Liberté, Egalité, Humanité ». ⁹² Le 1er février 1840, le citoyen Joris s'étonne de l'opinion généralement répandue que le Valaisan ne paie pas d'impôt. En 1838, avant la constitution libérale, ses propres terres auraient payé à la commune de Collombey un impôt égal au tiers du revenu net.

Eh ! que l'on dise après cela que le Valais est exempt d'impôts.

En France, en Savoie, dans le canton de Vaud, les terres paient une redevance moindre.

Mais ces Etats ont un impôt foncier, dont les revenus, au lieu d'être dilapidés par des assemblées d'ignorants que l'on honore du titre de conseils, leurs revenus, dis-je, contribuent à la prospérité publique, tandis qu'en Valais, le plus souvent ils s'engouffrent on ne sait au profit de qui.⁹³

Le journal libéral s'intéresse généralement au sort du pauvre.

FRANCE. Les bureaux de charité sont depuis plusieurs jours encombrés par une multitude de malheureux qui demandent les uns du pain ou des vêtements, les autres du bois, des médicaments et jusqu'à des sabots. Il y a 62 359 indigents sur les registres de ces bureaux ; mais il existe en sus plus de 30 000 indigents honteux qui sont d'autant plus misérables, que personne ne songe à les secourir.⁹⁴

La Gazette de Lausanne s'apitoie sur des cas particuliers et publie quelques faits divers.

On écrit d'Ambert : Il n'est bruit, dans notre arrondissement que de loups enragés, d'hommes dévorés, de bestiaux mordus et par suite devenus hydrophobes ; de là, la terrible crainte de manger des denrées, des viandes peut-être déjà affectées de cette affreuse maladie.⁹⁵

Personne évidemment ne prend position pour les émeutes ouvrières. Le journal radical valaisan est favorable à l'union des classes sociales.

FRANCE, Paris 3 septembre. L'agitation des classes ouvrières commence à produire de vives alarmes dans le gouvernement et dans la bourgeoisie parisienne...

Il y a des symptômes fort graves au fond de toutes ces tentatives de coalition qui se font successivement dans tous les corps d'ouvriers de Paris. Les uns disent que ces coalitions sont le résultat du malaise qui travaille la classe ouvrière ; d'autres, que la plupart des prétentions élevées par les ouvriers sont déraisonnables et injustes.⁶⁶

Ainsi, l'information politique, économique, sociale ; les dépêches, les nouvelles, les « on-dit », les gazettes recopiées forment deux fois la semaine l'opinion du commun du lecteur bourgeois, libéral ou radical, de l'homme de 1840.

Tout est dit. Cette année, le premier janvier a été une journée de printemps.

* * *

Dès le début de la Restauration, le mouvement libéral s'est heurté à la force d'inertie du pouvoir établi. Cette force a paru d'autant plus immuable qu'elle reposait sur un mécanisme politique basé sur l'exclusion et sur le secret.⁶⁷

Avec beaucoup d'habileté, les idéologues progressistes ont suscité des désirs de nouveauté que ce soit dans l'ordre spirituel — renouveau du catholicisme et réveil protestant — dans le domaine économique — politique d'unification du marché national — ou dans le champ social — entreprises d'utilité publique, développement de l'instruction, etc.

Pour donner un caractère commun à ces préoccupations qui ne concernaient pas nécessairement les mêmes gens, le journal est apparu comme un instrument de culture.

Dans les débuts du mouvement libéral, le journal ne peut influencer que la marge réduite de la population déjà atteinte par le rayonnement de la culture rationnelle. La presse est une entreprise nouvelle dont les moyens sont faibles, mais le fait d'associer des gens nouveaux à la connaissance des secrets de la décision est rapidement irréversible.

Tout changement dans la condition des peuples, toute amélioration dans les institutions existantes, est le résultat des besoins et des vues du grand nombre, de l'opinion publique en un mot, représentée par quelques hommes, mais fort d'une puissance dont ils ne sont que les instruments. C'est la doctrine de notre époque, appuyée sur l'expérience et sur les leçons de l'histoire.⁶⁸

Il est indiscutable que l'expression de cette opinion nouvelle n'a d'abord été que le fait de quelques hommes, de comités constitués à dessein dans des buts politiques. Cette information nouvelle a cependant rencontré une conjoncture politique et sociale basée sur la nécessité du changement.

Les journaux ont progressivement dépassé l'idéologie libérale de la solidarité des milieux nationaux pour rapporter des « nouvelles » d'un monde moderne qui est ainsi entré dans la vie quotidienne du lecteur. Samuel Clavel, un des rédacteurs du **Nouvelliste vaudois** de 1828, entrevoyait déjà cette utopie.

Les publications américaines ne sont soumises à aucun droit de timbre, à aucun frais d'expédition, ce qui les met à la portée de toutes les classes de la population. Le cultivateur reçoit sa feuille dans sa chaumière, l'artisan la lit à son déjeuner, le portefaix sur la borne au coin de la rue.⁹⁹

Cette mentalité démocratique heurte l'image humaniste du monde. Cette apparition d'un moyen de culture est capable de conquérir le champ politique en annexant les débats des chambres nationales.

Messieurs les écrivains, au lieu d'être journalistes, occupez-vous de nous faire quelques bons livres dont nous avons le plus grand besoin ; cela vaudra mieux que de remplir vos colonnes de choses souvent plus insignifiantes les unes que les autres.¹⁰⁰

Cette analyse pourrait être soutenue par une étude approfondie des mécanismes culturels et politiques utilisés par la bourgeoisie dans sa marche triomphale au pouvoir.¹⁰¹

Ne perdons cependant pas de vue le contexte national et ethnique de cette ascension. Aux alentours de 1840, l'environnement historique est très suggestif dans les cantons français.

La **Gazette de Lausanne**, **Le Nouvelliste vaudois** et **L'Echo des Alpes**, mêlés aux luttes cantonales n'ont pas oublié leur caractère latin en dépit de la très grande force de pulsion du radicalisme germanique perceptible surtout dans le canton de Vaud.¹⁰² Par l'information étrangère comme la *Gazette*, par la lutte de la « nation » bas-valaisanne comme *L'Echo* ou par la défense du particularisme français comme *Le Nouvelliste*, la presse libérale a développé une conscience fédérale, base d'une éventuelle conscience européenne qu'entrevoyait Mazzini.

Chaque partie a sa physionomie à part et ses mérites distincts qui se complètent mutuellement. C'est un fait que nous avons déjà constaté maintes fois, ce qui n'empêchera pas quelque charitable doctrinaire de nous taxer d'unitarisme à la première occasion et de dire que nous voulons fondre les cantons français dans les cantons allemands.¹⁰³

Base d'une nouvelle Suisse, doctrinaire de la liberté, la presse d'information des années inquiètes des débuts du XIX^e siècle est un des facteurs du nouveau monde.

NOTES ET RÉFÉRENCES - BIBLIOGRAPHIE

1. Article 11 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.
2. Archives cantonales vaudoises, K I 17, **Quelques mots sur les idées libérales**, Anonyme, Hignou-Ainé, Lausanne 1815, p. 8. Ce pamphlet daté du 15 août s'adresse à Louis XVIII.
3. Cf. Baum R. : **Die Schweiz unter der Pressekonklusum von 1823-1829**, Zürich 1947.
4. A ce sujet, cf. Arlettaz G. : **Les tendances libérales en Valais, 1825-1839**, Etudes et recherches d'histoire contemporaines, Mémoires de licence 11, Fribourg 1971.
Papilloud J.-H. : **Histoire démographique de Conthey (Valais), 1680-1830**, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, Mémoires de licence 20, Fribourg 1973.
5. Archives de l'Etat du Valais (AEV), Département de Justice et Police (DJP), 89, 1, lettre du 19 mai 1836 de l'éditeur Aloïs de Riedmatten au Conseil d'Etat.
Cette lettre permet de se rendre compte du développement de l'information en matière de commerce en Valais : « Les insertions ont depuis quelque temps triplé le nombre de celles qui avaient lieu il y a dix à quinze ans. »
En 1836, 100 abonnements à 3 francs rapportent 300 francs. Il y a 31 abonnements gratuits. Le Conseil d'Etat accorde un subside de 280 francs. De ces 580 francs, 400 vont à l'imprimeur et 180 à l'éditeur qui réclame une augmentation du secours.
6. Cf. **Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoises**, La Feuille d'Avis de Lausanne 1762-1962, Lausanne, Payot, 1962.
7. **De l'administration publique du canton de Vaud dès 1803 à 1831**, Lausanne 1831.
8. Cf. Brunschwig H. : **Société et romantisme en Prusse au XVIII^e siècle**. Flammarion 1973, p. 40 et sq.
9. **De l'administration publique du canton de Vaud dès 1803 à 1831**, pp. 94-95.
10. **Gazette de Lausanne**, 28 janvier 1823.
11. Les moyennes des surfaces sont toujours calculées sur les dix premiers numéros de l'année, suppléments non compris. Par information vaudoise, suisse ou étrangère, nous entendons tout — que ce soit, nouvelles, commentaires ou correspondances — qui concerne le canton, le pays ou l'étranger.
12. Cf. Blaser : **Bibliographie de la presse suisse**, 1956, I, p. 27.
13. **L'Ami de la Vérité**, 5 février 1823.

14. Blaser : *op. cit.*, II, p. 729.
15. Evaluation déduite des taxes payées par les journaux.
16. Y compris les frais de poste.
Déclaration de Monnard au Grand Conseil, cf. *Gazette de Lausanne*, 7 janvier 1831.
17. *Glanures d'un Vaudois*, 1831, no 31, pp. 2-3.
18. *Journal de Genève*, Des Lettres, des Arts et de l'Industrie, prospectus (1826).
19. Les calculs tiennent compte de l'ensemble de l'information dans un domaine et ne distinguent pas entre information proprement dite et commentaires.
20. *Journal de Genève*, 25 janvier 1827.
21. *Le Courrier fribourgeois* a publié une annonce le 1er décembre 1829 et une feuille d'épreuve le 10 décembre.
22. A propos de la naissance du journal d'opinion à Fribourg, cf. l'intéressant article de Niquille J. : *Les débuts de la presse politique*, *Annales fribourgeoises*, XVIII, 1930, 6, pp. 229-252.
23. *Le Courrier fribourgeois*, 1er décembre 1829, annonce.
24. Idem, 3 janvier 1830.
25. *Ibid.*
26. AEV, Protocole du Grand Conseil, 9, 1831, séance du 28 novembre, discours d'ouverture du Grand-Bailli de Sépibus.
27. Cf. Arlettaz : *op. cit.*, pp. 54-55 et pp. 81-83.
28. Idem, pp. 83-86.
29. Cf. Bertrand : *Au berceau de la presse valaisanne*, *Annales valaisannes*, 2e série, VI, 1931, 2, p. 34.
30. AEV, Département de l'Intérieur (DI), 3, 3, lettre de l'abbé de Saint-Maurice de Rivaz au Grand-Bailli Dufour.
31. AEV, DJP, 89, 18, lettre du 1er février 1823 de l'abbé de Saint-Maurice de Rivaz au Grand-Bailli.
32. Ainsi, à partir du 14 août 1842, *L'Echo des Alpes* publie un article intitulé *De l'Eglise universelle et de l'Eglise latine*. Cet article distingue entre la religion et les prêtres. « Nous avons appelé *Eglise universelle* la communion des fidèles qui suivent la religion prêchée par Jésus-Christ ; nous avons appelé *Eglise latine* la hiérarchie ecclésiastique qui proclame sa souveraineté absolue parmi eux. »
33. AEV, DI, 3, 1, 2, lettre du 20 août 1842 de l'évêque Maurice-Fabien Roten au Conseil d'Etat.
Le 19 août, le Conseil d'Etat avait communiqué à l'évêque qu'il avait déferé aux tribunaux l'article *De l'Eglise universelle et de l'Eglise latine*. Pour l'évêque,
« Les maximes que le même journal débite sur le mariage ne sont pas moins outrageantes pour la religion, ni moins contraires à la doctrine orthodoxe. Nous pourrions en dire autant de beaucoup d'autres numéros de cette feuille qui renferment des propositions évidemment schismatiques et hérétiques. »
34. Pour l'histoire de cette requête, cf. Imhoff L. : *Notices sur quelques journaux valaisans projetés de 1679 à 1839*, *Annales valaisannes*, 2e série, XXX, 1955, 2, pp. 281-303. Imhoff n'analyse cependant pas les conceptions de de Kalbermatten.
35. AEV, DJP, 89, 3, lettre du 15 mars 1832 du baron Guillaume de Kalbermatten au Grand-Bailli de Sépibus.
36. Idem, lettre du 13 septembre 1831.
37. Idem, lettre du 15 mars 1832.
38. *Ibid.*
39. Idem, lettre du 13 septembre 1831.

40. **Ibid.**

De Kalbermatten est très habile. Face au déluge des journaux étrangers, le gouvernement valaisan sera paralysé. Que pourra-t-il faire ?

« Ferait-il enlever de la poste les journaux ? Mais, placés sous des enveloppes, ayant, par conséquent, le caractère sacré des lettres, ce ne se pourrait sans être accusé d'avoir abusé de la confiance publique en détournant ou faisant ouvrir des paquets adressés à des citoyens valaisans, et un cri d'indignation s'élèverait partout. »

41. **Ibid.**

42. Il s'agit bien des journaux qui pénètrent par Saint-Maurice, moins, il ne s'agit que de ceux qui ont été effectivement recensés. La liste n'est peut-être pas exhaustive, mais elle est certainement très représentative.

Cf. Arlettaz : *op. cit.*, p. 56 et p. 190.

43. Nous ne pouvons pas expliquer cette absence de la presse genevoise que la liste de 1835 confirme cependant.

44. AEV, DJP, 89, 25, liste transmise le 31 janvier 1835.

45. Cf. soit la liste de 1834, soit celle de 1835.

46. Outre les recensements de 1829 et de 1837, (AEV), nous nous sommes servis de l'*Annuaire de la République et Canton du Valais* de 1834 et de l'*Armorial valaisan*.

Dans notre tableau, il s'agit de déterminer la position sociale des abonnés. Il va de soi qu'un même individu peut, dans la réalité, occuper deux des catégories de notre tableau. Ainsi, un avocat peut certainement être officier. Cependant, notre tableau raisonne en fonction de la puissance sociale et chaque position dans une rubrique annule tout individu pour les rubriques qui suivent.

47. Par magistrature cantonale, nous entendons les conseillers d'Etat, les députés à la Diète et les membres du Tribunal suprême.

48. Les magistrats du district — ou dézainaux — sont les juges et vice-juges de district (grand-châtelains et vice-grand-châtelains).

49. Les magistrats de commune sont les présidents, les conseillers et les châtelains.

50. Cf. Blaser, *op. cit.*, I, p. 317.

51. *Bulletin des séances de la constituante valaisanne*, 1839, No 1, cité par Roten R. : *Les débuts du radicalisme en Valais 1840-1848*, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, Mémoires de licence 12, Fribourg 1971.

52. Cf. Roten, *op. cit.*, p. 20 et sq.

53. AEV, DJP, 89, 5, pétition adressée au Conseil d'Etat, également citée par Roten, *op. cit.*, p. 21.

54. *Idem*, convention entre le Conseil d'Etat et Morand, extrait du protocole des séances du Grand Conseil, 20 et 23 novembre 1839.

Article 1 « ... pour l'achat et l'établissement d'une imprimerie neuve, de fabrique parisienne, munie d'une presse en fer. »

Par l'article 2, Morand s'engage à faire paraître le journal « jusqu'à ce qu'il ait remboursé le prêt, pourvu qu'il ait au moins 200 abonnés. »

55. « Après une révolution matérielle, une révolution morale était nécessaire, afin d'empêcher que le pays ne retombât sous l'influence de ceux qui autrefois déjà en avaient abusé pour le retenir dans l'ignorance et entraver un développement, tant intellectuel que moral. » *L'Echo des Alpes*, 19 janvier 1843, *Coup d'œil sur la situation du Pays*.

56. AEV, DJP, 89, 5, lettre de Morand au Conseil d'Etat, 7 décembre 1839.

57. **Ibid.**

58. Idem, pétition d'Alphonse Morand au Grand Conseil, s.l.n.d., (1839).
59. **Ibid.**
60. L'expression est de Dierauer, **Histoire de la Confédération suisse**, édition française, Lausanne 1912-1919, p. 738, titre du chapitre IV.
61. **Le Nouvelliste vaudois**, 2 avril 1839.
Le comité provisoire du **Courrier vaudois** prévu en 1839 était composé de « MM. Berger, membre du conseil de l'instruction publique et du Grand Conseil ; Bugnion Charles, caissier de la société ; Dapples-Calame, à la Sarraz ; Davall-de-Joffrey, à Vevey, membre de la commission des forêts ; Forel Alexis, membre du Grand Conseil ; Guisan François, procureur général ; Monnard, professeur et recteur de l'Académie ; Delessert-Will, membre du Grand Conseil ; Couvreur, syndic à Vevey : en tout neuf membres. »
62. **Ibid.**
63. Idem, 31 mars 1840, article intitulé **Le Nouveau Journal**.
« Le nouveau journal dont il est question depuis des années, et dont le prospectus a été distribué, il y a un an, à un certain nombre de personnes choisies, vient enfin de paraître. Ce qui en a retardé la publication, c'est que le rédacteur annoncé par le prospectus a cru devoir se retirer, et que les hommes de lettres du pays, auxquels le comité s'est successivement adressé, ont tous décliné les propositions qui leur ont été faites. »
Sur le journal figure la signature « d'un Vaudois, celle du gérant, M. Louis Secrétan d'Aubonne, ce qui répond effectivement mieux aux apparences. » **Idem.**
Cf. aussi Blaser, op. cit. p. 279.
64. Idem, 3 décembre 1839, lettre de James Fazy.
65. Idem, 21 janvier 1840, lettre de James Fazy.
66. **L'Echo des Alpes**, 26 février 1840, article intitulé **La Suisse en 1840**.
67. **Le Nouvelliste vaudois**, 18 juin 1839, **Quelques mots sur la question du Jura**.
68. Idem, 14 avril 1840, lettre de James Fazy.
69. Idem, 17 avril 1840, **Suisse allemande et Suisse française**.
70. Il faut cependant remarquer que les nouvelles étrangères de **L'Echo des Alpes** ont été totalement interrompues pendant les troubles du 29 mars au 19 avril.
71. **Gazette de Lausanne**, 7 janvier 1840, **Coup d'œil politique**.
72. Clemens Brentano.
73. **Gazette de Lausanne**, 3 janvier 1840.
74. Idem, 17 mars 1840.
75. Idem, 17 avril 1840.
76. Idem, 28 janvier 1840.
Toutes ces négociations de la diplomatie anglaise, très secrètes au début de l'année, se terminent par la convention de Londres du 15 juillet. Palmerston réussit à faire signer cette convention à la Russie, à la Prusse et à l'Autriche de façon à isoler la France. Méhemet-Ali n'accepte pas ces conditions. Le conflit se termine par la défaite du pacha d'Egypte.
77. Pour calculer le pour-cent des informations concernant un pays par rapport à l'ensemble de l'information étrangère d'un journal, nous avons tenu compte de l'ensemble de l'année. En effet, raisonner seulement sur les dix premiers numéros du journal serait beaucoup trop bref, des événements concernant un pays pouvant survenir plus tard.
78. **Gazette de Lausanne**, 7 janvier 1840.
79. Idem, 3 novembre 1840.
80. Idem, 21 avril 1840.

81. Idem, 17 avril 1840.
82. **L'Echo des Alpes**, 7 juin 1840.
83. Idem, 4 juin 1840.
84. Idem, 7 mai 1840.
85. **Gazette de Lausanne**, 10 janvier 1840.
86. **Ibid.**
87. Idem, 21 janvier 1840.
88. Cf. par exemple, **L'Echo des Alpes**, 6 août 1840.
89. **Gazette de Lausanne**, 18 février 1840.
90. **L'Echo des Alpes**, 18 juin 1840.
91. **La Jeune Suisse**, 15 juillet 1835.
92. A partir du 21 mai 1841, le journal abandonne cette devise. Cf. Roten, *op. cit.*, p. 25.
93. **L'Echo des Alpes**, 1er février 1840.
94. **Gazette de Lausanne**, 28 janvier 1840.
95. Idem, 18 février 1840.
96. **L'Echo des Alpes**, 10 septembre 1840.
97. Les constitutions de 1814 instituaient en effet tout un système de candidatures. Le mécanisme électoral basé sur la fortune — cens électoral — tendait à l'exclusion des citoyens.
98. **Le Nouvelliste vaudois**, 19 septembre 1828.
99. Idem, 13 janvier 1829, article de Samuel Clavel.
100. **Glanures d'un Vaudois**, No 1, p. 6.
101. De semblables études existent en France :
 Ponteil F. : **Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie**, Albin Michel 1968, collection L'Evolution de l'Humanité.
 Lhomme J. : **La grande bourgeoisie au pouvoir (1830-1880)**, Paris 1960.
102. Cette force de pulsion est due à l'importance de la culture germanique dans la formation de l'élite vaudoise, plus encore aux nécessités politiques qui obligeaient les libéraux à fraterniser avec la Suisse allemande pour développer une idéologie nationale.
103. **Le Nouvelliste vaudois**, 17 avril 1840, **Suisse allemande et Suisse française**.

JEAN-HENRI PAPILLOUD

**Les prix des marchés de Sion
au XIX^e siècle**

Pour la classe la plus nombreuse des humains, les besoins du corps sont l'objet principal et tous les efforts ne se dirigent que sur les moyens qui peuvent conserver la vie.¹

Cette constatation que fait le **Bulletin officiel** en 1810 restera encore valable pour une partie du XIX^e siècle, avec des pointes d'acuité comme en 1817, 1847 ou 1855.

Il est étonnant de constater, en face de son importance économique, sociale et ses répercussions sur les mentalités, le peu de données que nous possédons sur tout ce qui touche à la vie matérielle du Valaisan du XIX^e siècle.

Alors qu'en France, en Angleterre, en Espagne, on peut suivre d'année en année, dès l'aube des temps modernes, l'évolution des prix des denrées de première nécessité, alors que le canton de Vaud tout proche connaît de 1720 à 1870 le prix des produits alimentaires, en Valais le vide n'a pas encore été comblé.²

L'histoire des prix n'est pourtant plus à justifier, elle est à faire. Les produits agricoles ont une place bien plus importante que la seule satisfaction des besoins vitaux. Labrousse n'écrit-il pas:

C'est la fluctuation agricole qui domine le mouvement des prix dans son ensemble... Elle est ainsi l'élément moteur de la courbe générale des prix... Elle commande à l'économie tout entière.³

Nous n'avons pas découvert les prix des marchés du XVIII^e siècle ; pourtant, dès 1746, la diète se base sur une limite fixée au prix de Sion pour interdire l'exportation des grains.⁴

LES MERCURIALES DU « BULLETIN OFFICIEL »

Avec le XIX^e siècle, des éléments nouveaux sont susceptibles de lever un coin de voile sur la vie de tous les jours du Valaisan. Le **Bulletin officiel** dont la parution commence en 1803, donne en effet, avec plus ou moins d'exactitude et de suite, les prix des denrées à Sion et dans d'autres marchés valaisans. Ces données ont été utilisées de 1803 à 1885, date à partir de laquelle des lacunes sérieuses apparaissent dans les mercuriales.

Certes, les séries des prix n'ont ni toujours la même rigueur, ni la même continuité, dès lors il est nécessaire de se demander qu'elle est leur valeur effective.

Les présomptions favorables ne manquent pas, tout d'abord leur officialité : les prix du **Bulletin officiel**, et eux seuls, font foi, que ce soit pour déterminer le poids du pain ou pour informer le gouvernement. Ainsi, lorsque le Grand-Bailli Augustini se renseigne à leur sujet auprès du président de Sion, celui-ci lui répond :

J'ai celui de vous dire, que je ne puis pas mieux vous informer sur le prix actuellement existant dans le marché de Sion... que (ne) le dit le **Bulletin officiel** n° 33 du marché du 17 courant.⁵

S'il désire une rétrospective, il lui répondra :

J'ai l'honneur de vous donner les détails suivants puisés hors du **Bulletin officiel**.⁶

D'autre part, publiés, ces prix prennent un caractère impératif puisqu'en 1804 le conseil communal de Conthey, par exemple, oblige tous les boulangers et vendeurs de grains à suivre le tarif observé à Sion et publié par le **Bulletin officiel**.⁷

Nous ne connaissons, d'une façon certaine, que pour quelques périodes seulement le chemin parcouru par les prix avant d'aboutir dans les colonnes du journal. Généralement, un membre de la municipalité sédunoise fournit les indications à l'éditeur, parfois il est relayé par un inspecteur des marchés qui apparaît en période de crise.

Comment ces prix sont-ils établis ? En aucun cas le journal ne donne, comme à Lausanne, l'échelle dans laquelle ils se meuvent. Exceptionnellement, le 16 octobre 1816, la mercuriale

comprend 4 prix, 110, 112, 115 et 120 batz pour le fichelin de froment et 72, 75, 80 et 82 batz pour celui de seigle. Le plus souvent, un seul prix figure pour chaque denrée, quelquefois, 2 prix courants et leur moyenne.

Nous ne pouvons que faire confiance à celui qui a établi cette moyenne, il reconnaît d'ailleurs :

Je pense bien qu'il s'est vendu du grain au-dessus et au-dessous de ces prix, mais d'après les informations que j'ai prises, je crois pouvoir assurer votre Excellence que ce sont là les prix moyens.⁸

En définitive, cette moyenne estimée par un contemporain connaissant bien son marché, loin d'être sujette à caution, nous paraît bien supérieure à celle calculée postérieurement.

En ce qui concerne l'utilisation que nous pouvons en faire, plusieurs problèmes restent à résoudre. Pour faciliter la comparaison avec les études déjà faites, le cadre annuel s'impose et dans ce cadre, nous donnons la préférence à l'année civile sur l'année récolte que ses quelques avantages ne suffisent pas à imposer.

Encore faut-il déterminer la manière d'obtenir cette moyenne. Si, généralement, tous les mois figurent sur nos listes de dépouillement, ils ne sont pas uniformément représentés : certains le sont avec 5 prix hebdomadaires, d'autres avec 3, parfois 2 seulement et quelquefois même avec un seul, surtout à la fin de la période. L'alternative est simple : faut-il courir un risque en utilisant un nombre différent de prix hebdomadaires pour obtenir une moyenne mensuelle, ou se priver des trois-quarts des données en utilisant seulement un prix par mois le premier par exemple. Trois arguments nous ont fait pencher pour la première solution, l'utilisation de tous les prix.

Tout d'abord le fait que dans le courant d'un même mois la variation est faible, l'ordre de grandeur est peu sujet à renversement dans un temps aussi court, d'autre part le nombre de prix est parfois en relation avec la stabilité ou l'instabilité du marché : les mercuriales peuvent s'espacer en période de calme dans les prix, mais jamais lorsqu'ils sont élevés, alors on scrute avec une attention extraordinaire toutes les variations ; enfin une considération d'ordre plus général nous incite à utiliser

tous les prix sans discrimination, l'ordre de grandeur est en définitive plus exact qu'une précision scrupuleuse.

Différents sondages ont d'ailleurs confirmé une constatation qu'a faite Labrousse: les mouvements annuels sont identiques, les différences négligeables, que l'on prenne pour base tous les prix hebdomadaires, les premiers de chaque mois ou même les premiers prix de chaque trimestre.

Une question qui a fait et fait encore couler beaucoup d'encre se pose enfin: prix nominaux ou prix réels? Devons-nous traduire tous nos prix en correspondant de grammes d'argent ou d'or? Une seule chose nous intéresse: les prix, tels qu'ils sont pratiqués sur le marché, car ce sont eux seuls qui entrent en ligne de compte, qu'on ressent; il nous est bien aisé de nous retrancher derrière Imbert ou Baehrel:

Les prix-or sont des abstractions qu'il faut écarter.⁹

A la suite des différents changements de poids, de mesures et de monnaies, nous résumons dans le tableau suivant les modifications survenues dans les usages valaisans. Si ces correspondances nous ont parfois posé des problèmes nous avons du moins la consolation de penser qu'ils étaient moins ardues que pour ceux qui avaient dû les subir directement.

Tableau 10

Poids, mesures et monnaies des mercuriales¹⁰

Poids	Mesures	Monnaies
1803 livre de marc = 16 onces = 489 g.	Fichelin de Sion = 29,7 l.	Batz = 4 creutzer = 10 Rappes = 14 ct. 1848
1811 Kilogramme	Hectolitre	Franc français = 15 batz > 4 XI 1812, puis 12 batz
1816 Livre de marc cf. 1803	Fichelin de Sion cf. 1803	Batz cf. 1803
1825	Fichelin du Valais = 27 l.	
1828 Livre = 500 g.		
1851		Franc fédéral = 7 batz
1857	Quarteron fédéral = 15 l.	
1877 Kilogramme	Mesure fédérale = 20 l.	

Tout au long de cette étude nous nous efforcerons de présenter les résultats obtenus le plus simplement possible, en écartant délibérément les calculs compliqués qui, loin d'être un apport certain, ne font souvent que masquer la réalité dans ses aspects multiples. Nous pouvons nous permettre cette légèreté vis-à-vis des instruments classiques de l'histoire des prix en utilisant l'échelle semi-logarithmique qui, tout en indiquant correctement les tendances fondamentales n'escamote pas les singulières variations annuelles et visualise rapidement les données fondamentales de l'évolution.

UNE PARTICULARITÉ : LA VARIABILITÉ DU POIDS DES PAINS

Beaucoup de personnes subissent la conjoncture plus par leur achat de pain que par l'achat des céréales directement. Les deux éléments sont d'ailleurs très fortement liés, trop parfois. La fixation des prix est toujours restée sous la coupe de l'administration. Elle n'a pas, comme dans le canton de Vaud « sous l'influence du libéralisme triomphant », ¹¹ passé aux mains des boulangers.

Alors que normalement le pain s'aligne sur le prix des céréales, certaines pressions peuvent faire inverser la relation, venant ainsi fausser le jeu de l'offre et de la demande pour les céréales elles-mêmes. Ainsi lorsque l'inspecteur des marchés constate en 1818 une baisse des prix, il la signale, mais il doit préciser :

J'ai cru prudent de ne procéder aux réductions que graduellement : nonobstant je n'ai pas évité une visite de la majeure partie des boulangers réunis qui se plaignent de cette réduction comme étant exagérée. ¹²

Les résultats ne se font pas attendre :

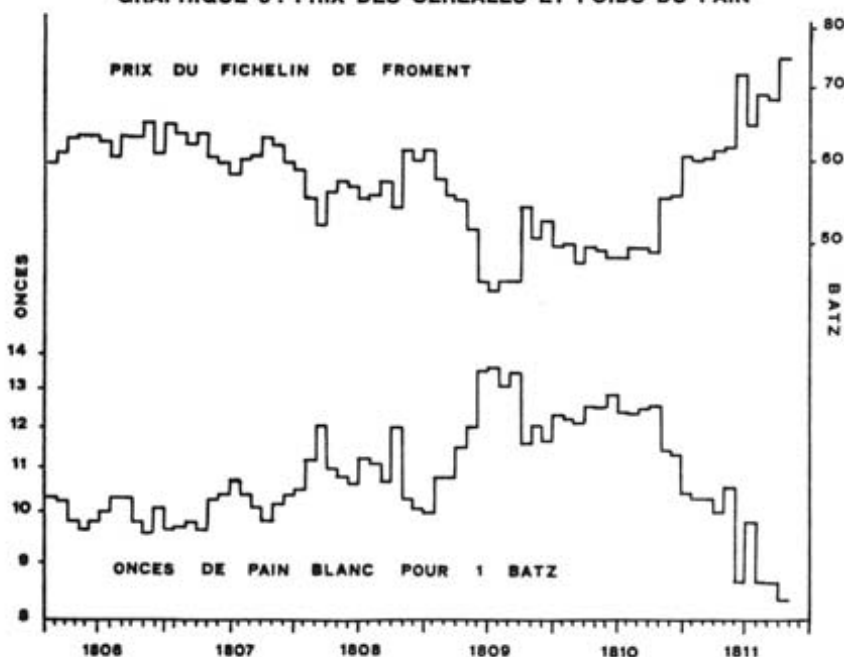
Je ne me crois plus dans le cas de donner la mercuriale à l'imprimeur du Bulletin, attendu qu'il défère à celle du syndic qui, ordinairement, est plus forte que la mienne. ¹³

Les boulangers pèsent donc lourd dans la fixation des prix, ils se réservent une marge de manœuvre, maintenant les mercuriales élevées,

on a cherché, il est vrai à maintenir le froment à 100 batz et au-dessus, mais j'ai la conviction que nos boulangers ne l'ont payé au déclin des marchés et dans leurs boutiques que 90 batz, il s'en est même livré au-dessous.¹⁴

Si nous exceptons la période de 1811 à 1813, jusqu'en 1848, le Valais s'en tient à la forme d'ancien régime d'un prix fixe pour le pain, le poids de la miche variant en fonction du prix des céréales. Pour un batz ou deux, l'acheteur trouve chez le boulanger des pains qui varient de poids de semaine en semaine.

GRAPHIQUE 3 : PRIX DES CÉRÉALES ET POIDS DU PAIN



Non sans raison Rambutteau s'est élevé contre cette pratique :

Le mode adopté jusqu'à présent de taxer le pain à livrer pour un batz, 2 batz ou toute autre somme est trop contraire aux intérêts des consommateurs pour ne pas être irrévocablement aboli.

Loin de porter atteinte à la liberté de commerce, les mesures que je prescris tendent à mettre une fois pour toutes fin au monopole exclusif des bouchers, boulangers, meuniers, qui, partout, semblent faire la loi au lieu de la recevoir.¹⁵

Le préfet français ne s'en prend pas seulement au système en lui-même, il attaque aussi les pratiques quotidiennes :

Dans presque tous les villages, bourgs et villes de ce département, les boulangers et les bouchers débitent leurs marchandises sans égards aux règlements en usage, et sans que la santé, la qualité en soient garanties, souvent même ils n'ont pas de poids, et se contentent de déclarer le prix arbitraire qu'ils veulent avoir du pain ou de la viande.¹⁶

Les reproches de Rambutteau ne nous paraissent pas trop exagérés. Une enquête de 1895, révèle encore des fraudes dans le poids du pain, bien que celui-ci soit constant et qu'il y ait eu l'unification des poids et mesures. On se plaît à imaginer les difficultés, les inexactitudes volontaires ou non, en songeant à la complexité extraordinaire des poids et mesures qui sont différents pour chaque dizain.

A partir de 1850, la stabilisation du mouvement saisonnier des céréales favorise la simplification du système. Le poids fixe du pain est adopté, seul son prix varie. Une certaine stabilité remplace les oscillations désordonnées du début du XIX^e siècle. Intéressante en tant qu'aspect de la vie de tous les jours, cette modalité de vente du pain doit céder le pas dans l'analyse de la conjoncture aux prix des céréales, qui, par leur continuité, offrent un terrain beaucoup plus sûr.

CONJONCTURE DES PRIX AU XIX^e SIÈCLE : LES CÉRÉALES

Plus n'est besoin aujourd'hui de démontrer l'importance des céréales dans l'économie de subsistances telle que la connaît encore le Valais au début du XIX^e siècle, à l'époque la récolte moyenne des céréales est estimée à 300 000 fichelins de blé soit environ 7 500 000 kg.¹⁷

Aliment de base de toute la population, toute étude sérieuse de la vie alimentaire doit faire la part belle au blé. Denrée inélastique par nature, ses fluctuations sont primordiales et influencent tous les autres secteurs de l'économie.

Pour notre période les indications de prix sont suivies pour quatre céréales : le froment, le plus noble et le plus cher aussi ;

le seigle, « le grain le plus précieux pour nos contrées », le maïs dont les prix sont étroitement liés à ceux du seigle, l'orge enfin, la moins chère du marché. Une curieuse remarque de l'inspecteur des marchés suggère une différenciation géographique dans l'achat des céréales. Il constate en 1816 :

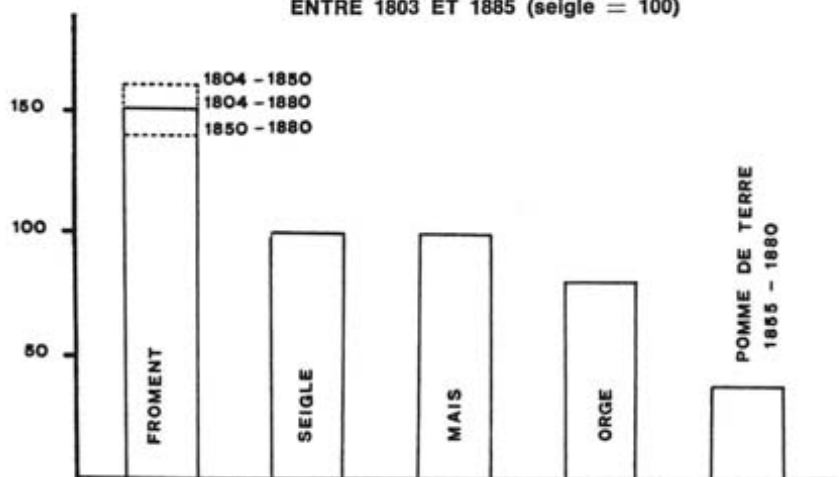
Il s'est du reste très peu vendu de froment hors de la ville, les Haut-Valaisans n'en ayant plus acheté depuis à peu près un mois, et les acquéreurs des dizains inférieurs n'achetant en grande partie que du seigle et de l'orge.¹⁸

Est-ce une situation due à la crise, ou y aurait-il eu en Valais ceux qui mangent du pain blanc et ceux qui se contentent de pain noir ?

— Nous pouvons construire des courbes, de 1803 à 1885, pour chacune des quatre céréales, froment, seigle, maïs et orge ; les autres denrées de base ne font que de brèves incursions dans les colonnes du **Bulletin officiel** et n'ont par conséquent pas pu entrer dans nos graphiques. Si la perte est peu conséquente pour l'avoine, il n'en va pas de même pour le prix des pommes de terre. Bien qu'elles soient présentes sur les marchés tout au long de la période, bien que leur importance soit tout haut reconnue, le journal ne daigne pas publier leur prix sur le marché avant 1855. Cette lacune irrémédiable est sans doute la plus grave de nos séries.

Comme pour le canton de Vaud, nous aurions pu nous contenter des prix du froment, la conjoncture serait suffisamment précisée, mais la connaissance des prix des autres céréales n'est pas sans intérêt. Les différences entre elles sont appréciables. En prenant pour base le prix du seigle, nous obtenons les rapports suivants pour l'ensemble des données :

GRAPHIQUE 4 : COMPARAISON DES PRIX DES CÉRÉALES
ENTRE 1803 ET 1885 (seigle = 100)



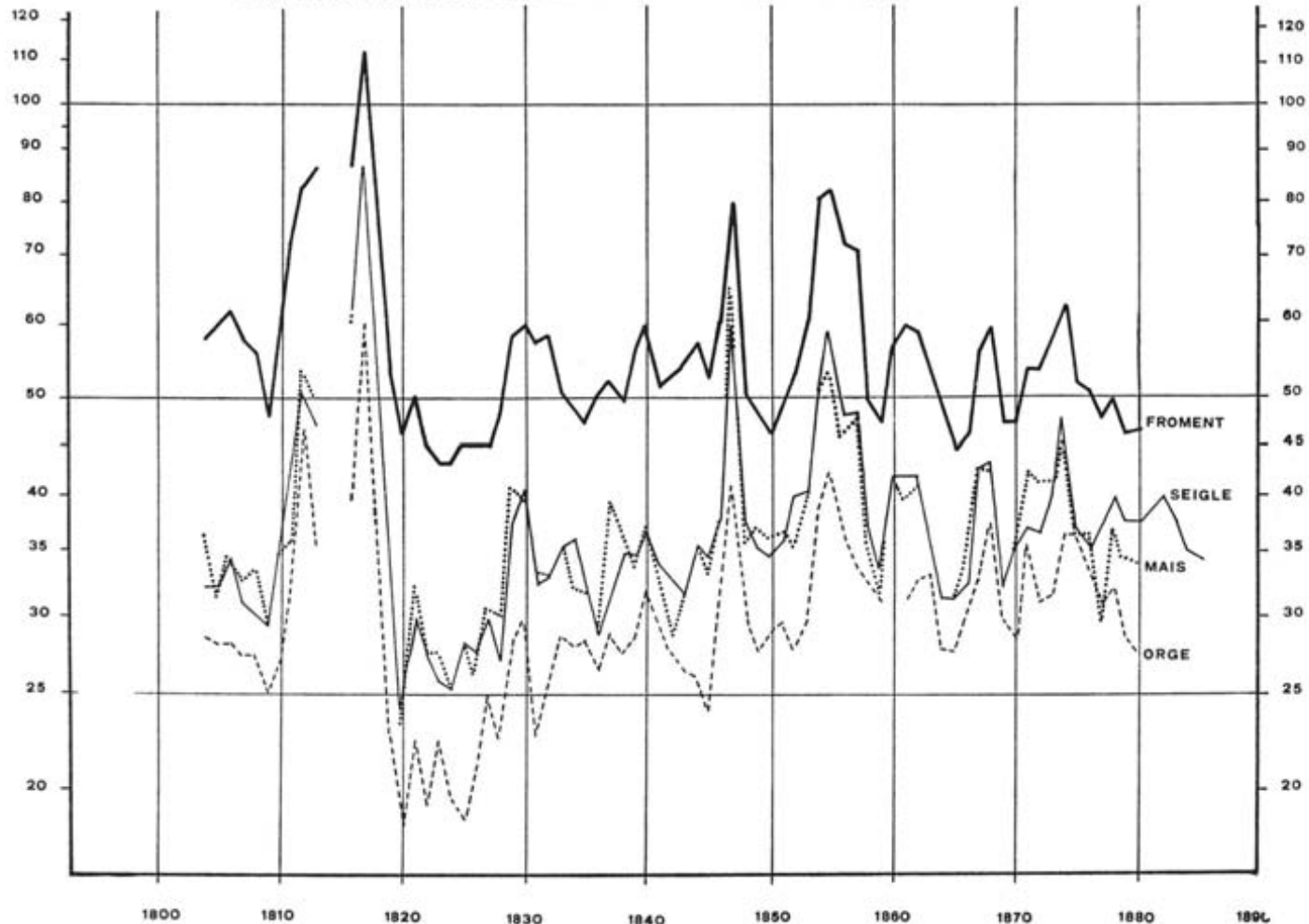
En moyenne, le froment est près de deux fois plus cher que l'orge et quatre fois plus cher que la pomme de terre. Ce qui explique l'importance que cette dernière prend au XIX^e siècle pour les couches défavorisées de la population. D'autre part, un changement de rapport entre le froment et les céréales secondaires se produit après 1850 : les différences de prix se réduisent ; le prix du froment est de 59 % plus élevé que celui du seigle entre 1804-1850 alors qu'il est seulement de 40 % après 1850.

Au point de vue géographique, des nuances entre les divers marchés valaisans existent probablement. Malheureusement les données les concernant sont trop épisodiques et fragmentaires pour permettre une comparaison.

Ces différences sont avant tout liées aux structures mêmes du marché et non à la conjoncture. Aussi pouvons-nous considérer que l'évolution des prix sédunois reflète celle de l'ensemble du Valais, Sion en étant d'ailleurs un des éléments les plus importants.

La remarquable concordance entre les différentes céréales les valide les unes par rapport aux autres. Les quatre courbes

GRAPHIQUE 5 : LE PRIX DES CÉRÉALES AU MARCHÉ DE SION (en batz le fichelin de Sion)



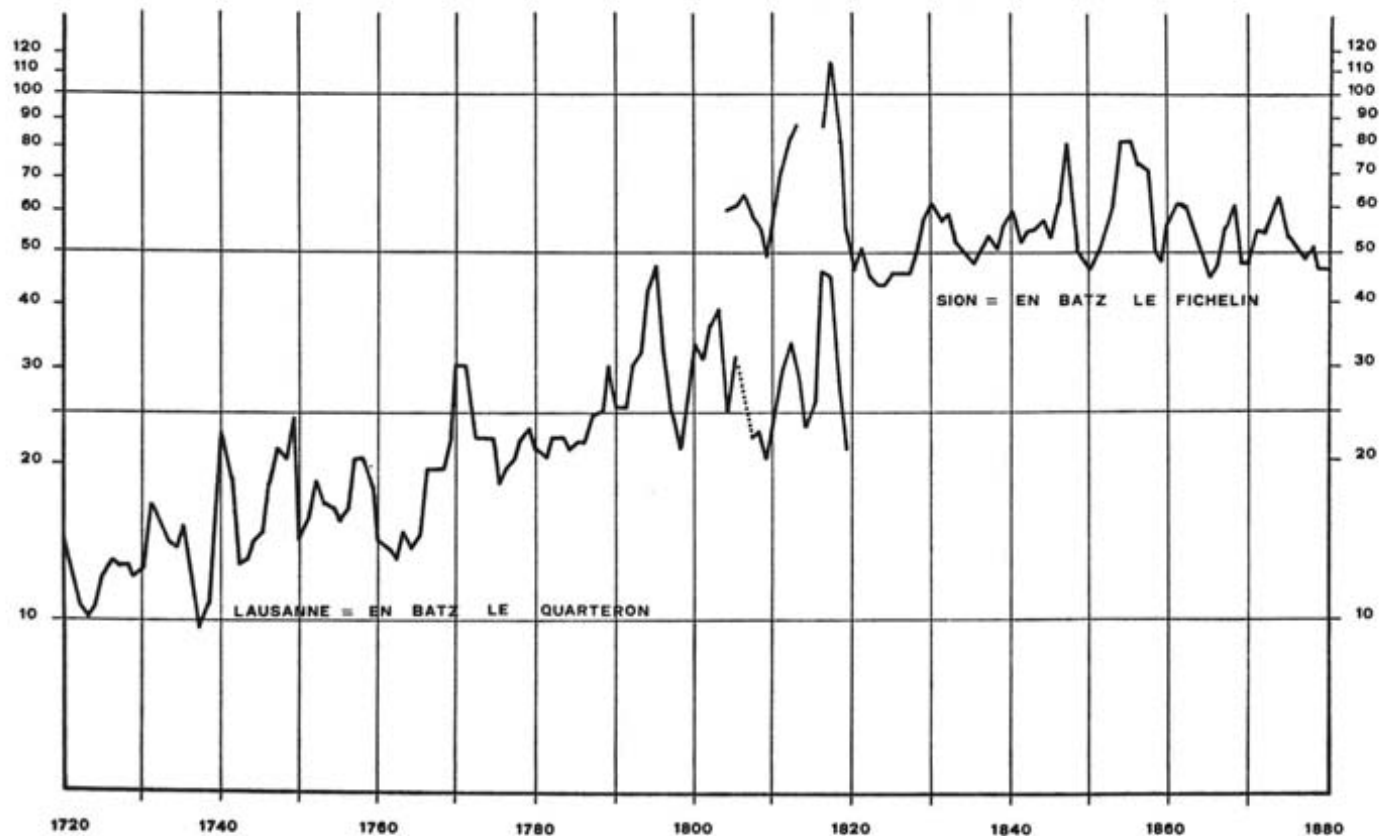
coïncident, leurs mouvements sont parallèles dans les grandes lignes, comme dans les détails. Voilà dissipée notre appréhension en ce qui concerne leur exactitude.

Pour décrire l'évolution de ces prix, il est nécessaire de ne pas perdre de vue le fait que les séries commencent et finissent à des dates qui peuvent en fausser l'interprétation générale. Grâce aux prix vaudois, tâchons de les insérer dans une période plus vaste.

L'évolution des prix valaisans ne semble donc pas originale,¹⁹ même si elle s'opère en vase clos ; l'allure des courbes vaudoise et valaisanne est la même, les accidents régionaux, très peu nombreux et sans importance fondamentale, ne peuvent altérer la ressemblance. Qu'importe que les prix de 1817, par exemple, accusent une plus forte hausse à Sion qu'à Lausanne, le sens de la variation est le même. Cette plus grande variabilité des prix sédunois ne peut que confirmer, s'il était besoin, la fermeture du Valais, l'inélasticité de son marché, l'impossibilité de parer efficacement à une pénurie alimentaire, alors que le canton de Vaud prend déjà des mesures efficaces destinées à améliorer la situation, comme la vaste souscription pour l'achat de blé en 1816.²⁰

Sans aucun doute, avec des mercuriales complètes depuis le début du XVIII^e siècle, comme à Lausanne, une hausse lente et continue s'observerait après 1750. La concordance des premières années du XIX^e siècle peut d'ailleurs être élargie au siècle précédent, un indice nous permet cette extrapolation. En 1746, lorsque le prix du seigle dépasse 20 batz le fichelin au marché de Sion, l'interdiction d'exporter les grains est immédiatement décrétée.²¹ Dans le dernier quart du siècle, les dizains de Sion et de Sierre, s'opposant fortement aux autres, s'élevèrent sans cesse contre cette mesure qui ne correspondait plus à l'évolution des prix. En 1808, lorsqu'une autre mesure est choisie, ce ne sera plus 20 batz qui feront office de limite mais plus du double, 45 batz.²² Les prix moyens ont donc vraisemblablement doublé entre 1746 et le début du XIX^e siècle, ce qui est très proche de la situation lausannoise où le froment se payait en moyenne 14,2 batz le quarteron en 1736-1745 et 28,4 batz en 1798-1807.²³

GRAPHIQUE 6 : PRIX DU BLÉ A LAUSANNE ET A SION



Après la montée des prix qui caractérise tout le XVIII^e siècle, à partir de 1790, le trend séculaire change d'orientation. Le XIX^e siècle est marqué par une longue stagnation des prix. Deux périodes distinctes de 50 ans environ connues sous le nom de mouvements de longue durée Kondratieff se partagent le siècle, le coupant vers 1850.

Le premier mouvement qui va de 1790 à 1850 est dans l'ensemble orienté à la baisse. Vérité pour les prix vaudois où le minimum de 1850 est inférieur de 20 % à celui de 1790, vérité aussi pour les prix valaisans, où un simple regard sur la courbe montre bien ce fait.

Cette baisse n'est pas uniforme, il s'en faut de beaucoup, elle comprend deux mouvements opposés, deux hypercycles.

Le premier est incomplet sur nos courbes. Comme pour Lausanne il a vraisemblablement débuté vers 1790. Les prix baissent et la crise de 1817 ne réussit pas à fausser le mouvement général. En 1820, les prix valaisans atteignent un plancher qui ne sera plus égalé jusqu'en 1885. A partir de 1820, on observe une montée régulière des prix jusqu'en 1850. Au moins en apparence ce mouvement est en contradiction avec la théorie générale des prix. On retrouve pourtant en Allemagne un mouvement similaire alors que les prix des autres pays sont plutôt en baisse continue.²⁴

Comparée à la montée des prix de 1820 à 1850, la stagnation est évidente à partir de 1850. Comment retrouver dans l'évolution de nos séries, la forte hausse qui devrait caractériser le Second Empire français ? Sur certains prix nationaux elle est indéniable. Notre tâche n'est pas de vouloir la retrouver absolument.

Ce ne sont pas de savants calculs qui prouveront que les prix ont monté entre 1850 et 1872 alors que les données brutes sont catégoriques, les prix ont une tendance horizontale si ce n'est descendante. Il est plus sage et plus historique de se demander pourquoi les prix sont restés stables alors qu'ils auraient dû monter. L'explication, nous le verrons, n'est pas uniquement valable pour le Valais.

Encore peut-on nous faire remarquer que les prix du premier XIX^e siècle sont à un niveau relativement bas et que ceux de la

deuxième moitié du siècle sont plus élevés. Mais plus que le niveau des prix, leur orientation est déterminante aussi bien pour les influences que pour les prises de conscience.

En fait, c'est toute l'interprétation des mouvements des prix qui est mise en cause. Faut-il calculer et recalculer pour découvrir des mouvements à peine perceptibles ou faut-il, au contraire, se contenter d'observer, de noter les mouvements apparents ? Une statistique graphique et visuelle nous semble préférable à la ronde infernale des calculs.

Si les mouvements de nos courbes ne s'intègrent que partiellement aux données habituelles de l'histoire des prix, ils correspondent par contre singulièrement avec les approches de Baerhel ; ses périodes d'une trentaine d'années environ, se succédant avec chaque fois des orientations différentes, une phase ascendante succédant à une phase de stagnation, se retrouvent aisément sur nos courbes.²⁵

• • •

Après ce qu'on peut appeler le premier niveau d'analyse des prix, leur description, il convient de se pencher plus particulièrement sur eux et d'en démontrer les mécanismes et les répercussions qu'ils ont sur ceux qui les subissent.

De prime abord une distinction importante est nécessaire, le temps long et le temps court. Ce n'est pas seulement une question de vocabulaire, comme l'ont montré tous les auteurs particulièrement Labrousse ; leurs significations sont radicalement différentes. Le premier qui s'étend sur plusieurs décennies est généralement peu ressenti d'une manière directe par les contemporains, il ne se dégage qu'avec le recul ; son influence est lente, souterraine et touche aux structures mêmes de l'économie. Les variations dans le temps court, c'est-à-dire s'étendant sur moins de dix ans, sont au contraire perçues immédiatement et entraînent souvent de fortes réactions, celles-ci sont parfois l'éclatement de situations transformées par l'effet des variations à long terme.

Les données sur les effets des mouvements longs et sur les manifestations qu'on pourrait leur imputer nous font défaut.

Par contre les variations dans le temps court ont suffisamment frappé les contemporains, les traces qu'ils ont laissées sont généralement assez connues pour nous permettre une analyse plus détaillée.

Ce que nous classons dans le temps court est caractérisé par des changements rapides, brusques et souvent très prononcés dans la courbe des prix, ce sont en quelque sorte les événements des prix. Des variations saisonnières aux mouvements cycliques qui durent une dizaine d'années environ, tout est vigueur, accident, palpitation.

UN RYTHME NATUREL : LES VARIATIONS ANNUELLES DES PRIX

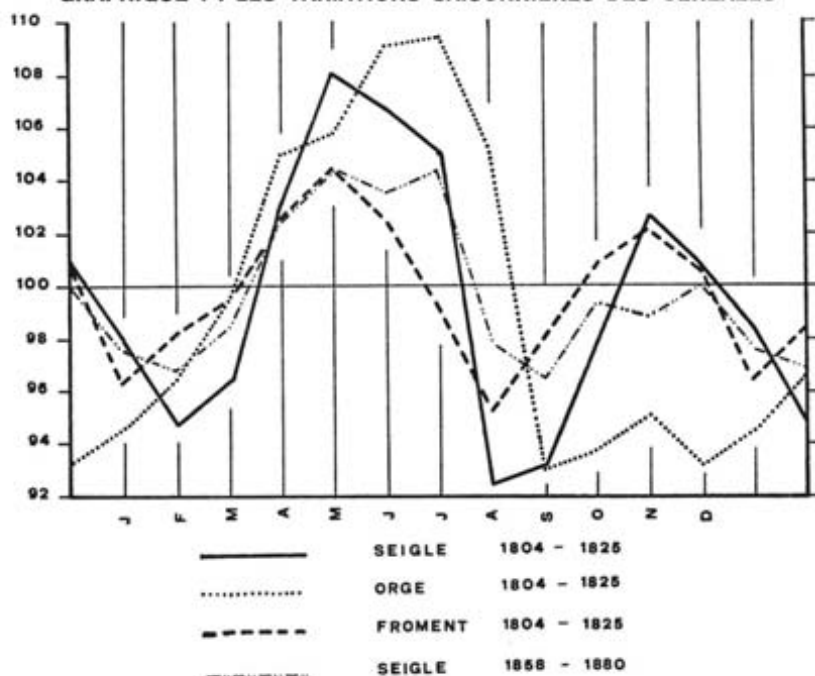
Plus que toute autre démonstration, les changements au cours d'une même année nous montrent des hommes liés aux cycles de la nature avec ses pauses et ses moments d'intense activité. Les saisons rythment les prix et marquent fortement la mentalité de la population.

Un premier fait significatif s'impose, la parfaite concordance entre les diverses céréales, concordance qui n'est pas sans nuance, le froment est le moins marqué par la variation saisonnière, les nourritures destinées à la majorité des Valaisans, seigle, orge et maïs subissent donc les plus forts changements dans l'année.

Une autre constatation capitale apparaît : à partir de 1850, le mouvement se stabilise ; pour le seigle, entre 1804 et 1850, l'écart entre les deux extrêmes est d'environ de 17 %, de 1850 à 1885, il est seulement de 9 %. Après le milieu du XIX^e siècle, les Valaisans paraissent considérablement mieux armés pour lutter contre les variations saisonnières des prix, ce qui n'est pas une mince victoire.

Les mouvements saisonniers sont assez faciles à interpréter. Tout naturellement les plus bas prix s'observent après les récoltes, la coupure est nette entre les mois de juillet et d'août, alors chacun dispose de ses provisions, les tensions du marché diminuent. Un certain calme dans les prix s'observe en

GRAPHIQUE 7 : LES VARIATIONS SAISONNIÈRES DES CÉRÉALES



automne, avec toutefois pour certaines céréales une montée en novembre. Le battage des grains qui n'intervient en Valais qu'au début de l'année nous explique la nouvelle baisse en janvier et en février.

A partir de l'hiver, insensiblement, puis brusquement au début du printemps les prix montent ; avec avril commencent les problèmes qu'on peut appeler de soudure ; il s'agit de durer jusqu'à la nouvelle récolte. Les achats de grains destinés aux semences de printemps aggravent encore la situation et font monter les prix. Puis, la nouvelle récolte approchant, la tension entre l'offre et la demande faiblit, psychologiquement, elle fait sentir ses effets à partir de juin déjà, en même temps que se font les premières coupes de seigle.

On voit dès l'abord des différences sociales qui s'expriment. Le petit propriétaire qui a épuisé ses stocks ou qui a dû vendre en automne soit par besoin de numéraire soit qu'il ne dispose pas de moyens de stockage, devra les racheter au prix fort, ce

qui se produit surtout si les semailles d'automne n'ont pas donné toutes leurs espérances et qu'il faut remplacer dans les champs le seigle par l'orge. Plus en difficulté que lui, celui qui vit au rythme du marché accuse durement les fortes oscillations qui marquent la fin de l'hiver et le début du printemps. La situation est autrement favorable pour le propriétaire aisé disposant de récoltes abondantes qu'il peut facilement stocker, se gardant de vendre tout son blé en automne, il peut spéculer sur la hausse annuelle et écouler ses surplus aux plus hauts prix, le mouvement annuel des recettes de P.-J. de Riedmatten coïncide presque parfaitement avec celui des céréales.²⁶ Ainsi, la soudure, douloureuse pour certains, pouvait être très lucrative.

La distinction entre les diverses couches de la population est fondamentale puisque les influences du mouvement saisonnier sont en raison inverse des possibilités de chacun, on retrouve au niveau des mouvements cycliques le même phénomène avec une acuité plus grande encore.

SITUATION PRÉCAIRE DES CLASSES DÉFAVORISÉES LORS DES CRISES CYCLIQUES

Le mouvement cyclique ou décennal, comme l'appelle Labrousse, est caractérisé par de brusques variations qui sont bien plus considérables que le mouvement saisonnier. De tous ceux qui s'observent sur nos courbes, le plus classique est celui de 1850-1859. A partir du minimum de 1850, les prix montent rapidement, ils doublent en cinq ans et atteignent en 1855 leur maximum cyclique appelé crise cyclique, puis, tout aussi rapidement, en quatre ans ils retrouvent leur niveau de 1850. Théoriquement ce mouvement devrait varier en proportion inverse des récoltes, en fait beaucoup de facteurs peuvent intervenir et amplifier les conséquences d'une moisson médiocre. Dans ce domaine l'idée que l'on se fait de la pénurie est plus déterminante que la réalité elle-même. Au cours de la hausse rapide qui signifie rareté des céréales, le revenu des classes populaires qui est déjà en temps ordinaire à la limite du minimum

vital, a tendance à s'amenuiser de plus en plus. Le mouvement cyclique accentué a donc des incidences douloureuses et immédiates ; les réactions le suivent ordinairement comme l'éclatement de tensions préexistantes ; on peut tenter de les analyser en 1816-1817.

Les témoignages ne manquent pas sur cette crise, le curé de Grimentz, Massy écrit :

Le froment nous manqua 4 ou 6 années, gelé et vulgairement dit avani ; l'an 16 tout a gelé : seigle, orge, fève et froment et pommes de terre, presque rien.²⁷

Les prix montèrent d'une façon extraordinaire ; le froment qui coûtait 60 batz le fichelin au mois de février 1816 franchit le cap des 100 batz au mois de septembre pour culminer à 150 batz au mois de juin 1817,

prix, j'en suis sûr, inouïs dans les annales du Valais.²⁸

Pourtant le Valais semble relativement épargné, parlant de la famine dans certaines régions, Massy constate :

Je passerai sous silence tant de misères qui se répandent dans la Suisse comme étant à nous étrangères. Je m'appliquerai à faire mention de l'extrême pauvreté et faiblesse qui désola le Valais...²⁹

Quelle fut la situation des classes les moins favorisées de la population ? Prenons pour base la nourriture calculée aux prisonniers ou aux soldats, c'est-à-dire 750 grammes de pain par jour,³⁰ ce qui semble bien être la réalité et un minimum pour une bonne partie des Valaisans. Une famille avec trois enfants a donc besoin d'une dizaine de quintaux de pain par an ce qui représente environ 36 à 40 fichelins de Sion. Or en 1817, le froment n'est jamais descendu au-dessous de 100 batz le fichelin et le prix moyen du seigle est de 86 batz. Dans la première hypothèse on arrive à une dépense de plus de 4000 batz, dans la deuxième, ce qui est plus près de la réalité, près de 3600 batz, soit dans le cas de notre famille 10 batz par jour dépensé uniquement pour l'achat du pain. Certes, il faudrait faire intervenir la production domestique qui est primordiale, néanmoins, en comparant ces chiffres à ce qu'on peut gagner à l'époque, on constate qu'en 1817 une personne, travaillant 280 jours par année, payée superbement à 14 batz la journée,

c'est le cas du concierge de la prison et des gardes aux frontières, assure de justesse à sa famille la nourriture en pain seulement.

Or, nous savons qu'au début du siècle un artisan moyen gagne environ 10 batz par jour, un ouvrier agricole doit se contenter de 6 batz seulement ; s'il est nourri on lui retranche encore 4 $\frac{1}{2}$ à 5 batz par jour.³¹ En fait, celui qui ne peut pas subvenir à ses besoins par ses propres moyens et doit vendre son travail pour acheter sa nourriture est voué à la misère, ceci d'autant plus qu'

une partie du salaire peut être payée en nature. Il est piquant de remarquer que c'est après la surabondante récolte de 1803 que Pierre-Joseph de Riedmatten paie en vin une partie du salaire de ses ouvriers.³²

Le problème du salariat ne se pose pas encore à la campagne où l'autarcie au niveau des communautés et des individus rend presque inutiles toutes sortes d'échanges. Dans les villes et les bourgs, une couche de la population, difficile à estimer, tombe à la charge de l'assistance publique à chaque montée des prix ; les bourgeoisies le savent bien, qui restreignent le droit d'établissement à ceux qui peuvent assurer leurs subsistances et celles de leur famille.

Au total donc une cherté est sensible partout puisqu'elle crée soit une distorsion entre les revenus et les prix soit — c'est le cas à la campagne — un décalage entre les besoins et les produits du sol.

On peut se demander comment les gens ont fait face aux problèmes que leur pose la famine, quel rôle ont joué les denrées de substitution, en particulier les pommes de terre ? Le bétail aurait, quant à lui, sauvé le Valais, il

est une ressource assurée pour préserver le pays de la famine, car en effet dans quel état de détresse la malheureuse Patrie aurait-elle été réduite pendant le cours de la présente année si le bétail dont la ressource demeure encore inconnue eut été attaqué de quelques maladies contagieuses.³³

Le reclassement de la consommation est une conséquence immédiate de la montée des prix, on l'observe avec netteté. La nourriture ne peut être réduite que sur de faibles quantités, le pain étant par nature à cette époque pratiquement inextensible. La tendance est non pas à en consommer moins, mais à

changer sa composition. Tout naturellement la consommation va se porter sur des denrées de même nature, les céréales, mais beaucoup moins chères que le froment réservé à une élite sociale plus ou moins large :

l'économie recherche ce qu'il y a de moins cher pour faire du pain.³⁴

Les achats se portent donc sur le seigle et surtout sur l'orge, Delavallaz le constate :

Il se vend maintenant sur notre marché au moins les deux tiers plus d'orge que de toutes autres espèces de céréales réunies.³⁵

Ce transfert renforce l'impression désagréable de la crise et ceci d'autant plus que les céréales ne varient pas dans la même proportion. Aux yeux des contemporains, le froment augmente plus que les autres denrées ce qui oblige bon nombre de mangeurs de pain blanc à se contenter de pain noir. La réalité semble plus dure encore. Comparons les crises de 1817 et de 1847 aux minimums les précédant, 1809 et 1845.

Tableau 11
Les crises de 1817 et 1847

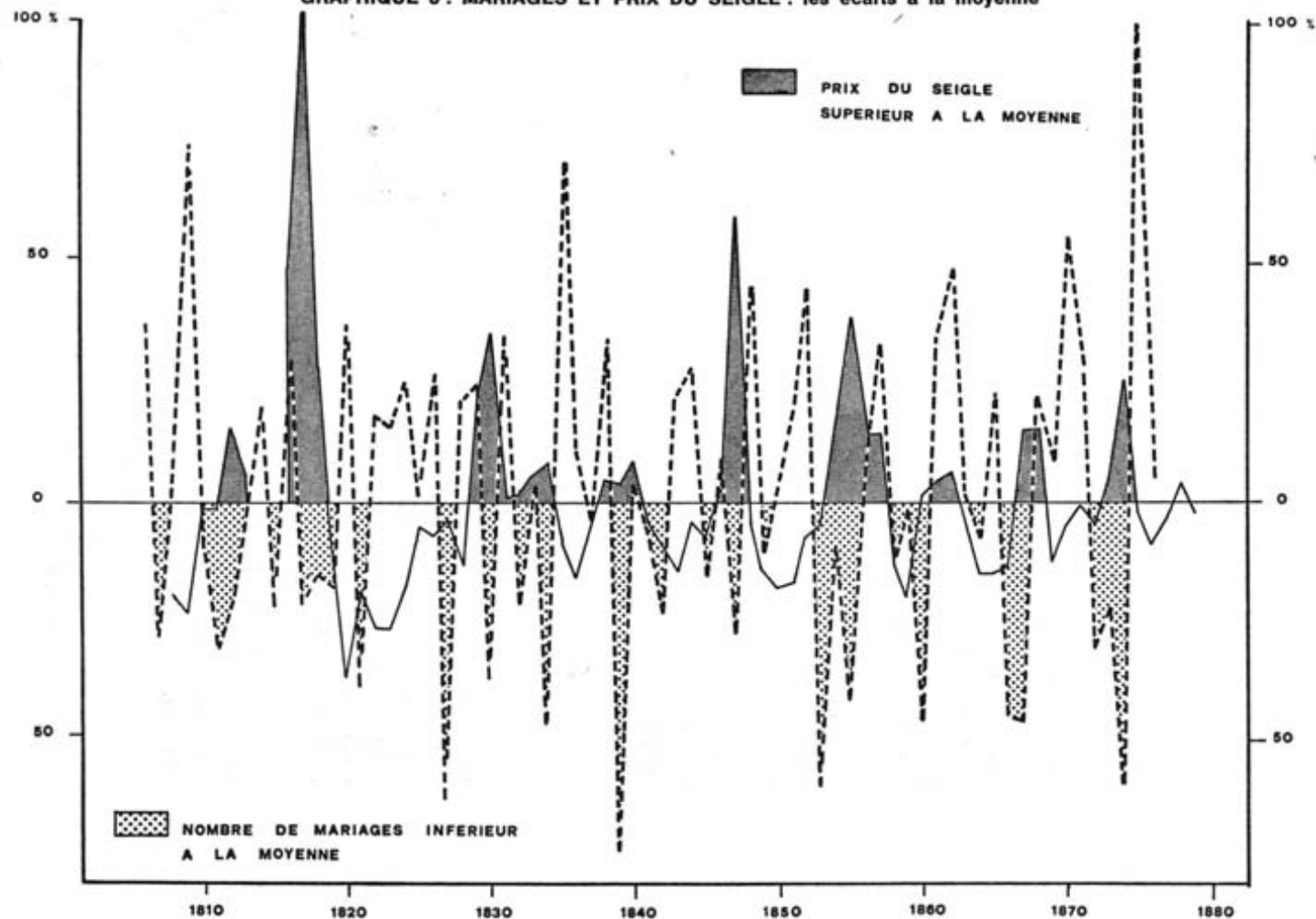
	1809-1817		1845-1847	
	+ (batz)	%	+ (batz)	%
Froment	65	135	28	54
Seigle	57	196	25	75
Maïs	55	184	31	95
Orge	35	141	17	70

En 1817 comme en 1847, le froment est certes la denrée qui a arithmétiquement le plus augmenté, mais proportionnellement, les autres céréales ont subi une plus forte variation.

La substitution des denrées populaires aux denrées plus chères, on le voit, ne résout pas le problème. Quels que soient les ersatz choisis, la majorité de la population est durement affectée par la cherté. Grâce aux données démographiques, l'impact réel des crises sur les hommes peut être mesuré.

La relation entre les fluctuations des prix et la population est si évidente qu'on a appelé crises de subsistances, les crises

GRAPHIQUE 8 : MARIAGES ET PRIX DU SEIGLE : les écarts à la moyenne



démographiques de type ancien. Nous avons essayé de montrer que cette problématique est dépassée en Valais après le milieu du XVIII^e siècle. On constate par exemple que la crise de 1816-1817 n'affecte en rien la mortalité contheysanne.³⁶

Cependant si la flambée des prix n'a plus les mêmes répercussions directes et brutales sur la vie elle-même, elles n'en sont pas moins ressenties ; pour s'en convaincre, il suffit de comparer l'élément le plus conscient de la démographie, les mariages, aux prix des céréales.

Les écarts à la moyenne sont en général de sens opposé. Lorsque les prix montent et s'établissent au-dessus du niveau moyen, les mariages accusent une baisse très significative, alors qu'au contraire, une baisse des prix va de pair avec un plus grand nombre d'unions, comme si la montée des prix, ou si l'on veut les difficultés momentanées, retardaient les mariages et les reportaient à des années meilleures. Les quelques exceptions observées sur notre graphique ne peuvent nous égarer, un fait reste acquis : les prix interviennent indéniablement dans la vie de tous les jours.

LES CLASSES AISÉES ET LA STABILITÉ SOCIALE

Les classes aisées ne semblent pas avoir payé un aussi lourd tribut à la crise. Leurs ressources leur permettent généralement de faire face sans inconvénient à la montée des prix. Le pain blanc qu'elles se procurent dans les boulangeries est toujours sur leur table, même au plus fort de la disette, alors que le marché est

au-dessus de la portée du peuple ; aussi ne voit-on que des boulangers, meuniers et aubergistes se pourvoir de grains.³⁷

Le problème des familles aisées qui sont aussi le plus souvent aux commandes du pays est tout autre que pour la majorité. Les pauvres les sollicitent :

Toutes nos espérances se tournent donc vers la classe aisée de nos concitoyens... mais les propriétaires ne peuvent rien attendre de leur fermier, les capitalistes ont essuyé de lourdes pertes... le gouvernement ne veut rien faire en faveur de l'indigence.³⁸

Leur pitié face à la montée de la misère est nuancée par le souci de voir se maintenir la solvabilité de leurs créanciers et la peur d'une révolte, celle-ci est particulièrement visible à Monthey :

le conseil ne pourrait répondre des événements et des excès auxquels pourrait se porter une classe d'individus que trop nombreuse mais vraiment souffrante et en proie aux atteintes de la privation des objets de première nécessité, et on pourrait craindre avec fondement de voir se réaliser un ancien proverbe qui dit que ventre affamé n'a point d'oreilles.³⁹

Pourtant, le curé Massy ne laisse pas beaucoup de portes ouvertes aux revendications :

C'étaient des années de cherté énorme, ce qui fait gémir les pauvres, mais ce n'est encore tout, car les hommes quoi- qu'étant affligés par les misères des temps et gouvernements ne deviennent que plus méchants et attirent et provoquent de plus en plus la colère du Seigneur, puisqu'il est dit dans les Ecritures que Dieu punit les crimes de père en fils jusqu'à la troisième et la quatrième génération. Dieu nous dit aussi dans la même Ecriture que les fléaux, la guerre, la peste et la famine et toutes autres calamités sont la peine du péché.⁴⁰

Si cette argumentation constitue le fond général de la dissuasion, on l'accompagne de moyens concrets.

Malgré la liberté de commerce théoriquement reconnue par le Pacte Fédéral, Dufay demande le rétablissement des anciennes défenses d'exporter. La mentalité de repli sur soi des Valaisans apparaît nettement, et, à défaut de mesures officielles, les particuliers prennent les devants.

Cet état de chose avait déjà en dernier lieu déterminé quelques malheureux à se rendre justice eux-mêmes en enlevant aux étrangers qui fréquentent nos marchés le pain, le peu de grain et de pommes de terre qu'ils y achètent à tout prix.⁴¹

Pour soulager le pays des mendiants

qui mangent le pain de nos pauvres,⁴²

les communautés vont reprendre les grandes chasses aux vagabonds des siècles précédents. Le 16 mars 1817, le conseil communal de Conthey, comme tant d'autres

a décidé l'établissement d'un sergent de police pour chasser de la commune les pauvres qui n'en sont pas ou qui ne seront pas munis des papiers voulus.⁴³

La crise ne disparaissant pas, et pour cause, avec ces mesures, un autre volet s'ouvre : la lutte contre les accapareurs. Tout accaparement de denrées est interdit et puni sévèrement. Reste à définir l'accapareur, ainsi les meuniers n'ont pas le droit d'acheter du grain. Que faut-il penser de l'aventure arrivée à un certain Muston qui est arrêté par l'inspecteur des marchés avec un chargement d'orge

il n'a pas eu de peine à me convaincre que cette orge était destinée pour ses chevaux de poste à la station de Riddes.⁴⁴

Il s'en tirera en donnant un pourboire aux gendarmes. En fait, tout ceci semble des mesures de surface, inefficaces, destinées plus à calmer les esprits, qu'à réduire la pénurie. Même le chanoine de Rivaz s'indigne :

On connaît les accapareurs et on les laisse profiter de la misère publique.⁴⁵

L'inspecteur des marchés en arrive à se poser la question fondamentale de savoir

si cette pénurie des grains est causée par une disette réelle dans les greniers des propriétaires qui alimentent nos marchés, ou bien si c'est l'effet d'une affaire concertée entre les vendeurs, ou bien d'une spéculation infiniment coupable, qui, pour maintenir les grains où ils sont intéressés à les garder, cherche à tenir les approvisionnements au-dessous des besoins du public... c'est qu'une personne digne de foi me dit aujourd'hui qu'un particulier lui avait fait l'aveu qu'il n'avait pas encore battu un grain provenant de la dernière récolte.⁴⁶

Apparemment, il n'est pas le seul à se poser ces questions. Les difficultés matérielles soulèvent les véritables problèmes sociaux en mettant à nu la frontière entre les privilégiés et les autres. L'édifice social qui repose sur des bases fragiles est menacé. Les tensions se font de plus en plus fortes et inquiètent les personnes clairvoyantes, Dufay, le futur libéral, fait part de ses craintes :

Je ne puis passer sous silence l'agitation extrême qui règne dans ce dizain et dont les suites continuent à nous inspirer de vives inquiétudes. Les propos les plus affreux se tiennent contre les magistrats, on menace leurs maisons et celles des riches du pillage, on arrête les chars de pommes de terre sur les routes et des attroupements de 19 à 20 personnes vont de nuit dans les habitations sous prétexte que ceux qui les habitent sont des contrebandiers et enfin les vols se multiplient à l'infini.⁴⁷

Incapables d'endiguer l'effervescence populaire qui monte et menace de s'en prendre aux nantis et aux magistrats, ceux-ci font diversion, ils deviennent généreux :

Pour venir au secours des malheureux de la ville, le magistrat leur a fait distribuer à l'hôpital des soupes à la Rumford, et tous les citoyens aisés ainsi que l'évêque et le chapitre en ont fait les frais. Dieu le leur rendra sans faute.⁴⁸
Il a été délivré aux indigents de cette ville 37 000 soupes copieuses et nourrissantes.⁴⁹

Le caractère ambigu de la charité est à peine voilé à Monthey. Certes, elle est le fait d'un bon sentiment destiné à soulager la misère du peuple, mais comment ignorer la motivation secrète de calmer les revendications et contrôler les troubles. Il n'est plus question que la main droite ignore ce que donne la main gauche :

Les noms et les dons des bienfaiteurs ainsi que la distribution qu'en fera le comité de bienfaisance seront rendus publics par livre de publication.⁵⁰

En définitive, cet épisode de 1816-1817 nous paraît un bon exemple d'une crise qui accentue les tensions existant au sein de la société. Des forces opposées s'affrontent sans possibilité de tricher. Même au niveau de ceux qui désirent un changement dans l'organisation politique du Valais, on observe distinctement une opposition entre une élite qui ne veut que des mesures de surface, alors que des éléments populaires, bien représentés par un Saudan en 1816 et en 1831,⁵¹ luttent pour des modifications plus profondes parce que leurs revendications touchent souvent à leur existence même.

Toute conciliation entre les deux forces, malgré l'apparente ressemblance des revendications politiques est vouée à l'échec, étant donné que les exigences sociales sont en définitive primordiales pour les classes les moins favorisées.

Dès lors, placée dans cette perspective, l'attitude de certains groupes devient claire et explicable. Le maintien de l'ordre et de la tranquillité est inséparable de la conservation de leurs situations privilégiées. Toutes les manifestations qui se produisent dans ce contexte, de la répression armée à la charité, sont peu ou prou guidées par ce souci.

Dans ce sens, la cherté agit surtout comme révélatrice d'oppositions fondamentales qui sont plus que de simples disputes de principes et apparaissent forgées au gré d'une évolution beaucoup plus lente.

UNE ZONE D'OMBRE : LES EFFETS DES MOUVEMENTS DE LONGUE DURÉE

Si les répercussions des prix dans le temps court sont relativement faciles à découvrir, les bases nous permettant des comparaisons dans le temps long nous manquent encore pour une analyse suffisamment étayée. Nous ne pouvons donc présenter ici que des hypothèses et des vues théoriques.

Les mouvements longs des prix ont une signification différente des mouvements courts. Alors que les hausses rapides au cours d'un mouvement cyclique signifient la rareté des denrées, une hausse longue s'étalant sur plusieurs dizaines d'années stimule la production par le plus grand profit qu'elle apporte : c'est donc la production qui augmente en parallèle avec les prix. Le profit monte avec les prix ce qui incite le cultivateur à produire plus, à étendre ses cultures, à défricher, à vendre ses grains au marché.

Alors qu'en période de crise la hausse des prix s'accompagne d'une montée de la misère, la hausse lente entraîne une certaine augmentation de la richesse,

seul le salarié ne partage pas le gâteau de la prospérité.⁵²

Son revenu reste stable alors que les produits dont il a besoin deviennent de plus en plus chers.

En baisse longue, au contraire, les prix s'effritant, l'élément moteur du profit perd de sa force, les cultures se réduisent, la production diminue.

Il est certes difficile de vérifier tout ceci en Valais. Théoriquement, une extension de la production des céréales se produirait en 1820 et 1850 et dès lors une tendance à la stagnation sinon à la baisse. Nous verrons que, dans ce cas, le niveau de l'hypothèse peut être dépassé.

CONJONCTURE DES PRIX AU XIX^e SIÈCLE : VIANDES ET BEURRE

La consommation de la viande est un des grands critères de la vie matérielle.⁵³ Elle est le privilège d'une population relativement aisée, privilège aussi d'un pays qui dispose d'un territoire suffisant pour se permettre une culture extensive et de faible rapport par comparaison à la culture des céréales. C'est la situation du Valais qui possède de vastes alpages qui ne peuvent être mis en valeur que par l'élevage.

Que représentent les indications des mercuriales ? Le problème qui se posait déjà pour les céréales est bien plus complexe puisque vraisemblablement l'auto-suffisance est encore plus forte dans ce domaine. Tous les voyageurs parlent de la consommation abondante de viande dans les campagnes.⁵⁴

Pourtant dans les villes, il n'est plus de bon ton de tuer ses propres animaux. Diverses mesures apparaissent qui sont très significatives à cette époque. Sion interdit en 1811 de laisser courir les porcs dans les rues, elle prend des mesures qui en apparence ne visent qu'à assurer une meilleure salubrité publique mais qui indirectement condamnent à plus ou moins longue échéance l'élevage domestique et les boucheries personnelles et, par conséquent, livrent la majeure partie des habitants aux mains des bouchers qui acquièrent chaque année le droit exclusif de débiter la viande. Déjà en 1808, on était conscient à Martigny de cette évolution :

Il ne s'agissait que de retirer la faculté à chacun d'abattre du bétail et d'assujettir la viande à un service réglé.⁵⁵

Le système de la fixation du prix est assez particulier. A Sion ou à Martigny, le conseil attribue à un boucher le droit de vendre la viande ; l'enchère se fait non pas sur une somme à payer qui reste infime, mais sur une réduction du prix unique de la viande avec une légère augmentation pour le carême. Celui qui promet le plus bas prix acquiert le privilège. Puisque le boucher ne peut pas en cours d'année changer les prix qu'il a proposés à l'enchère, il agit surtout sur la qualité de la viande, n'ayant aucun souci de concurrence, inexistante du fait même de son monopole.

Les bouchers ont trop de latitude pour le débit de viandes de qualités très inférieures qui ne devraient pas être vues sur le banc de boucherie, cet écart ne concerne pas le seul boucher de Martigny, il peut être objecté à tous ceux du Valais, à ceux mêmes de la ville de Sion qui se le permettent et qui réussissent quelquefois.⁶⁶

Nous avons parlé de la plus grande élasticité de la consommation de viande. Le niveau des prix en est d'ailleurs très significatif et démontre son peu de débouchés. Il est arrivé dans les annales des prix que la viande de bœuf premier choix se soit vendue à des prix inférieurs à celui du pain. En 1816-1817 lorsque le pain vient à manquer, lorsque les prix montent d'une façon extraordinaire, tous les efforts et les maigres ressources sont portées sur cette denrée, pendant que les produits animaux, de luxe pourrait-on dire en cette année de disette, varient très peu. Ce qui n'est pas du goût des régions spécialisées dans l'élevage : la baisse des achats de beurre et de viande dans une période de crise

nous prive de la seule ressource qui nous restait. Dans ce moment tout le Val d'Illeaz est obligé d'acheter le blé et le prix en est exorbitant, les pommes de terre, qui sont d'ailleurs d'un si grand secours, ont disparu. De vils commerçants de comestibles ont trouvé moyen de tromper le gouvernement, de s'enrichir et d'insulter la misère publique. Les prix sont à un point dont l'histoire du Valais n'offre aucun souvenir, malgré cette cherté, le beurre et le fromage n'ont pour ainsi dire pas changé de valeur.⁶⁷

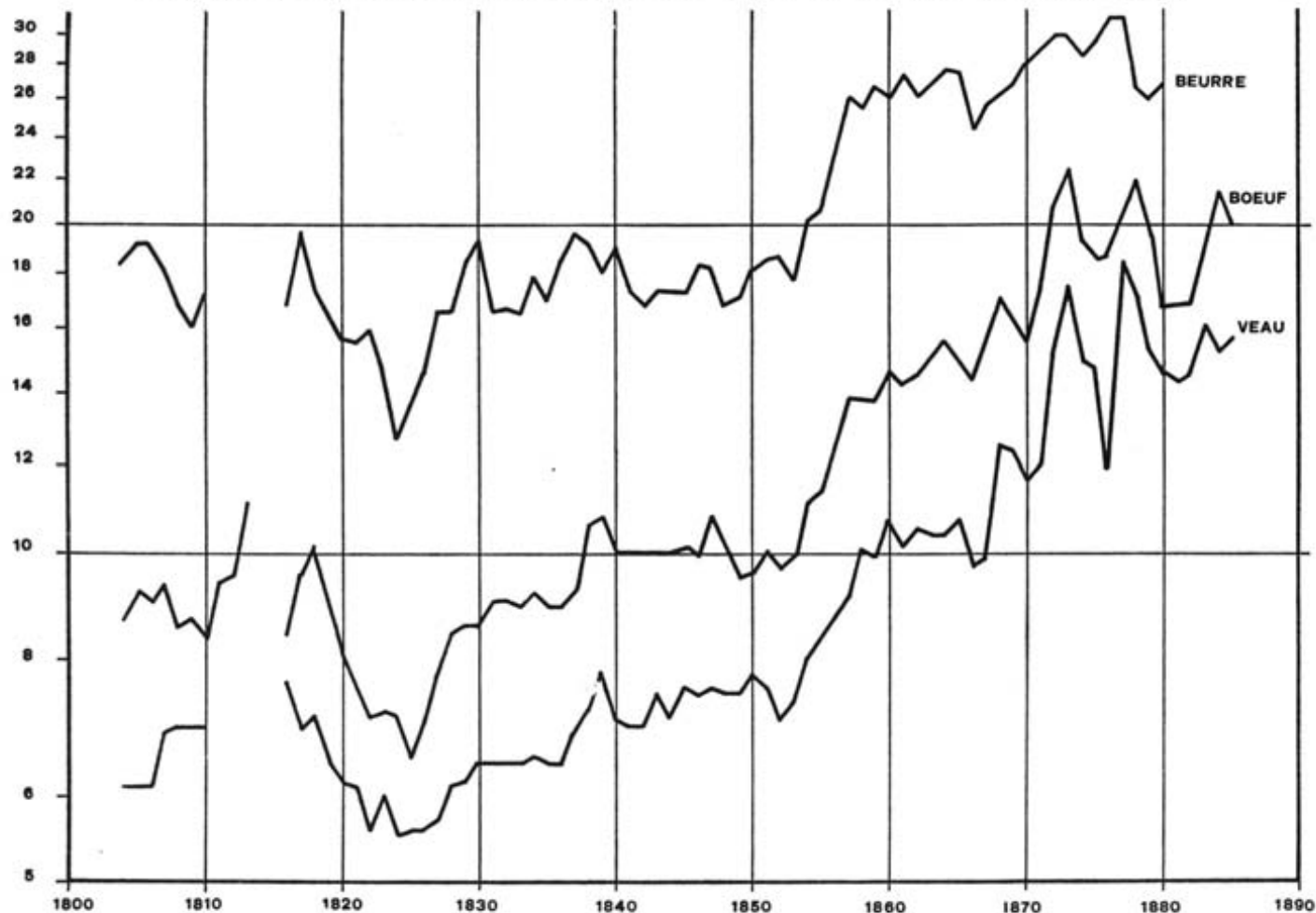
Constatation capitale, prouvée par les courbes des produits animaux peu sujettes aux fortes variations qui affectent le prix des céréales.

On observe une remarquable concordance entre les prix des différentes viandes et du beurre. Comme pour les céréales, trois périodes sont visibles sur les courbes.

La première qui se termine vers 1824 est marquée comme pour les grains par une baisse sensible, le plancher de 1824 ne sera plus atteint par la suite. Puis les prix montent dans l'ensemble. Le beurre fait palier alors que le bœuf et surtout le veau s'élèvent en pente douce. Ce qui contraste quelque peu avec la montée plus forte des prix pour les céréales.

La troisième période qui commence vers 1850-1856 voit une divergence fondamentale entre les prix des céréales et des

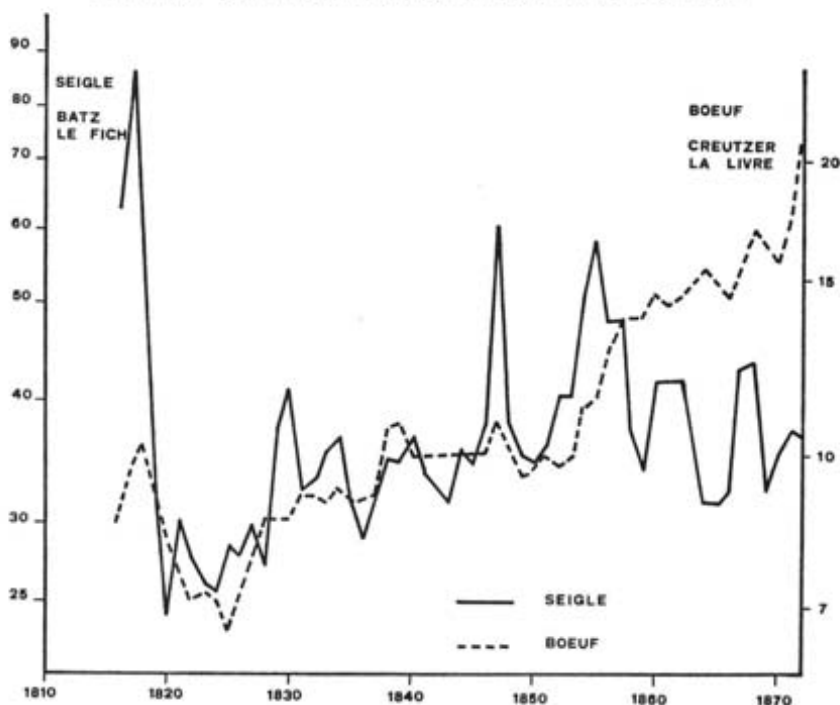
Graphique 9 : Prix de la livre de beurre, de la viande de bœuf et de veau au marché de Sion, en batz.



denrées animales. Jusqu'au milieu du siècle, en effet, les deux séries de prix semblaient liées l'une à l'autre. Les prix de la viande et du beurre suivaient dans les grandes lignes les tendances des céréales avec toutefois une moindre amplitude de variations. Dès lors les prix se dissocient dans leurs tendances de longue durée et se stabilisent dans un rapport qui se rapproche un peu plus de notre situation actuelle. Le prix de la viande de bœuf devient trois fois plus élevé que celui du pain.

Le problème de la relation entre les produits animaux et les céréales change à partir de 1850, cette divergence nous semble fondamentale.

Graphique 10 : Le prix du seigle et de la viande de bœuf.



Toute notre attention doit se porter sur ce phénomène et tenter de l'éclairer.

UNE RÉVOLUTION AGRICOLE AU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE ?

Une éventuelle modification des habitudes alimentaires est-elle à la base de ce changement ?

Le Valais d'après 1850 consomme-t-il plus de viande et moins de pain que celui de 1830 ? Rien ne nous autorise à le penser; cependant à défaut de plus, il aurait pu modifier son mode d'approvisionnement. Un point semble acquis à coup sûr, la baisse d'importance des produits de première nécessité, le blé en l'occurrence. Les céréales cessent d'être le secteur pilote des séries de prix et ceci parce qu'elles ne sont plus des produits inextensibles. On avait d'ailleurs remarqué avec les mouvements saisonniers leur baisse de rigidité. Les séries de Lasserre⁵⁵ tirées des comptes de l'hôpital de Lausanne confirment nos hypothèses puisque l'indice général des prix accuse une hausse sensible au cours de cette période; les prix ne suivent plus toujours les céréales.

Au-delà de cette divergence des prix il nous semble percevoir un changement profond de toute l'économie valaisanne; certes, de telles modifications ne se font pas en quelques années seulement, la décennie 1850-1860 nous apparaît cependant comme un tournant dans l'histoire valaisanne.

Or, un fait capital se produit dans cette période. En 1860, le chemin de fer arrive à Sion, rompant définitivement l'isolement forcé du Valais. Son importance constatée jusqu'ici en termes généraux serait ainsi démontrée avec évidence. Sans doute, dira-t-on, le Valais n'a pas attendu les chemins de fer pour rompre son isolement. De tout temps les documents semblent attester que la région était ouverte aux quatre vents. Cette image du Valais pourrait être sujette à révision; certes, on commerçait avec les voisins, mais à quel prix ? Les difficultés dues aux péages, la multitude des droits de passage, les structures des transports ne favorisaient guère les échanges. Trois exemples sont significatifs à ce sujet.

En 1834, le gouvernement valaisan veut acheter des pommes de terre en grandes quantités. Trois points d'approvisionnement s'offrent : Monthey, Vevey ou Genève qui n'apparaît

après tout pas si lointaine. L'émissaire envoyé sur place constate qu'elles coûtent :

à Genève 2 batz la mesure, il ne croit pas qu'on en puisse faire arriver ici à moins de 3 ½ à 4 batz, c'est le prix qu'on les paie à Vevey.⁶⁰

Autrement dit les transports de pommes de terre de Genève à Sion s'élevaient à près de 100 % de leur prix !

De Saint-Maurice à Sion, il ne fallait pas compter moins de 20 à 25 % de leur prix en transport, l'équivalence suivante était acceptable :

A Saint-Maurice, 4 ½ batz ou rendus à Sion 5 ½ batz.⁶⁰

Lorsqu'on achète du maïs à Aoste, comme pour Genève, les prix doublent.⁶¹

On mesure mieux maintenant la révolution qu'a dû provoquer le chemin de fer, révolution qui a surtout touché les céréales. Du fait de l'extension des échanges, on voit peu à peu du blé étranger moins cher envahir le marché valaisan, ce qui stabilise les prix du blé du pays et nous explique pourquoi ils n'ont pas monté entre 1850 et 1870. Ce réajustement des prix n'est pas propre au Valais, on observe ce phénomène avec une clarté extraordinaire dans les courbes d'Imbert où, à partir du milieu du XIXe siècle, les prix des pays européens convergent pour aboutir vers 1900 à un niveau commun.

Les denrées étrangères qui ne sont plus pénalisées par des frais de transport exorbitants, viennent concurrencer la production indigène et provoquent une baisse des prix valaisans jusqu'alors très élevés. En 1873, l'Etat met en vente des pommes de terre d'Allemagne à 70 ct. la mesure alors que le **Bulletin officiel** annonce que sur le marché elles se vendent à 1 fr. 80 la mesure.⁶²

La loi de la concurrence règle rapidement le sort de l'économie. Les cultures les moins rentables subissent principalement le contre-coup de l'arrivée de produits étrangers. La culture des céréales fait surtout les frais de cette transformation, dans une certaine mesure elle cesse d'être rentable. La production qui n'est plus aiguillonnée par la montée des prix stagne, voire baisse. Fait significatif, nous voyons les blés du pays faire de longues éclipses sur les marchés sédunois.

Certes, il ne faut pas perdre de vue les réticences, les retards. Ce serait un non-sens d'imaginer brusquement un Valais participant tout entier à de vastes échanges. En fait, les domaines touchés sont étroitement circonscrits ; de vastes régions restent apparemment hors de portée.

Le chemin de fer approvisionne désormais les centres du Valais, les habituels marchés de céréales, en particulier Sion et Martigny. Il s'agit donc, ni plus ni moins, de la fermeture des principaux débouchés de tout le Valais. Dans la plupart des campagnes, les paysans cultivent encore pour leurs besoins, mais la possibilité de vente des surplus disparaît peu à peu. Il faut chercher ailleurs les ressources pour faire face aux dépenses si maigres soient-elles.

L'élevage devient le principal bénéficiaire de ce changement de structures. Si l'on en croit l'évolution des prix, la production animale aurait profité de la baisse des prix des céréales. Le grignotement des autres cultures par les prés semble pourtant plus ancien, mais il se heurtait à la réticence des communautés elles-mêmes qui voulaient à tout prix préserver leur autarcie. En 1834, un village de Conthey décide de ne pas accorder l'eau d'arrosage pour les champs, vignes, jardins et autres convertis en prés, puisque :

les champs diminueraient au point qu'on serait obligé de courir les marchés pour acheter les grains au prix de son argent pour sustenter sa famille.⁶³

Après 1850, il n'est plus possible de lutter contre une évolution commandée par l'adaptation au monde des échanges. Le préfet d'Entremont, en 1858, lie la transformation au problème du marché, et en filigrane le rôle déterminant des prix apparaît :

L'écoulement facile du produit des vaches laitières et la recherche du bétail par les marchands étrangers expliquent pourquoi nos propriétaires tendent à diminuer la contenance de leurs champs pour augmenter celle de leurs prés.⁶⁴

Cette modification dans l'économie valaisanne prend un relief singulier lorsqu'elle est rapprochée des autres changements déjà perçus. Pour presque toutes nos données, la décennie 1850-1860 marque un tournant : les prix des différentes denrées de base se rapprochent, l'écart diminue entre les céréales

« nobles » et « populaires » ; les variations saisonnières s'atténuent, apportant au niveau alimentaire une plus grande stabilité qui facilite l'adoption du poids fixe pour le pain, les crises aiguës disparaissent, les denrées animales entrent de plus en plus de plein droit dans la vie quotidienne. En somme, à partir de 1850, le Valais évolue vers notre situation, celle des populations privilégiées, où la satisfaction des besoins alimentaires devient une simple routine.

NOTES ET RÉFÉRENCES - BIBLIOGRAPHIE

1. **Bulletin officiel et Feuille d'avis**, 1810, p. 167. Dans le texte **Bulletin officiel**.
2. Imbert G. : **Des mouvements de longue durée Kondratieff**, La Pensée universitaire, Aix-en-Provence 1959.
Chevallaz G.-A. : **Aspects de l'agriculture vaudoise à la fin de l'Ancien Régime**, Lausanne 1949.
Pelet P.-L. : **La Feuille d'Avis. Miroir de l'économie vaudoise**, in **Deux cents ans de vie et d'histoire vaudoises**, Lausanne, Payot, 1962.
3. Labrousse C.-E. : **La crise de l'économie française à la fin de l'Ancien Régime et au début de la Révolution**, Paris, P.U.F., 1944, p. XV.
4. Archives de l'Etat du Valais (AEV), A.V.L. 23, p. 30.
5. AEV, Département de l'Intérieur (DI), 141, Sion, 20 août 1805.
6. Idem, 12 avril 1806.
7. Archives de la commune de Conthey, G. 1, 1804.
8. AEV, DI, 141, Sion, 14 décembre 1806.
9. Imbert G. : **op. cit.**, p. 51.
10. **Bulletin officiel et Feuille d'avis**, années mentionnées.
Reichenbach P. : **Les comptes personnels de P.-J. de Riedmatten, ancien bourgmestre de Sion, pour les années 1800-1804**, in *Vallesia*, 1958, XIII, pp. 239-240.
11. Pelet P.-L. : **op. cit.**, p. 196.
12. AEV, DI, 141, Sion, 1er mars 1818.
13. Idem, Sion, 16 mars 1818.
14. Idem, Sion, 16 février 1818.
15. **Mémorial administratif du Département du Simplon**, 1811, pp. 101-102.
16. **Ibid.**
17. AEV, DI, 141 bis, Sion, 29 octobre 1802.
18. AEV, DI, 141, Sion, 14 décembre 1816.
19. Pour des raisons techniques, nous n'avons pas pu reproduire les séries de prix relevées par Pelet P.-L. : **op. cit.** p. 213. Le parallélisme des prix s'observe jusqu'après le milieu du XIXe siècle.
20. **Gazette de Lausanne**, 1817, n° 35.
21. AEV, A.V.L., 23, p. 30.
22. **Bulletin officiel et Feuille d'Avis**, 1808, p. 171.
23. Chevallaz G.-A. : **op. cit.** pp. 140-143.
24. Imbert G. : **op. cit.**, Annexes, Graphique 1.
25. Baehrel R. : **Une croissance : la Basse-Provence rurale**, Paris, S.E.V. P.E.N., 1961, p. 57.
26. Reichenbach P. : **op. cit.**, p. 258.

27. Massy C. : **La chronique de C.M. de Grimentz pour les années 1790-1840**, in Vallesia, 1960, XV, p. 337.
28. AEV, DI, 141, Sion, 31 mai 1817.
29. Massy C. : *op. cit.*, pp. 336-337.
30. **Bulletin officiel et Feuille d'Avis**, 1817, p. 32.
Mémorial administratif du Département du Simplon, 1811, p. 91 ; 1812, p. 364.
31. Reichenbach P. : *op. cit.*, p. 255.
32. *Ibid.*
33. AEV, DI, 170, 9 mai 1817.
34. AEV, DI, 141, Sion, 15 février 1817.
35. *Ibid.*
36. Papilloud J.-H. : **Histoire démographique de Conthey (Valais) 1680-1830**, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, Mémoires de licence 20, Fribourg 1973, p. 131.
37. AEV, DI, 141, Sion, 19 juillet 1817.
38. Idem, Monthey, 3 février 1817.
39. Idem, Monthey, 17 avril 1817.
40. Massy C. : *op. cit.*, p. 337.
41. AEV, DI, 141, Monthey, 17 avril 1817.
42. AEV, A.V.L., 21, p. 206.
43. Archives de la commune de Conthey, G. 3, 16 mars 1817.
44. AEV, DI, 141, Sion, 31 mai 1817.
45. de Rivaz A.-J. : **Mémoire historique sur le Valais**, Tome II, 1813-1827, Lausanne, Payot, 1961, p. 220.
46. AEV, DI, 141, Sion, 31 mai 1817.
47. AEV, DI, 141, Monthey, 27 avril 1817.
48. de Rivaz A.-J. : *op. cit.*, p. 220.
49. **Bulletin officiel et Feuille d'Avis**, 1817, p. 341. En 1810, le même journal décrit abondamment l'expérience réalisée à Hambourg pour lutter contre le paupérisme ; il donne aussi la recette des soupes à la Rumford avec toutes les variantes possibles, cf. **Bulletin officiel et Feuille d'Avis**, 1810, p. 212. Cf. également Brunschwig H. : **Société et romantisme en Prusse au XVIII^e siècle**, Paris, Flammarion, 1973, p. 196.
50. AEV, DI, 141, Monthey, 1^{er} mars 1817.
51. Cf. à ce sujet, Arlettaz G. : **Les tendances libérales en Valais, 1825-1839**, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, Mémoire de licence 11, Fribourg 1971, p. 72 et sq.
52. Imbert G. : *op. cit.*, p. 150.
53. Braudel F. : **Civilisation matérielle et capitalisme**, T. I, Paris, A. Colin, Destins du monde, 1967, p. 134 et sq.
54. Schiner H. : **Description du département du Simplon ou de la ci-devant République du Valais**, Sion 1812.
55. AEV, DI, 236, Boucherie de Martigny, 7 juillet 1808.
56. Idem, 7 février 1808.
57. AEV, DI, 141, Monthey, 15 mai 1817.
58. Lasserre A. : **Eléments d'une histoire des prix de 1830 à 1914** in Revue historique vaudoise, 72^e année 1964, pp. 220-234.
59. AEV, DI, 141, Saint-Maurice, 16 octobre 1834.
60. Idem, Saint-Maurice, 16 novembre 1834.
61. Idem, Entremont, 20 septembre 1834.
62. **Bulletin officiel du canton du Valais**, 1873, p. 45.
63. Archives de la commune de Conthey, G. 4, 1835.
64. Joris G. : **Etudes politique et sociale de l'Entremont dans le deuxième tiers du XIX^e siècle**, Etudes et recherches d'histoire contemporaine, Mémoires de licence 21, Fribourg 1973, p. 47.

PIERRE-MICHEL REY

Migrations intérieures en Suisse

Le cas Valais-Genève (1900-1960)

La Constitution fédérale précise :

Tout citoyen d'un canton est citoyen suisse.

...

Tout citoyen suisse a le droit de s'établir sur un point quelconque du territoire suisse, moyennant la production d'un acte d'origine ou d'une autre pièce analogue.¹

Ces dispositions, introduites en 1848, ont d'abord eu une portée idéologique ; elles réalisaient le vieux rêve de la République Helvétique : la création d'une véritable patrie suisse, libérée de toutes les contraintes locales qui paralysaient l'Ancienne Confédération. Sur un plan plus concret, elles répondaient à une nécessité économique immédiate : fournir un réservoir de main-d'œuvre aux cantons industrialisés.

Cette révolution institutionnelle va contribuer au développement d'un phénomène démographique nouveau : les déplacements de populations entre les cantons. Le mouvement de migration intérieure en Suisse, relativement faible au XIX^e siècle, d'ailleurs lié à une émigration généralisée, prend, dès le début du XX^e siècle, une importance croissante. Preuve en est que, dès les années 1930, certains cantons se trouvent majorisés — dans leur population d'origine suisse, voire même sur le plan électoral — par ceux que les statistiques officielles regroupent sous l'étiquette ambiguë de « Confédérés ».

L'Histoire suisse n'a pas semblé — jusqu'à présent du moins — accorder une grande importance à cet aspect de l'évolution démographique ; le fédéralisme, ce remède-miracle, permet peut-être de résoudre automatiquement les difficultés surgies

ici ou là ! D'autres historiographies ont, au contraire, centré toute une interprétation de leur présent sur les migrations intérieures qui les concernaient.

Il suffira de rappeler ici le rôle joué par la « FRONTIÈRE » dans l'histoire américaine. La conquête de l'Ouest est, bien entendu, un débouché naturel pour les vagues massives d'immigrants qui déferlent sur les Etats-Unis dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Elle répond aussi à d'autres aspirations : le pionnier des années 1860 ou le paysan victime du krach de 1929 partent à la recherche d'une solution originale à leurs problèmes quotidiens, d'une nouvelle manière de vivre :

California is the Garden of Eden
And Paradise living by the sea.

Certains Suisses ont aussi cherché, chez eux, leur Terre Promise. Elle n'a, hélas ! que les teintes brumeuses et tristes des villes de Genève, Bâle ou Zurich.

Il n'y a pas, certes, de « frontière », en Suisse. Mais le déplacement, parfois massif, de gens de leur milieu d'origine à un autre a nécessairement entraîné des modifications profondes dans les structures établies.

• • •

Analyser les migrations intérieures en Suisse, c'est retrouver presque immédiatement les grands thèmes qui caractérisent l'histoire du monde industriel occidental. Un éventail fort divers de points d'analyse se présente.

Mobiles de départ : recherche de travail, ascension sociale, fuite d'une société étouffante... Examen des centres d'attraction de populations : la ville source d'emplois, urbanisation d'une région, transfert de secteurs économiques, crise du monde rural...

Problèmes sociologiques : accueil dans le nouveau milieu, processus d'intégration ou de rejet, nouvelle culture ... Dimension politique : modifications des systèmes en place, radicalisation des conflits ...

Ceci sans oublier, bien sûr, le choc en retour sur la région de départ : dépopulation, asphyxie économique, crise de la société ...

Ce rapide aperçu montre la complexité du sujet : variété des points d'analyse mais aussi diversité des méthodes historiques à utiliser. Il révèle surtout l'impact capital de la migration intérieure sur l'évolution d'une région. De là, également, la nécessité de son étude, pour une histoire ouverte sur les données immédiates de l'univers dans lequel elle doit vivre.

* * *

Il ne pouvait être question, dans un bref article, de faire une étude globale du phénomène ; une limitation spatiale et temporelle s'imposait. Nous avons résolu de travailler sur un cas-exemple : la migration entre le Valais et Genève. Il s'agit là d'un terrain favorable : deux régions ayant une certaine parenté géographique et ethnique, mais, en même temps, des structures économiques et sociales fortement diversifiées. La durée a, quant à elle, été fixée à la période 1900-1960. Celle-ci fournit une base d'étude valable : évolution rapide de la conjoncture économique (cf. dépression des années 20, crise économique mondiale, prospérité des années 50) et ce dans les deux cantons ; vie politique et sociale fortement marquée. L'arrêt en 1960 s'explique par la volonté de ne pas aborder une nouvelle orientation de la démographie suisse : l'arrivée massive des étrangers, nécessitée par le boom économique des dix dernières années ; cet élément bouleverse évidemment les structures en place.

Ce cas-exemple nous donne un nombre de paramètres suffisant pour une première esquisse du problème de la migration intérieure en Suisse, la base analytique restant cependant assez sommaire. L'état actuel de l'Histoire suisse du XXe siècle ne permet, de toute façon, que de formuler des hypothèses partielles et sélectives. Cet article n'est qu'un essai de réponse au problème posé, et non une explication globale — qui exigerait en particulier une analyse en profondeur des facteurs économiques purs, dans leurs dimensions structurelles et conjoncturelles.

GENÈVE, UN « RÉCEPTEUR » IDÉAL

Genève a toujours constitué un cas original de peuplement : à côté d'une conscience nationale genevoise développée, apparaît très tôt, et avec acuité, une volonté d'accueil, de « melting pot » avant la lettre. Cette attitude s'inscrit soit dans un contexte religieux (Calvin, réfugiés protestants), soit en accord avec des raisons économiques (cf. activités bancaires).

Pendant la période 1900-1960, cette force d'attraction de Genève tend à devenir de plus en plus incontrôlable, « sauvage ». Un flot de population « étrangère » déferle sur le canton.

Déjà en 1900, les habitants d'origine genevoise sont minoritaires, par rapport à l'ensemble de la population : ²

Genevois :	42 550	en %	32
Confédérés :	36 515		28
Etrangers :	52 644		40

Ils le sont sur le plan de la population d'origine suisse dès la décennie 1910-1920 : ³

Genevois :	54 903	en %	46
Confédérés :	64 376		54

Dans le domaine politique, les électeurs originaires d'autres cantons prennent l'avantage dès 1929 : ⁴

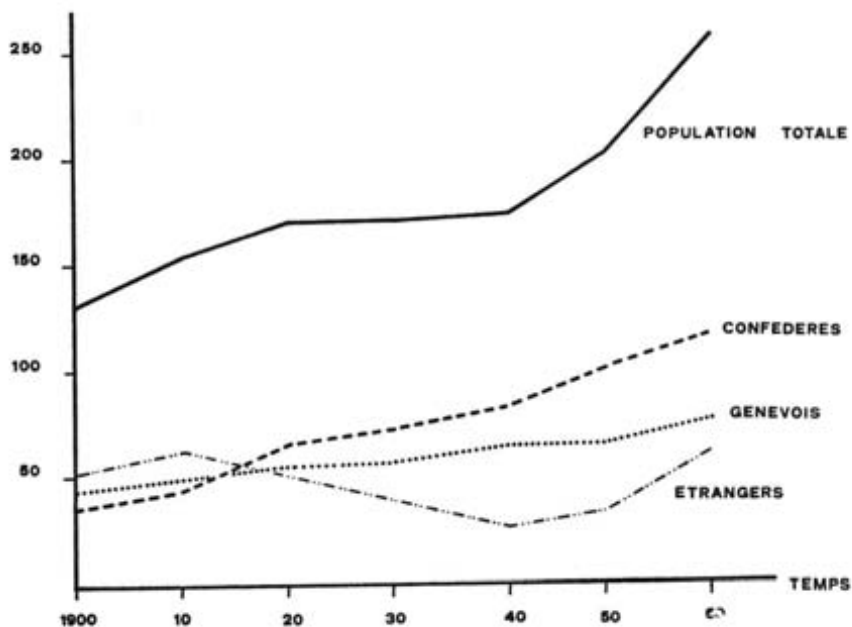
Total électeurs :	39 969
Genevois :	19 852
Confédérés :	20 117

D'où provient cette allure fortement hétérogène de la population du canton de Genève, caractéristique assez rare pour la Suisse ?

Il y a incontestablement des problèmes de natalité qui se posent — ceci en liaison avec la religion protestante et la vie dans la ville. Mais la raison fondamentale, c'est une croissance migratoire accélérée, qui prend, dès les années 1930, l'allure d'une lame de fond irrésistible.

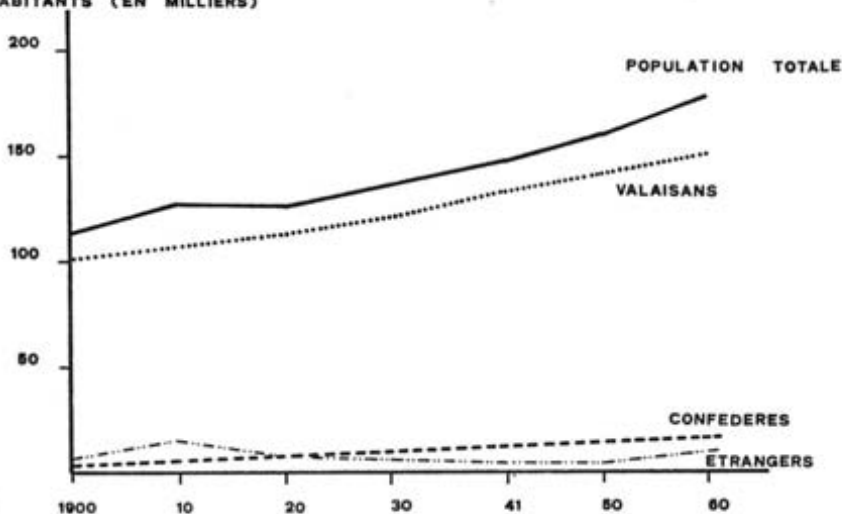
Graphique 11 : Genève : Population 1900-1960 (5)

HABITANTS (EN MILLIERS)

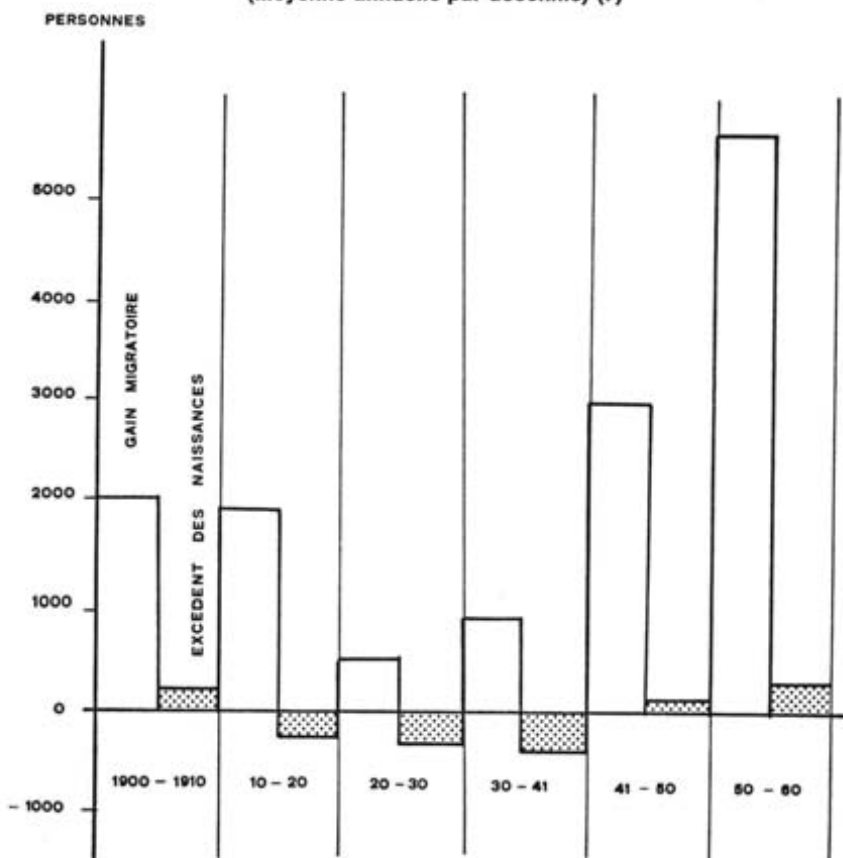


Graphique 12 : Valais. Population 1900-1960 (6)

HABITANTS (EN MILLIERS)



Graphique 13 : Genève. Augmentation de la population. 1900-1960.
(Moyenne annuelle par décennie) (7)



L'immigration étrangère reste — du moins jusqu'à la fin des années 50 — un facteur peu important de la croissance démographique. Il s'agit plus de changements d'origine que de modifications quantitatives (Français et Italiens partent en masse après la guerre de 14-18).

Le moteur de ce dynamisme, c'est l'afflux constant, et avec un rythme très régulier, des Confédérés à Genève : *

1960 :	36 415 Confédérés	% population	27
1930 :	72 874 »	»	42
1960 :	118 496 »	»	45

En soixante ans, leur nombre a triplé. A travers les variations de la conjoncture économique et politique, apparaît un phénomène irréversible. Ces arrivées tendent à se diversifier dans leur provenance et leur niveau social, les cantons romands gardant toujours une part prépondérante dans cette migration. Genève constitue donc, entre 1900 et 1960, un centre d'attraction et d'accueil privilégié. Nous nous contenterons ici d'esquisser quelques-unes des raisons de ce phénomène.

Élément de poids : l'urbanisation très poussée du canton. Genève dispose de tous les avantages procurés par l'attrait que le monde de la ville exerce sur une société rurale en déclin. En réponse d'ailleurs à l'afflux des migrants, il se produit un élargissement accéléré du périmètre urbain : Grande Genève, créée en 1930 par fusion de communes, premières cités satellites dans les années 50... A cela s'ajoute le fait que la situation du logement, entre 1920 et 1950, a été plutôt favorable.

Autre point important : une économie très diversifiée, à dominante de forte croissance du secteur tertiaire. Cette diversification assure au nouvel habitant un emploi proche de ses habitudes, mais surtout une possibilité d'ascension économique et sociale rapide. Une grande part des nouveaux emplois dans les catégories économiques supérieures est occupée par les migrants.

Genève joue le rôle d'un pôle de croissance économique, exploitant tout un arrière-pays suisse et français. Il y a un appel constant à une main-d'œuvre extérieure ; une partie des travailleurs est évidemment composée par des habitants de la zone. Mais le développement du canton sollicite également les autres régions suisses, et ce à une distance de plus en plus grande. Par là, Genève entre d'ailleurs en concurrence directe avec les autres centres économiques suisses, traditionnels ou en formation.

Des facteurs purement politiques entrent également en jeu. Par l'application normale des institutions suisses, le nouvel habitant reçoit presque immédiatement ses droits de citoyen genevois. Par suite de circonstances politiques liées à l'histoire de Genève, très rapidement sont apparus des partis à clientèle

fortement, voire exclusivement, confédérée; c'est le cas notamment, dans la première partie du siècle, du parti socialiste genevois et, dans une moindre mesure, des partis chrétien-social et communiste. Profitant de la situation — majorité des électeurs originaires d'autres cantons — ils ont tendu à mobiliser massivement et à engager dans la vie politique les migrants. Il se produit une véritable colonisation du canton, ressentie avec une particulière acuité dans les années 1930 :

Cette nouvelle population, sans attache avec le passé de la République, s'est ralliée en partie au parti socialiste. M. Léon Nicole (leader du parti socialiste genevois et homme politique le plus marquant entre 1925 et 1955) a été l'homme qui a compris le phénomène et qui a su en tirer parti. Il a mené, tambour battant, une population nouvelle qui n'avait pas de points de repère et qui a cru tout ce qu'on lui faisait croire, une population souvent inconsciente des liens de solidarité qui l'unissaient à la population stable.

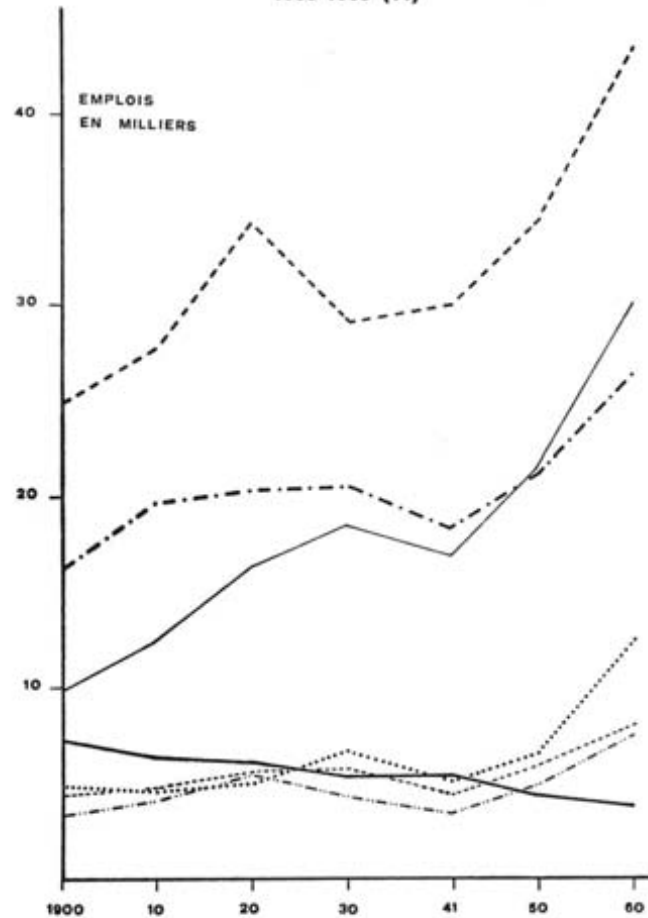
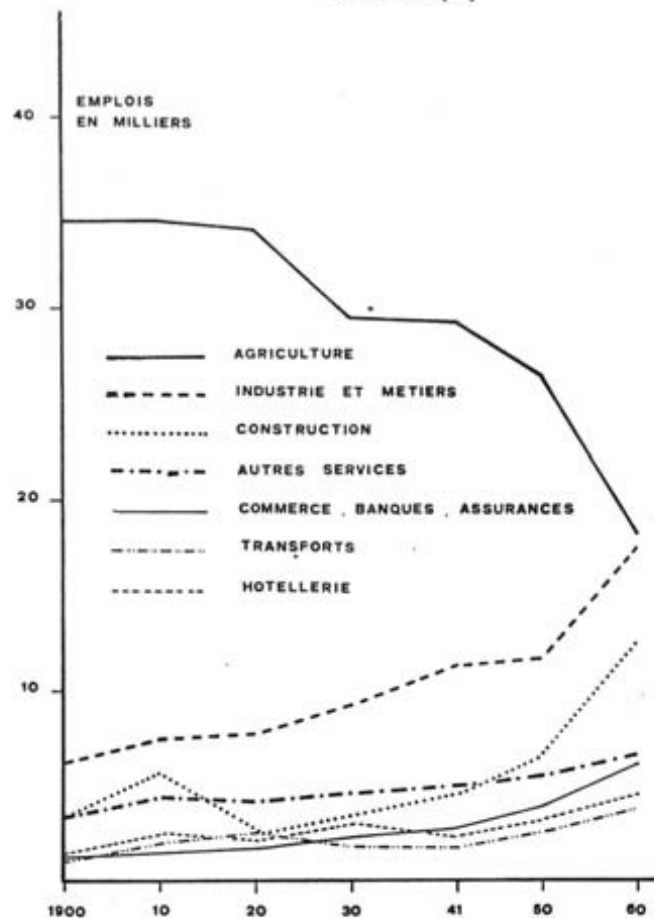
Si vous dites ici : Eh bien, Genevois, pourquoi êtes-vous si socialiste ? » Nous vous répondrons : Les Genevois, c'est l'opposition. Le Gouvernement de Genève (en 1933), c'est Nicole, Vaudois, Naine et Brillard, Neuchâtelois, Ehrler, Schwytzois. Par contre, les trois conseillers de la minorité sont Genevois. »

Ces partis essaient de faire une politique confédérée. Leur action remplace progressivement une Genève genevoise par une nouvelle Genève, résultat du mélange des mentalités de personnes provenant de tous les cantons suisses. Ce qui, bien évidemment, facilite l'absorption des migrants, qui rencontrent un milieu ouvert à toutes les influences.

Élément d'analyse intéressant : la facilité d'intégration que manifeste le canton de Genève. Au niveau de la géographie humaine, pas de zone réservée, ni de ghetto. Les barrières sont avant tout sociales. Le découpage entre quartiers « biens » et populaires repose sur le niveau de vie, les origines sont secondaires. Ce qui ne sera plus le cas dès les années 60, avec l'arrivée massive d'étrangers fortement différenciés.

Genève apparaît donc comme un « récepteur » idéal de migration, sauf peut-être pour les Genevois eux-mêmes. Mais les mouvements « xénophobes » — face aux Confédérés avant guerre, « Genève aux Genevois » de l'Union Nationale fasciste, puis face aux étrangers, « Genève aux Suisses » de Vigilance — s'avèrent impuissants à lutter efficacement contre l'entropie migratoire.

Graphique 14 : Valais. Emplois par secteurs économiques. 1900-1960 (10)



LE VALAIS, UN MONDE EN MUTATION

Le mouvement de la démographie valaisanne, entre 1900 et 1960, se caractérise par une puissante homogénéité : pourcentage massif d'habitants originaires du canton, proportion stable d'éléments « étrangers ». L'accroissement de la population est dû essentiellement à la lente montée des indigènes.

En fait, cette stabilité n'est qu'apparence. Elle cache mal les transformations qui secouent le pays au XX^e siècle. Dès le début de cette période, un double phénomène modifie en profondeur les structures établies : les déplacements massifs de populations à l'intérieur et vers l'extérieur.

Cette migration se manifeste d'abord à l'intérieur du Valais, comme en témoignent les recensements fédéraux :

Population de résidence.¹² Déplacements en Valais

Date	Personnes originaires de commune de domicile		Personnes originaires d'autres communes du canton	
	Nombres absolus	%	Nombres absolus	%
1900	81 795 habitants	80 %	21 030 habitants	20 %
1930	88 490 habitants	74 %	32 383 habitants	26 %
1960	93 205 habitants	62 %	57 245 habitants	38 %

Il s'agit donc d'un brassage très intense, la proportion passant de 1 à 4 à moins de 1 à 2.

Les raisons de ces déplacements internes sont à chercher avant tout dans l'évolution économique de la région. Le Valais connaît deux démarrages successifs de son économie : dans les années 1910 (premiers grands travaux de construction) et surtout le boom des années 1950. L'effondrement rapide de l'emploi dans l'agriculture force les gens à rechercher de nouveaux lieux et secteurs de travail. De là, une concentration accélérée des habitants dans la plaine du Rhône. L'urbanisation de la région reste toutefois très fragmentaire. Le développement économique, fait particulier et caractéristique, ne s'effectue pas en Valais autour d'un pôle de croissance, source d'emplois et moteur de concentration démographique. Si, dans

le canton de Vaud, le boom de la région lausannoise transforme en profondeur les structures de la population, Sion en revanche reste une capitale administrative, politique, et non économique.

Mais le phénomène migratoire se manifeste également en direction de l'extérieur — à distance plus ou moins grande. L'émigration constitue une des plus solides traditions valaisannes (voir à ce sujet le service mercenaire, les départs pour les colonies au XIX^e siècle...), tradition qui contraste d'ailleurs avec un univers mental très fermé. Il est donc naturel que ce mouvement se poursuive au XX^e siècle. Il pose cependant des problèmes nouveaux, fonction de la mutation rapide qui caractérise cette période.

Ces points d'accrochage peuvent se résumer dans quatre grandes options de recherche :

Les raisons profondes de départ : un réflexe traditionnel ou une nécessité individuelle...

Que recherche l'émigrant dans son nouveau milieu, les dispositions d'intégration...

L'influence du développement économique du canton de départ : ralentissement ou accélération...

Dernière zone d'analyse : les facteurs de psychologie sociale. L'impact des codes de valeurs de la société — restés relativement stables en face d'une évolution généralisée — sur les diverses couches de la population...

Voilà, sommairement esquissés, les problèmes essentiels auxquels nous essayerons de répondre à partir du cas restreint des migrations Valais-Genève.

LA MIGRATION VALAIS-GENÈVE : PERMANENCE ET CHOIX

Le mouvement de migration Valais-Genève se trouve présenté dans ses grandes lignes statistiques par les schémas ci-joints. Nous nous contenterons ici d'en dégager les traits caractéristiques.

Première constatation qui s'impose : la croissance rapide et régulière de cette migration ; ainsi pour la population d'origine valaisanne à Genève (chiffres absolus) : ¹³

1900 : 1634 habitants d'origine valaisanne

1930 : 4239

1960 : 9751

L'évolution de la part valaisanne sur l'ensemble de la population suisse est également significative (pour mille) : ¹⁴

1900 : 8

1930 : 32

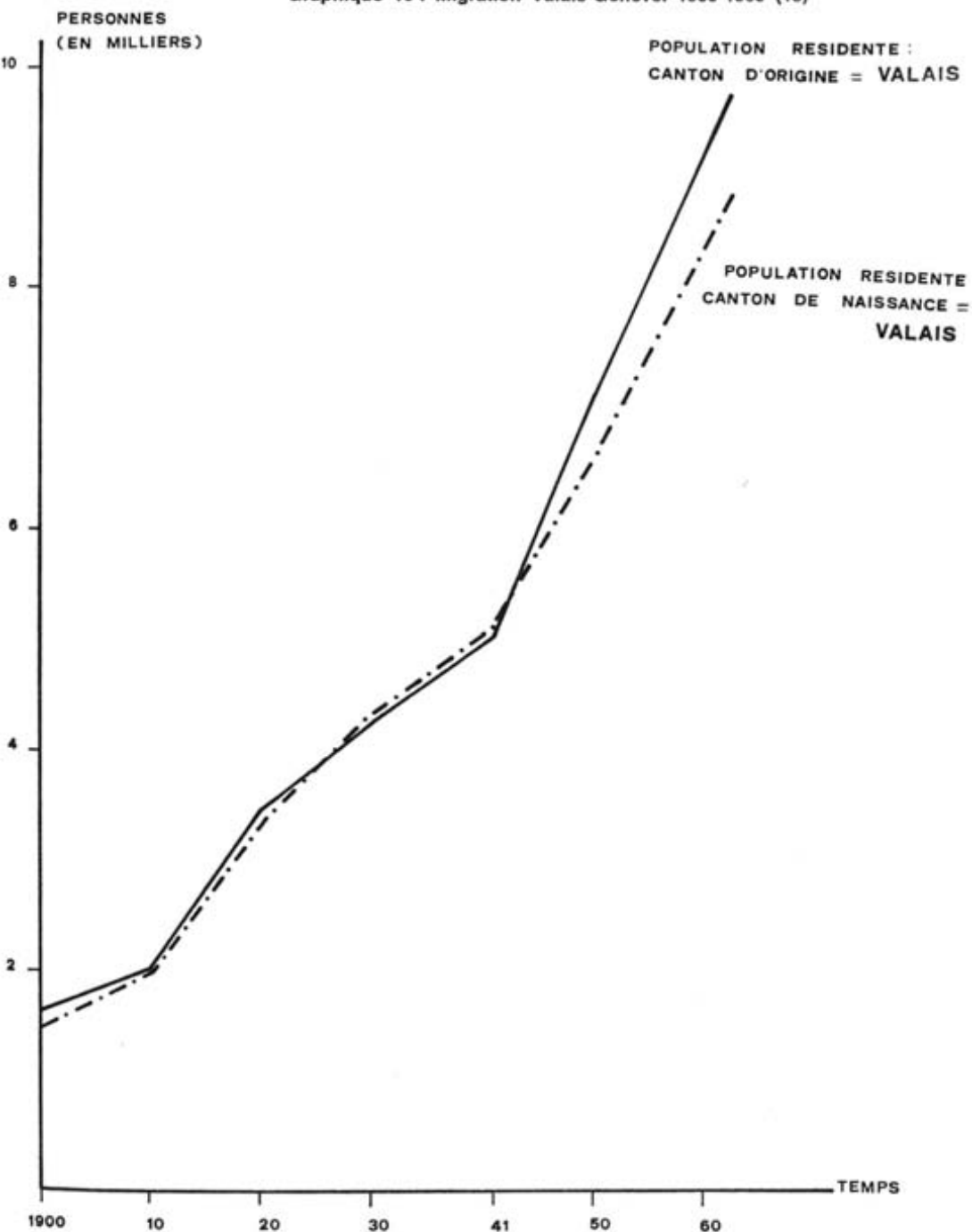
1960 : 50

Il apparaît donc une certaine insensibilité aux mouvements conjoncturels qui marquent l'histoire de la Suisse pendant la période 1900-1960. Le mouvement migratoire valaisan semble posséder son propre dynamisme et un mécanisme régulateur interne.

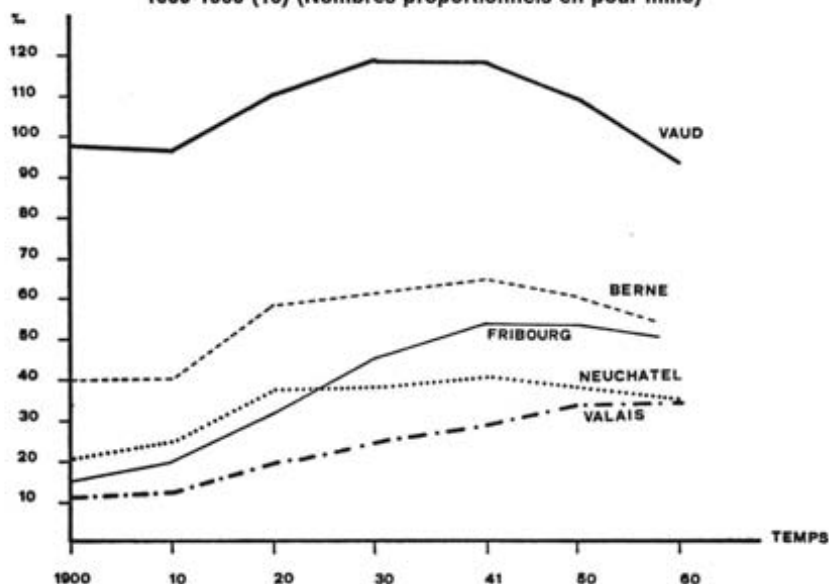
Cette autonomie relative ressort nettement par comparaison avec l'immigration en provenance des autres cantons romands, beaucoup plus sensible aux fluctuations conjoncturelles. Dès les années 1930, se manifeste un ralentissement puis une dépression, comme si Genève cessait d'être un centre d'attraction digne d'intérêt. La population étrangère prend la relève des Confédérés. Le Valais n'est touché que d'une manière fragmentaire par cette restriction.

Genève se voit ainsi contrainte de modifier l'arrière-pays démographique qu'elle exploite pour ses besoins de main-d'œuvre. Les raisons de ces modifications d'origine sont assez complexes. Les situations économiques diverses des cantons de départ jouent un rôle évident. Ainsi, la migration vaudoise se ralentit, car le canton possède un pôle de croissance concurrent, la région lausannoise. A contrario, l'absence d'un véritable centre de développement en Valais pourrait expliquer la permanence des départs. Les nécessités économiques restent toutefois des explications peu satisfaisantes, comme le révèle l'évolution de la migration provenant de Fribourg, marquée par un ralentissement progressif alors que ce canton ne dispose pas d'un véritable pôle de croissance économique.

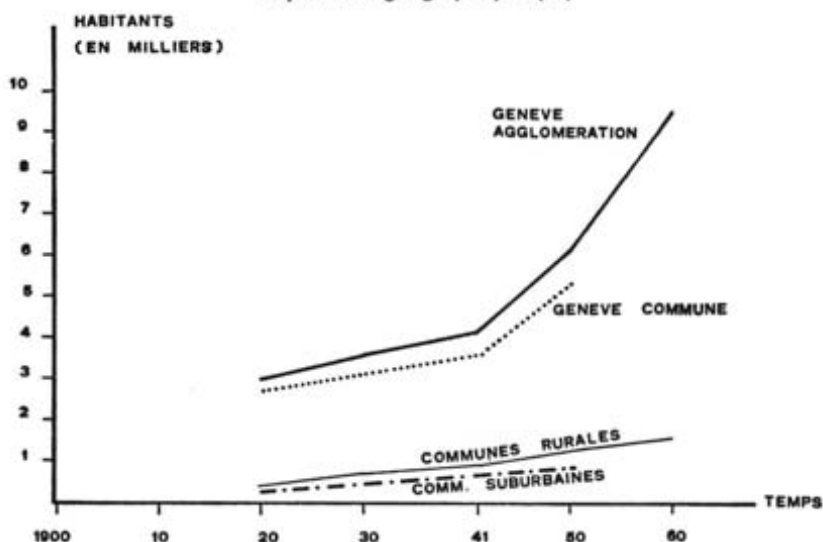
Graphique 16 : Migration Valais-Genève. 1900-1960 (15)



Graphique 17 : Genève. Population résidente d'après le canton de naissance. 1900-1960 (16) (Nombres proportionnels en pour mille)



Graphique 18 : Genève. Population originaire du canton du Valais. Répartition géographique (17)

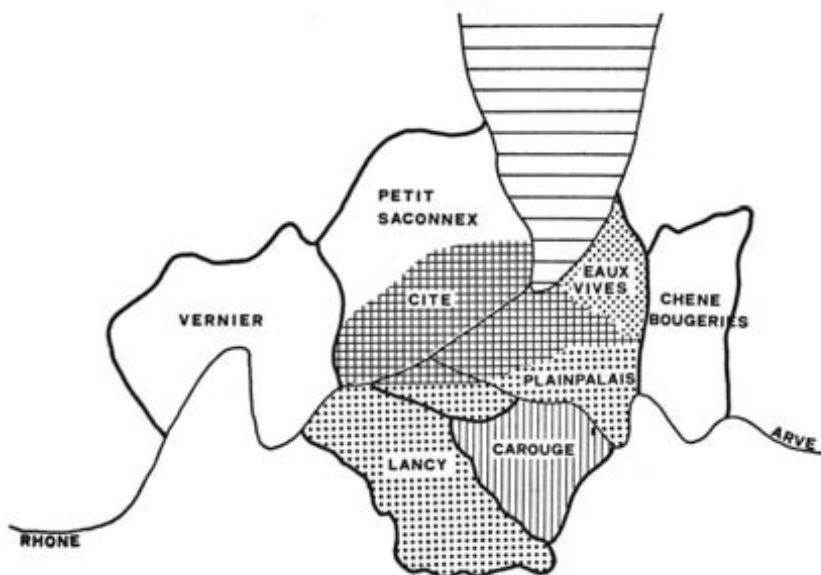


Autre caractéristique révélatrice des tendances profondes : la faible part de Valaisans nés à Genève, moins du quart du total.

Total origine Valais	1950 : 7229	1960 : 9751
Dont nés à Genève	: 1759 (24 %)	2448 (25 %)
Augmentation 1950-1960	: 2522	
Dont nés à Genève	: 689 (27 %)	
Migrants	: 1833 ¹⁸	

C'est là un indice évident de la rapidité et de l'importance de cette migration. Les forces venues de l'extérieur dominent constamment les débuts d'intégration locale. Il est cependant certain que la présence d'une minorité née dans le lieu d'accueil

Graphique 19 : Population d'origine valaisanne dans l'agglomération de Genève en 1932 (19)



	2,5%
	3
	4
	4,5

	Nombres absolus	en %
Cité	1605	4,5
Plainpalais	830	3,0
Eaux-Vives	381	2,5
Petit-Saconnex	395	2,2
Carouge	234	4,1
Chêne-Bougeries	53	2,0
Lancy	113	2,8
Vernier	55	2,2

ne peut que faciliter l'absorption sociologique des arrivants. Le rapport entre les sexes (majorité légère d'éléments féminins) révèle une structure de population équilibrée. Il s'agit ainsi d'un mouvement de transfert, qui atteint la société dans son ensemble.

Reste à mettre en évidence la distribution géographique des migrants dans le canton de Genève.

Ils manifestent d'abord un choix prioritaire : la volonté de s'installer en ville plutôt qu'à la campagne. Il y a là, bien évidemment, des questions de logement qui jouent. Mais l'évolution respective des parts ville-campagne est très significative. L'écart entre population d'origine valaisanne installée en zone rurale et celle établie en milieu urbain ne fait que croître. Ceux qui se sont installés à la campagne essaient de conserver un statut social et économique proche de celui qu'ils possédaient à leur point de départ : engagement dans l'agriculture, viticulture... Mais tout se passe comme si les migrants ruraux n'étaient plus renouvelés spontanément ; dès le milieu de la période, un appauvrissement rapide se manifeste.

L'écrasante majorité choisit la ville, qui fournit travail et logement bien sûr, mais aussi le changement et surtout une intégration rapide dans le nouveau milieu. Cette situation est fort révélatrice des intentions — conscientes ou non — qui animent les arrivants : rompre le plus possible avec les habitudes de vie qu'ils ont connues. La mentalité rurale se trouve irrésistiblement attirée par les mirages de l'habitat urbain.

Une analyse plus détaillée de la répartition géographique dans l'agglomération genevoise ne fait que confirmer cette tendance générale. Le Valaisan migrant s'établit de préférence dans les zones à forte densité humaine, délaissant en partie les communes périphériques.

De cette rapide analyse, ressortent avec force deux aspects qui composent la structure profonde de la migration Valais-Genève. D'une part, une certaine stabilité dans l'évolution, la permanence de caractères qui échappent en partie au simple jeu de la conjoncture. D'autre part, le choix prioritaire du milieu urbain, signe d'une volonté nette de rupture avec les habitudes antérieures de vie.

PROBLÉMATIQUE DE LA MIGRATION VALAIS-GENÈVE

L'explication la plus traditionnelle — et la plus simpliste — d'un phénomène migratoire, c'est de le relier étroitement aux structures économiques qui déterminent la vie quotidienne de chaque individu. La migration apparaît alors comme une réponse immédiate au sous-développement. Il nous a paru important d'examiner en premier l'influence de ce facteur. Dans le cas en question, une double analyse paraît nécessaire. D'abord au niveau du point de départ : la liaison entre l'évolution économique du Valais et le développement de la migration. Observation immédiate — à première vue surprenante — ces deux éléments se définissent et évoluent sur des longueurs d'onde fort différentes.

Aspect le plus révélateur : la situation dans la dernière partie de la période étudiée. Le Valais connaît dès les années 1950 un boom économique, sans qu'il y ait en parallèle une explosion démographique dans le canton. Cette évolution tend naturellement à ouvrir le marché de l'emploi. L'émigration réagit en sens inverse : elle s'accélère brutalement. Le progrès économique tend ainsi à multiplier la mobilité géographique de la population, ceci tant à l'intérieur que vers l'extérieur. Il amplifie également sa mobilité sociale, restée jusque-là très figée.

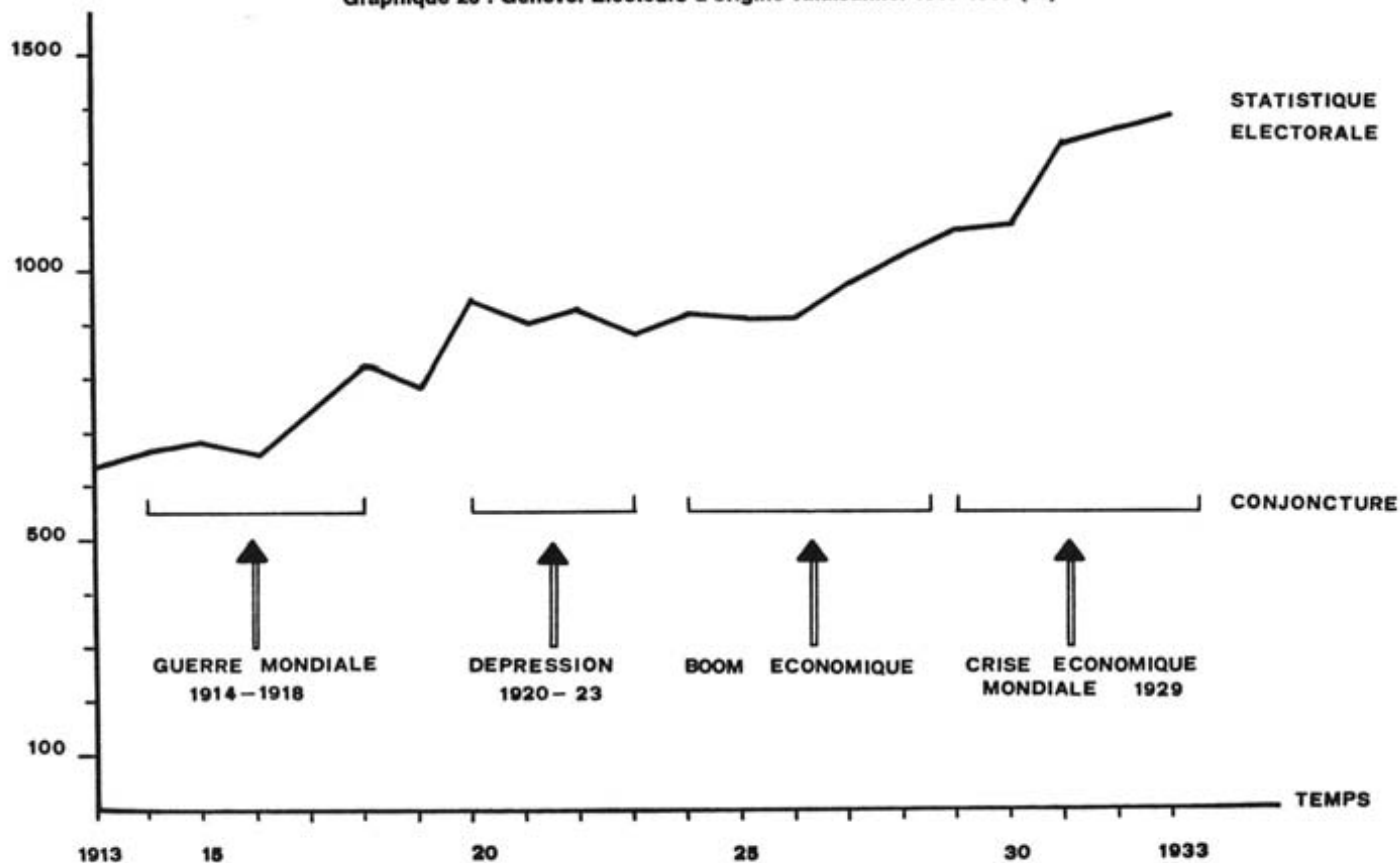
Cette évolution est révélatrice de l'origine sociale et du niveau économique des migrants. En se référant au caractère spécifique de l'économie genevoise (dominante secteurs secondaire et tertiaire), les Valaisans qui partent paraissent se rattacher plus nettement aux éléments développés de la structure sociale. Se met en place progressivement un mécanisme particulier de mouvement démographique et social :

Valais : paysannat	emplois dans secteurs secondaire/ tertiaire
--------------------	--

Migration : travailleurs secondaires/tertiaires	émigration
---	------------

En résumé, le développement économique du canton — ainsi d'ailleurs que la diversification et l'intensification de la formation scolaire — ne peut qu'accélérer le phénomène migratoire. Le Valaisan quitte son canton non seulement pour trouver du

Graphique 20 : Genève. Electeurs d'origine valaisanne. 1913-1933 (20)



travail — ce qui lui est de plus en plus offert sur place — mais aussi à la recherche d'autre chose, en réponse à une motivation plus profonde et plus essentielle pour lui. Il ne s'agit pas d'un simple déplacement de main-d'œuvre, comme par exemple l'immigration des étrangers dans les années 60, travailleurs à bon marché ; ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, que le Valais constitue toujours un arrière-pays économique, une zone de prospection pour les centres économiques de la Suisse.

L'impact des phénomènes économiques est à apprécier également par rapport au « récepteur » Genève. Dans quelle mesure la conjoncture purement locale influence-t-elle les migrants ? Genève possède une économie beaucoup plus sensible aux variations conjoncturelles que celle du Valais. Cependant, il ne semble pas que ces variations touchent en profondeur la migration.

Exemple caractéristique : les périodes de dépression. Pendant la crise des années 30, se manifeste un certain ralentissement de la progression, mais pas de reflux sur le point de départ. Ceci alors même que son acuité est beaucoup plus ressentie dans une région industrielle que dans une zone agricole. Cette appréciation de la situation est d'ailleurs déjà formulée par les gouvernants genevois de la période concernée (Genève représentant à leurs yeux un « paradis social ») :

Durant l'année 1932, notre situation économique, loin de connaître une amélioration, s'est sensiblement aggravée. Il faut attribuer cette aggravation à deux causes essentielles en ce qui concerne le canton de Genève :

1. l'extension de la crise à l'ensemble des professions ;
2. l'afflux considérable, anormal, de chômeurs confédérés à Genève.

...

Au sujet de l'afflux des Confédérés à Genève, il n'est pas sans intérêt de souligner qu'en 1932 plus de 6100 nouveaux arrivants se sont établis à Genève. Il va sans dire qu'une telle situation n'est pas faite pour améliorer le marché du travail à Genève ni pour maintenir le tarif des salaires actuellement payés.

Il est en effet à remarquer que... par exemple, au mois de mars 1932, sur 4016 chômeurs hommes, on compte :

- 967 Genevois, soit le 24 % ;
- 2463 Confédérés, soit le 61 %
- 586 étrangers, soit le 15 %.²¹

Ce qui révèle avant tout la stabilité, la profondeur de l'installation des migrants à Genève. Le retour dans le canton d'origine n'est plus une solution valable, même pour les difficultés purement matérielles. Il est d'ailleurs significatif de constater que, malgré une crise économique larvée, Genève n'a pas cessé d'être entre les deux guerres un puissant pôle d'attraction. Les migrants vivent aussi de leurs rêves !

Il est beaucoup moins aisé de mettre en évidence l'influence de facteurs purement politiques dans l'évolution de la migration. En fait, ni en Valais, ni à Genève, n'ont lieu des bouleversements radicaux des structures en place. La période 1900-1960 est une époque de stabilité institutionnelle relative. L'impact des grandes crises politiques mondiales — en particulier les deux guerres mondiales — paraît relativement faible. Le mouvement migratoire échappe aux réflexes de peur géographique — Genève plus menacée que le Valais alpin. Ce qui met à nouveau en évidence la solidité de l'installation dans le nouveau domicile.

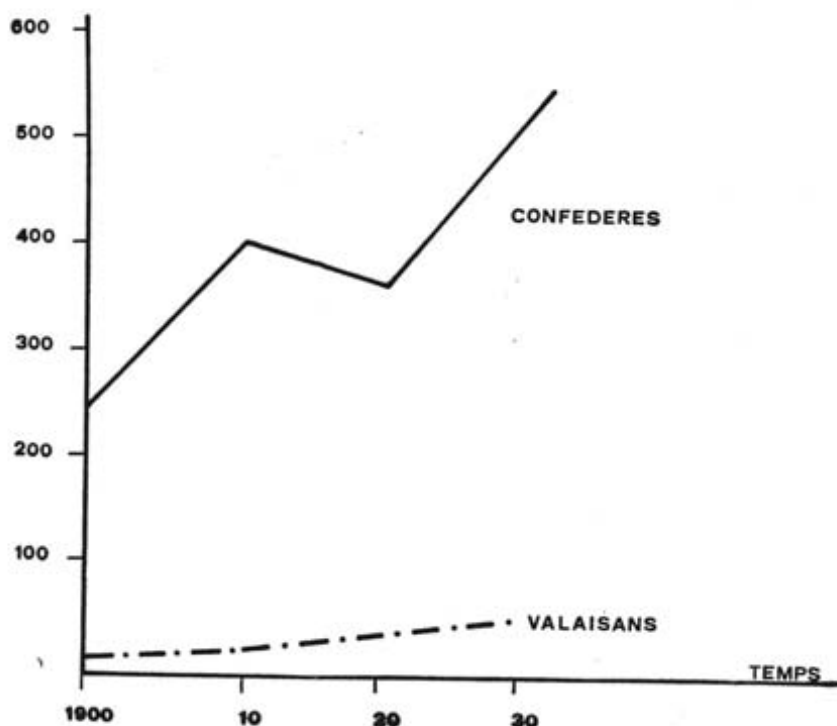
Dernier aspect de la problématique que nous voudrions aborder ici, l'intégration dans la vie genevoise.

Le nouvel habitant cherche à s'identifier non avec l'apparence mais avec la réalité du milieu choisi. C'est-à-dire qu'il essaie de s'intégrer non dans une Genève historique, mais dans la ville qu'il rencontre. Ainsi le Valaisan n'éprouve pas la nécessité de changer d'origine, ce qui serait la forme ultime d'identification avec le point d'arrivée. Les statistiques de naturalisation sont, à ce sujet, très révélatrices (la naturalisation étant à Genève une simple formalité administrative).

Il ressort nettement que le migrant ne cherche pas à devenir Genevois, au sens historique du terme, mais à appartenir à la Genève nouvelle, confédérée.

La migration est aussi un essai d'adhésion à un univers le plus opposé possible ou le plus différent de celui du point de départ. L'intégration est liée avant tout au phénomène urbain, la ville favorisant spontanément les contacts et l'adoption par

Graphique 21 : Genève. Naturalisations. 1900-1930 (22)



le nouveau milieu. Comme l'a montré l'analyse détaillée de l'installation à Genève, le choix de la ville contre la campagne est une constante de la période étudiée.

Dernier aspect de l'intégration des Valaisans dans le mode de vie genevois : la relative facilité et la profondeur de ce phénomène. La géographie urbaine montre une dilution dans la masse des habitants : pas de ghetto mais une diffusion dans les zones à forte densité humaine. Le nouvel arrivant se trouve de plain-pied dans une société où seules comptent les rivalités et les frontières sociales, le critère de l'origine s'estompant très rapidement.

UNE MIGRATION DE LIBÉRATION SOCIALE

De tous les différents points de recherche, se dégage la structure profonde de la migration Valais-Genève pendant la période 1900-1960. Cette structure peut se résumer en cinq options majeures.

Première caractéristique : l'accélération constante des départs, qui contraste avec l'évolution ressentie par les autres cantons (en particulier romands). Un phénomène de multiplication paraît se mettre en marche.

Egalement évidente, la faible liaison entre le développement de la migration et l'évolution économique soit du Valais, soit de Genève. Sans nier l'influence réciproque des structures économiques — ce phénomène est surtout sensible dans le premier tiers du XXe siècle —, force est de constater qu'elles n'ont pas un impact décisif et immédiat sur le mouvement migratoire. Il se manifeste même, dès les années 50, une sorte de clivage entre élément démographique et élément économique.

Le migrant manifeste également une volonté délibérée de changement de milieu vital. Il le marque avant tout par le choix permanent de la zone urbaine, avec une forte densité de population.

Enfin, derniers traits marquants étroitement liés, le Valaisan migrant manifeste une relative facilité d'intégration dans la société genevoise. Ce qui donne à son installation une solidité évidente : il s'agit d'un choix presque définitif, les circonstances matérielles rencontrées dans le nouveau milieu sont affrontées sur place, sans possibilité de retour au lieu d'origine.

La présentation de cette structure nous amène naturellement à poser le problème fondamental : quels sont les mobiles profonds, essentiels, de la migration Valais-Genève ?

La réponse ne se trouve qu'en partie dans les nécessités économiques : meilleure vie, ascension sociale... Il faut ici, comme pour toute analyse d'un phénomène de migration, élargir le champ de réflexion et faire appel à la psychologie sociale. L'individu se situe en effet dans une société par

rapport à un monde de valeurs, qui peut être plus ou moins adapté à la réalité.

Entre 1900 et 1960, le Valais vit dans une contradiction permanente ; il connaît d'une part un développement économique rapide, qui tend à le rapprocher de l'évolution de l'ensemble de la société industrielle moderne. Mais d'autre part, la société valaisanne reste figée — sauf quelques adaptations mineures imposées par nécessité économique — sur une vision du monde, un code de valeurs propres à son passé, à une société rurale très stable. Ce phénomène se manifeste tant sur le plan politique que sur le plan de la psychologie sociale. L'évolution économique se heurte à ce code de valeurs ; de là une distorsion croissante entre individus vivant les réalités matérielles et société présentant une image opposée ou indifférente à ces mêmes réalités.

La migration Valais-Genève se situe dans ce contexte. Sa véritable nature : une migration de libération sociale. Le départ apparaît comme une réponse — consciente ou non — au conflit vécu par l'individu entre le monde réel et le monde « idéal » conçu par la société. Partir, c'est voter avec ses pieds, c'est échapper à une société inadaptée, étouffante — ou dont on a pris conscience du caractère d'inadaptation profonde. Le choix de Genève est d'ailleurs symbolique de cette situation, Genève étant traditionnellement définie à la fois comme ville de liberté et nouvelle « Babylone ». Le développement économique du Valais donne le désir et surtout les moyens de partir, de rejoindre un nouveau présent.

Cet aspect fondamental d'une migration de libération sociale permet alors une explication nuancée des caractéristiques dégagées par l'analyse statistique.

L'accélération du développement économique — comme d'ailleurs la « démocratisation » de la formation — ne peut que multiplier le dynamisme de la migration, car elle favorise et amplifie la rupture entre individu et valeurs sociales sous-jacentes.

L'intégration à Genève est facile, car le migrant tend spontanément à rechercher et à adopter la vision du monde la plus différente de celle de l'origine.

Le départ des travailleurs des secteurs supérieurs de l'économie ressort également de ce phénomène. Une formation hétérogène rend une réintégration dans l'univers valaisan trop difficile — voire totalement impossible pour une partie des gens de formation supérieure ou universitaire.

Les phénomènes de déplacement de population revêtent donc une importance capitale dans un pays développé. La migration joue le rôle d'un véritable thermomètre : elle mesure le degré de « modernité » d'une région, sur le plan économique comme sur le plan social.

Elle permet aussi d'analyser, au niveau de la psychologie sociale, la cohérence structurelle d'une société, l'accord entre ses valeurs et les réalités du monde. La migration apparaît comme l'indice d'une crise, d'une rupture entre la conscience collective et le réel. A un moment où l'on parle tant de « qualité de la vie », une étude des migrations intérieures — sur un canton ou pour la Suisse entière — peut ainsi apporter d'intéressantes indications et, pourquoi pas, de nouvelles solutions aux problèmes créés par l'évolution historique.

BIBLIOGRAPHIE

1. Sources imprimées

Rapport sur la gestion du Conseil d'Etat du canton de Genève pendant l'année...

Genève 1900-1960

(en particulier : — population
— statistique électorale)

Recensement fédéral de la population

Bureau fédéral de statistique

Berne 1900, 1910, 1920, 1930, 1941, 1950, 1960

(en particulier : — canton de Genève
— canton du Valais)

Mouvements démographiques des quartiers et des communes du canton de Genève de 1961 à 1970

(Groupe interdépartemental pour l'étude de l'évolution démographique), 1971

2. Méthode

Annales de démographie historique

1970 : Migrations

Sirey

- ARIÈS Philippe **Histoire des populations françaises et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle**, Seuil, 1971.
- BEIJER G. **Rural migrants in urban setting**, Nijhoff, 1963.
- BLANCO Cicely **The determinants of regional factor mobility**, Rotterdam, 1962.
- BURGESS Ernest et BOGUE Donald **Contributions to urban sociology**, Chicago, 1964.
- Causes et conséquences de l'évolution démographique. Résumé des conclusions tirées des études relatives à l'interdépendance des mouvements de la population et des conditions économiques et sociales.** Nations Unies, New-York, 1956.
- HOOVER Edgar et VERNON Raymond **Anatomy of a metropolis. The changing distribution of people and jobs within the New-York metropolitan Region.** Cambridge (Mass.), 1959.
- PRESSAT Roland **Démographie sociale**, PUF, 1971.

3. Analyse démographique de la Suisse

- ATTESLANDER Peter **Eine soziologische Untersuchung über den Zuzug nach der Stadt Zürich : Probleme der sozialen Anpassung**, Zurich, 1956.
- BERNET Werner **La mobilité de la population agricole en Suisse ; ses causes économiques et sociales**, Bâle, 1966.
- BICKEL Wilhelm **Bevölkerungsgeschichte und Bevölkerungspolitik der Schweiz seit dem Ausgang des Mittelalters**, Zurich, 1947.
- BRUSCHWEILER Carl **Questions suisses : évolution de la population et modifications des structures par groupes d'origine dans les cantons de 1850 à 1941**, Berne, 1949.
- GIROD Roger **Couches sociales et secteurs économiques. Le cas de la Suisse 1860-1950**, Genève, 1956.
- GROB Albert **Typisierung und kartographische Darstellung der schweizerischen Bevölkerungsentwicklung 1850-1960**, Zurich, 1966.
- KAMER Armin **Assimilation in einer wachsenden Industriestadt dargestellt an Beispiel der Zuzüger in der zweisprachigen Gemeinde Biel**, Berne, 1963.
- LOBSIGER Georges **La population suisse dans son cadre naturel et politique**, Genève, 1968.
- SCHMID Bruno **Bevölkerungsstruktur und WirtschaftsWachstum. Die Wechselseitigen Kausalzusammenhänge, dargestellt an Beispiel der Schweiz**, Zurich, 1967.
- ZIHLMANN Hans **Die Wanderungsbewegung im Kanton Basel-Stadt seit den zweiten Weltkrieg**, Bâle, 1960.

4. Etudes sur Genève et le Valais

CORBOZ André	La formation urbaine de Genève, Genève, 1963.
GIROD Roger et RICQ Charles	Microsystèmes sociaux et abstentionnisme électoral à Genève, Genève, 1970.
HERSCH Liebmann	Quo Vadis Genava? Données et réflexions sur le problème de la population en Suisse et plus particulièrement à Genève. Genève, 1941.
LOBSIGER Georges	La population étrangère à Genève, Genève, 1961.
ROH Henri	Traits fondamentaux de l'évolution démographique du canton du Valais, Sion, 1965.
ROUILLER Jean-F.	Composition socio-professionnelle de la population de Genève, Genève, 1963.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Il s'agit des articles 43 et 45 de la Constitution fédérale.
2. Recensement fédéral de la population 1960.
Canton de Genève (Abréviation : R Ge)
Population résidente, d'après l'origine, depuis 1860.
3. Ibid.
4. Rapport sur la gestion du Conseil d'Etat du canton de Genève pendant l'année 1929, p. 296 (Abréviation : Rap CE).
5. R Ge 1960
Population résidente, d'après l'origine, depuis 1860.
6. Recensement fédéral de la population 1960.
Canton du Valais (Abréviation : R Vs).
Population résidente, d'après l'origine, depuis 1860.
7. R Ge 1960
Mouvement et bilan de la population, en moyenne annuelle, depuis 1870.
8. R Ge 1960
Population résidente, d'après l'origine, depuis 1860.
9. Picot Albert : Le problème politique genevois.
Sonderdruck aus der Neuen schweizer Rundschau, Zurich, 1934, p. 6.
10. R Vs 1960
Personnes exerçant une profession et membres non actifs de leur famille, d'après la classe économique, depuis 1888.
Pour ce schéma, il n'a été tenu compte que des personnes exerçant une profession (nombres absolus).
11. R Ge 1960
Personnes exerçant une profession et membres non actifs de leur famille, d'après la classe économique, depuis 1888, cf. note 10.
12. R Vs 1960
Population résidente, d'après l'origine, depuis 1860.
13. R Ge 1950
Suisse, d'après le canton d'origine, depuis 1880.
R Ge 1960
Population résidente, par canton d'origine, pays d'origine et selon le sexe.
14. Ibid.

15. **Ibid.**
R Ge 1941
Suisse domiciliés dans le canton de Genève.
16. R Ge 1960
Population résidente, d'après le canton de naissance, depuis 1888.
Le schéma est établi à partir du canton de naissance, ce qui laisse un pourcentage d'imprécision, dû au fait que certains migrants, nés hors du canton de Genève, peuvent être d'origine genevoise.
17. R Ge 1941
Suisse domiciliés dans le canton de Genève.
R Ge 1950
Suisse domiciliés dans le canton de Genève, d'après leur canton d'origine.
R Ge 1960
Population résidente, par canton d'origine, pays d'origine et selon le sexe.
18. **Ibid.**
19. Rap. CE 1932
Répartition de la population suisse d'après le canton d'origine. Le découpage de la population est fait selon les divisions administratives de 1932.
- | Zone | Population suisse | Population d'origine valaisanne | % |
|------------------|-------------------|---------------------------------|------|
| Cité | 36 896 | 1 605 | 4,35 |
| Plainpalais | 27 552 | 830 | 2,91 |
| Eaux-Vives | 15 160 | 381 | 2,51 |
| Petit-Saconnex | 17 614 | 395 | 2,24 |
| Ville Genève | 97 222 | 3 211 | 3,3 |
| Carouge | 5 795 | 234 | 4,03 |
| Chêne-Bougeries | 2 636 | 53 | 2,01 |
| Lancy | 4 012 | 113 | 2,81 |
| Vernier | 2 512 | 55 | 2,18 |
| Agglomération | 112 177 | 3 666 | 3,26 |
| Communes rurales | 24 308 | 692 | 2,84 |
| Total canton | 136 485 | 4 358 | 3,19 |
20. Rap. CE 1913 à 1933
Statistiques électorales
Le schéma est basé sur une partie limitée de la population : les électeurs valaisans inscrits à Genève. Il n'exprime donc pas totalement le mouvement d'ensemble de la migration Valais-Genève (cf. prédominance des éléments féminins, natalité plus forte que pour la partie genevoise de la population, qui tendraient à atténuer les variations.
Cette période de 20 ans est choisie comme exemple d'évolution ; elle ne constitue donc pas une analyse absolue du phénomène. Il serait nécessaire en particulier de savoir ce que représente exactement pour Genève les grandes phases de l'évolution générale de la Suisse au XX^e siècle.
Sur le plan économique spécialement, Genève vit la conjoncture d'une manière originale : crise économique latente entre les deux guerres mondiales, dépression des années trente ressentie beaucoup plus tôt comme en témoigne le Krach de la Banque de Genève en 1931...
21. Rap. CE 1932
Chômage, pp. 311-312.
22. Rap. CE 1900-1930
Il s'agit d'une période-test également.

GÉRARD JORIS

La vie politique de l'Entremont
à la fin du XIX^e siècle

Le dix-neuvième siècle est marqué par une très forte évolution politique, économique et sociale à laquelle n'échappe pas le Valais et par là le district d'Entremont qui va connaître, dès les années 1839-1840, une période de profondes transformations politiques. Fortement touchée par la poussée libérale des années post-napoléoniennes, la Suisse va aboutir, après plusieurs tentatives avortées, à la Constitution fédérale de 1848. Le Valais va suivre la même voie et les années 1839 d'abord et 1848 ensuite vont marquer successivement l'aboutissement d'un courant révolutionnaire auquel n'est pas resté étranger le district d'Entremont qui va prendre une part active dans les transformations politiques du Valais.

Système de vallées ceinturé de hautes montagnes, coupé du reste du monde, sans contact avec l'extérieur (la route du Grand-Saint-Bernard est alors en construction), il peut paraître étonnant que ce district puisse avoir une telle influence sur l'évolution politique du canton. Comment l'Entremont va-t-il réagir devant les fluctuations politiques de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle ?

Pour y répondre, nous allons essayer dans un premier temps de mesurer comment l'Entremont, confronté aux bouleversements politiques, va épouser les idées nouvelles et surtout comment il va réagir face à la poussée libérale qui aboutira sur le plan cantonal à la nouvelle Constitution de 1839. L'analyse des différentes élections et votations va nous permettre de définir de façon très précise ce que l'on pourrait appeler « le temps des troubles ».

Cette première période d'instabilité politique — L'Entremont cherche alors sa voie — se terminant en 1848 avec la nouvelle Constitution fédérale, il nous fallait dans un deuxième temps mesurer les retombées, l'influence de cette première période sur la vie politique de l'Entremont tiraillé encore entre les deux grandes tendances radicale et conservatrice qui divisent alors notre pays. Ce sont encore les votations et les élections cantonales et fédérales qui vont nous permettre de suivre l'évolution politique d'un district qui commence enfin à trouver une certaine stabilité. Cette période de calme relatif, nous la délimiterons dans le temps par les années 1848 (nouvelles constitutions fédérale et cantonale à caractère très nettement libéral) et 1874-1876 (modification de la Constitution fédérale et nouvelle Constitution cantonale).

Dans un troisième temps, et c'est là l'objet principal de notre étude, — nous avons analysé plus en détail les deux premières périodes dans notre livre **Etude politique et sociale de l'Entremont dans le deuxième tiers du XIXe siècle**¹ — nous allons essayer de mesurer par une analyse approfondie des principales votations et surtout des élections cantonales (députés) et fédérales (conseillers nationaux) les fluctuations politiques de ce district dans le troisième tiers du XIXe siècle, période de grande stabilité mais période aussi où commence à se manifester une certaine réaction de la minorité qui revient au pouvoir pour la première fois en 1877.

Par l'analyse des phénomènes électoraux, nous allons ainsi pouvoir cerner l'évolution politique du district à l'intérieur des trois grandes périodes libérale, radicale et conservatrice qui se dégagent de notre étude et porter enfin un jugement d'ensemble sur ce que fut l'Entremont politique dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

L'ENTREMONT FACE A LA MONTÉE LIBÉRALE

On ne peut parler d'évolution politique sans parler de partis politiques. Mais ce concept de parti peut-il se justifier au milieu du dix-neuvième siècle ? Jusqu'en 1848, il semble que l'on ait plus affaire à des clans qu'à de véritables partis poli-

tiques organisés et structurés. Et pourtant, les concepts de radicaux, libéraux et conservateurs prennent naissance à cette époque, mais ce ne sont encore que des esquisses mal définies. S'il est difficile de parler de partis politiques avant 1848, il est cependant aisé de définir certains courants d'idées qui s'affrontent avec virulence et même fanatisme durant les années 1840-1848. Ces courants ont trouvé un agent de développement dans les deux mouvements qui prennent naissance à cette époque : La Jeune Suisse, constituée en 1845 comme section de la Jeune Europe, et la Vieille Suisse, fondée juste avant la parution de son organe *La Gazette du Simplon*² par Jean-Joseph Jossen de Brigerbad.³ Ce sont ces deux mouvements qui donneront naissance, quelques années plus tard, au parti radical et au parti conservateur.

Dès les années 1830, un ferment révolutionnaire travaille parmi les classes évoluées et libérales. L'infiltration des idées nouvelles à travers les frontières, la présence en Suisse d'exilés révolutionnaires, dont l'un des plus célèbres sera Mazzini, créent une atmosphère de mécontentement en Suisse et dans les treize dizains. Des troubles éclatent un peu partout, mais surtout dans les districts de Martigny, Saint-Maurice et Entremont. Des mouvements progressistes, reflets de l'évolution des idées libérales des pays voisins, voient le jour. Réclamant la suppression des privilèges, la représentation proportionnelle et la liberté de parole, d'enseignement et de presse, ils réalisent leur objectif en 1839. La Vieille Suisse, dont le but essentiel était « de défendre la religion catholique, apostolique et romaine, l'ordre et la liberté »,⁴ ne tarde pas à réagir et l'acceptation de la constitution réactionnaire conservatrice du 14 septembre 1844 marque, en même temps que la dissolution des deux mouvements,⁵ un nouveau tournant dans l'évolution politique de l'Entremont, tournant qui aboutira à la **Constitution** radicale de 1848.

L'analyse des différentes votations, constitutions ou principales lois de ces quelques dix années nous permet de mieux connaître les tendances politiques de l'Entremont et de mieux mesurer son évolution.

Entre 1839 et 1848, le peuple fut appelé à maintes reprises à se prononcer sur des questions importantes. Bien avant 1839, le libéralisme fermentait dans certains milieux politiques du Bas-Valais. Il trouvera un premier aboutissement dans l'acceptation par le peuple de la nouvelle Constitution cantonale. Le district d'Entremont, qui avait participé activement à la montée de ce mouvement, acceptera dans sa très grande majorité le nouveau projet. En effet, 2149 citoyens approuvent la nouvelle Constitution du 3 août 1839 alors que 36 seulement la rejettent.⁶ Sur une participation de 85,7 % pour l'ensemble du district, 98,4 % se prononce en faveur de la nouvelle Constitution. Toutes les communes l'acceptent à une très large majorité : 93,8 % à Vollèges, 97,6 % à Bagnes, 98,8 % à Bourg-Saint-Pierre, 98,9 % à Liddes et à Orsières, et 100 % à Sembrancher. Le citoyen d'Entremont a ainsi souscrit à une très large majorité aux nouvelles idées répandues dans le Bas-Valais par la Jeune Suisse. Mais ce revirement brutal de ligne de conduite ne fera pas long feu. Certes, l'opposition à tout retour au conservatisme d'avant 1839 sera encore très forte jusqu'en 1848, mais le combat du Trient⁷ et l'abolition de la Jeune Suisse⁸ porteront un violent coup au développement des idées libérales. Ces événements politiques marqueront très nettement la votation de la Constitution réactionnaire de 1844 qui est acceptée par le 62,5 % des votants.

Au niveau des communes, le recul libéral est aussi évident. Ainsi, Orsières passe de 98,9 % en 1839 à 32 % en 1844, Bagnes de 97,6 % à 14,6 %, Vollèges de 93,8 % à 25 %, Liddes de 98,9 % à 16,1 %.

La Constitution de 1848 et le Décret de réunion des biens du clergé à l'Etat marqueront un nouveau tournant. Le taux de participation est très bas (37 %), mais une fois encore les communes de Bagnes, Orsières et Vollèges se montrent opposées à toute possibilité de retour des radicaux. Avec respectivement 58,7 %, 58,6 % et 0 % de oui, ces trois communes se prononcent avec une certaine force contre les nouvelles idées. Mais les radicaux sont majoritaires dans les autres communes, Bourg-Saint-Pierre l'acceptant par 100 % des votants, Liddes 99,1 % et Sembrancher également 100 %. Les

forts pourcentages obtenus lors de ces trois votations peuvent surprendre. Ils paraissent toutefois plus logiques si l'on tient compte de l'important pourcentage d'abstentionnisme provoqué par le fait que seuls les acceptants se déplacent aux urnes. Ce phénomène politique vaut pour toutes les votations d'avant 1848.

Tableau 12

Pourcentage de oui pour les trois Constitutions *

Communes	Constitution de 1839 (libérale)	Constitution de 1844 (conservatrice)	Constitution de 1848 (radicale)
Bagnes	97,6	85,4	58,7
Bourg-Saint-Pierre	98,8	100	100
Liddes	98,9	83,9	99,1
Orsières	98,9	68	58,6
Sembrancher	100	98,7	100
Vollèges	93,8	75	0
District	98,4	62,5	71,6
Taux de participation	85,7	43,4	37

L'évolution des tendances politiques entre 1839 et 1848 est donc assez nettement marquée. En 1839, on peut dire que le district d'Entremont est composé par 50 à 90 % de libéraux avancés et très avancés. Mais, dès 1844, cette progression libérale va être très fortement freinée et la défaite de la Jeune Suisse au Trient va favoriser le retour, bien timide il est vrai, des conservateurs. Au niveau des communes, cette progression est également marquée. Bagnes, Orsières et Vollèges enregistrent régulièrement une diminution des voix radicales tombant de 97,6 % en 1839 à 58,7 % en 1848 pour Bagnes, de 98,9 % à 58,6 % pour Orsières et de 93,8 % à 0 % pour Vollèges. Les autres communes, Bourg-Saint-Pierre, Sembrancher et Liddes restent très franchement radicales. L'Entremont des années 1839-1848 a donc été un des berceaux des idées libérales.

L'ENTREMONT FACE AU NOUVEAU RÉGIME

(1848-1870)

Dès 1848 cependant, la situation politique de l'Entremont va fondamentalement changer et le radicalisme ne disposera plus que d'une base électorale assez réduite.

La meilleure preuve en est donnée par la votation de la nouvelle Constitution. Après que le principe d'une révision constitutionnelle eût été adopté à une très forte majorité, l'adoption de la Constitution du 23 décembre 1852 consacre la défaite radicale.

Tableau 13

La Constitution de 1852¹⁰

Communes	Citoyens actifs	Votants	Taux de partic.	Acc.	Rej.	% de oui
Bagnes	1117	575	51,3	533	42	92,6
Bourg-Saint-Pierre	87	19	21,8	15	4	79,4
Liddes	406	113	27,8	111	2	98,2
Orsières	569	193	33,9	187	6	96,8
Sembrancher	186	43	23,1	38	5	88,3
Vollèges	210	53	25,2	53	0	100
District	2575	996	34,8	937	59	94

Toutes les communes acceptent la nouvelle Constitution. La plus faible majorité est enregistrée dans la commune de Bourg-Saint-Pierre qui l'accepte pourtant par 79,4 % de oui. Le district, dans son ensemble, l'accepte par 94 % de oui. La participation est une fois encore très faible (34,8 %). Contrairement à la votation de 1848, ce sont cette fois probablement les radicaux qui provoquent cette situation.

Au niveau du district, le conservatisme d'avant 1839 paraît ainsi rétabli. Les élections au Conseil National nous montrent cependant qu'il en va autrement au niveau des communes.

Tableau 14

Les élections au Conseil National ¹¹

Communes	1854		1857		1860	
	C	R	C	R	C	R
Bagnes	57,7 (1)	14,8	87,5	5,8	68,4	30
Bourg-St-Pierre	50	50	67,6	32,4	69,7	30,2
Liddes	87,4	12,6	100	—	70,2	29,7
Orsières	75,3	24,7	98,4	1,5	90,9	8,7
Sembrancher	75,8	24,1	78,8	21,2	73,3	26,7
Vollèges	— (2)	—	97,7	2,3	96,4	3,5
District	84,4	15,5	87,7	5,9	75	24

Communes	1863		1866		1869	
	C	R	C	R	C	R
Bagnes	76	24	74,3	20,1	64	36
Bourg-St-Pierre	43,1	56,8	10,3	89,6	16,7	83,3
Liddes	41	59	100	—	26,8	73,2
Orsières	84,7	15,3	63	37	43,2	56,6
Sembrancher	26,2	73,7	45,5	53,9	27,1	72,9
Vollèges	59,3	40,6	98,4	—	67,2	31,3
District	55,2	30,4	71,9	25,2	53,5	46,4

Les tableaux ci-dessus nous montrent qu'aux élections de 1854 et de 1857 le parti radical reste encore très faible. Aucune commune ne donne la majorité de voix aux candidats radicaux Barman et Pottier en 1854 et Barman et Pignat en 1857. Bourg-Saint-Pierre est la seule commune où le parti radical semble offrir une certaine opposition à la majorité conservatrice. Mais dès les élections de 1863, une nouvelle tendance naît dans certaines communes. En effet, Bourg-Saint-Pierre, Liddes et Sembrancher donnent la majorité de leurs suffrages, soit respectivement 56,8 %, 59 % et 73,7 %, aux candidats radicaux Cretton, avocat, et Louis Barman, colonel. Désormais, les élections au Conseil National vont toujours dégager une majorité radicale dans les communes de Bourg-Saint-Pierre et de Sem-

brancher. Cette majorité est toutefois très variable, oscillant entre 73,7 % pour Sembrancher en 1863 et 53,9 en 1866 et 89,6 en 1866 pour Bourg-Saint-Pierre et 56,8 en 1863.

Les communes de Bagnes, Orsières et Vollèges accordent régulièrement la majorité de leurs suffrages aux candidats conservateurs sauf Orsières qui, en 1869, donne le 56,6 % des voix au parti minoritaire. La commune de Liddes se caractérise par une très grande instabilité. Aux élections de 1866, tous les citoyens de cette commune qui se sont exprimés ont accordé leurs suffrages aux deux candidats conservateurs Ribordy et Chapelet alors que les candidats radicaux sont les mêmes qu'en 1863. Ces deux candidats, Cretton et Barman, avaient reçu lors de ces élections 59 % des voix. En 1869, 73,2 % des voix vont à ces mêmes personnalités et, en 1872, Maurice Delavallaz et Louis Barman encore reçoivent le 33,2 % des voix.

Désormais, aussi bien dans le district que dans le canton

le régime radical proprement dit est terminé. Ce qui survit n'est plus qu'un gouvernement d'opportunistes, résolu à toutes les compromissions pour garder le pouvoir.¹²

Cette première période étudiée (1839-1870) peut ainsi se découper en trois tranches marquées chacune par une évolution politique différente mais toujours dans le sens d'un retour au conservatisme d'avant 1839. De très nettement libéral qu'il était en 1840, le district deviendra libéral-moderé entre 1844 et 1848, libéral-conservateur durant les années charnières de 1848 à 1857 et enfin très nettement conservateur dès 1857.

Au niveau des communes, nous avons déjà relevé la force de l'opposition radicale dans les communes de Bourg-Saint-Pierre, Liddes et Sembrancher avant 1848. Que se passe-t-il après l'adoption de la nouvelle Constitution fédérale ? Les faibles résultats obtenus par ce parti aux élections de 1854 et 1857 sont certainement dus aux nombreuses difficultés que rencontrent ses représentants au gouvernement cantonal. Mais après que les élections de 1857 eussent consacré la défaite des radicaux éliminés définitivement du pouvoir, l'opposition se renforce dans les communes de tradition libérale, telles Bourg-Saint-Pierre, Liddes et Sembrancher.

L'ENTREMONT DE LA FIN DU SIÈCLE ET LES ÉLECTIONS CANTONALES

Les diverses votations cantonales et fédérales vont nous permettre de définir la ligne politique du district d'Entremont dans les années qui terminent le dix-neuvième siècle, ligne que nous comparerons ensuite à celles que nous donnera successivement l'étude des élections fédérales (Conseil National) et cantonales (Députés au Grand Conseil).

La votation du 19 avril 1874 concernant la nouvelle Constitution fédérale va démontrer une fois de plus la poussée du parti conservateur dans les dernières années du dix-neuvième siècle. Celle-ci met bien en lumière la force politique des deux partis dans l'ensemble du district.

A la forte majorité de trois contre un, les citoyens du district d'Entremont vont refuser le projet centralisateur ardemment défendu par les radicaux.

Tableau 15

La Constitution fédérale de 1874 ¹³

Communes	Citoyens actifs	Votants	Taux de partic.	Oui	Non	% de oui
Bagnes	1305	995	76,2	201	785	20,2
Bourg-St-Pierre	100	86	86	45	40	52,3
Liddes	398	262	65,8	69	193	26,3
Orsières	685	507	74	122	385	24
Sembrancher	200	153	76,5	88	64	57,5
Vollèges	220	198	90	29	169	14,6
District	2908	2201	75,6	554	1636	25,1

Le 74,9 % des citoyens du district d'Entremont se prononce contre la nouvelle Constitution fédérale qui sera acceptée au niveau fédéral. Au niveau des communes, les mêmes constatations que lors des votations et élections de la période précédente s'imposent puisque, une fois encore, seules les communes de Bourg-Saint-Pierre et Sembrancher avec 52,3 % et 57,5 %

de oui se prononcent en faveur de la nouvelle Constitution fédérale. Les autres communes, Bagnes, Orsières, Liddes et Vollèges donnent une large majorité d'opposants avec une marge variant entre 79,8 % pour Bagnes, 76 % pour Orsières, 73,7 % pour Liddes et 85,4 % pour Vollèges.

La Constitution cantonale de 1876, modifiant celle du 23 décembre 1852, va connaître un tout autre sort.

Tableau 16

La Constitution cantonale de 1876 ¹⁴

Communes	Citoyens actifs	Votants	Taux de partic.	Oui	Non	%denon
Bagnes	1305	785	60,1	190	590	75,1
Bourg-St-Pierre	102	66	64,7	8	58	87,8
Liddes	418	70	16,7	35	35	50
Orsières	649	169	26	46	117	69,2
Sembrancher	200	83	41,5	13	70	84,3
Vollèges	277	101	36,4	19	82	81,1
District	2951	1274	43,1	311	952	74,7

Alors que les citoyens valaisans acceptent le projet à la faible majorité de 55,2 % des voix, le district d'Entremont abonde dans le sens des districts de Martigny, Conthey, Saint-Maurice, Rarogne et Conches en la refusant à la majorité de 74,7 % des votants. Comparé à la votation de 1852, ce revirement de situation est total. Après la vague d'anticléricalisme et de déchaînement des passions partisans provoquées par la liquidation du Sonderbund, la Constitution de 1852 avait fait figure de restauration. Par son retour aux libertés communales et aux traditions religieuses, celle de 1876 n'est que l'aboutissement de cette évolution. Et pourtant, alors que toutes les communes avaient accepté à une forte majorité la première, aucune ne se prononce en faveur de la deuxième. Bagnes la refuse par 75,1 % des votants, Bourg-Saint-Pierre par 87,8 %, Orsières par 69,2 %, Vollèges par 81,1 % et Sembrancher par 84,3 % alors que Liddes donne un résultat équilibré, 50 % exactement des citoyens refuse la nouvelle Constitution.

Il ne faut certainement pas voir ce refus uniquement en regard du rétablissement des traditions religieuses que la nouvelle Constitution avait instauré. Mais il est évident que ce sont les radicaux qui ont fait pencher la balance. Le fait que l'on trouve dans ce refus une partie des districts bas-valaisans, reconnus comme profondément attachés aux idées libérales, nous permet de le supposer.

La proposition de modifier l'article 27 de la Constitution fédérale tendant à accorder à la Confédération la haute surveillance des écoles allait donner lieu à une lutte âpre entre fédéralistes et centralisateurs sur le plan fédéral et cantonal. Les radicaux étaient partisans de la révision¹⁵ alors que les conservateurs la combattaient de toute leur force. Indépendamment de son caractère centralisateur accentué, le nouvel article constitutionnel 27 ne visait qu'à la main-mise des pouvoirs fédéraux sur l'enseignement, ce que les catholiques ne pouvaient accepter. Le résultat de la votation du 26 novembre 1882 est clair et montre bien la force de l'opposition conservatrice-catholique dans le district d'Entremont.

Tableau 17

Votation sur l'article 27 de la Constitution fédérale

Communes	Citoyens Actifs	Votants	Taux de partic.	Oui	Non	%denon
Bagnes	1293	1044	80,7	233	809	77,4
Bourg-St-Pierre	94	71	75,5	9	62	87,3
Liddes	408	290	71	64	223	76,8
Orsières	664	418	62,9	89	325	77,7
Sembrancher	162	135	83,3	63	69	51,1
Vollèges	285	196	68,7	3	193	96,9
District	2906	2154	74,1	461	1681	78

Le tableau ci-dessus nous montre en effet que Bagnes refuse ce nouvel article constitutionnel par 77,4 % des votants, Bourg-Saint-Pierre par 87,3 %, Liddes 76,8 %, Orsières 77,7 %, Sembrancher 51,1 % et Vollèges 96,9 %. Le district le rejette

à la très forte majorité de 3,6 contre 1 (78 %). Sembrancher est la seule commune qui donne un résultat équilibré.

Sur le plan fédéral, la majorité radicale des Chambres adopta le projet,¹⁶ mais, quelques jours plus tard, le peuple suisse le rejetait à une écrasante majorité. Le district d'Entremont, pas plus que la Suisse, n'était mûr pour la centralisation à outrance.

L'ENTREMONT DE LA FIN DU SIÈCLE ET LES ÉLECTIONS NATIONALES

Les élections des conseillers nationaux permettent peut-être encore mieux de définir la force et l'importance des deux partis dans le district d'Entremont.

Tableau 18

Les élections au Conseil national¹⁷

Communes	1872		1878		1881	
	C	R	C	R	C	R
Bagnes	73,8	24,9	74	26	64	36
Bourg-St-Pierre	40,3	57,2	73,2	26,7	52,9	47,1
Liddes	66,3	33,2	98,4	1,5	59,7	39,8
Orsières	63,6	36,4	66,1	32,9	65,6	33,7
Sembrancher	22	77,3	36,4	63,5	36,6	63,3
Vollèges	71,3	28,4	88,7	11,2	81	18,9
District	65,5	33,8	73	26,9	62,9	37

Communes	1884		1887		1890	
	C	R	C	R	C	R
Bagnes	78	21,2	64	36	65	35
Bourg-St-Pierre	34,3	65,6	43,4	56,6	39,7	57,9
Liddes	54,5	45,1	40,5	59,4	36,2	62,6
Orsières	71,3	28,2	44,2	55,8	46,7	52,1
Sembrancher	28,8	69,2	20,4	79,3	28,3	71,6
Vollèges	90,9	7,2	57,7	42,2	63,7	36,2
District	69	30,3	52,5	47,5	53,8	45,8

En 1872, les deux candidats radicaux, le colonel Louis Barman et le député Maurice Delavallaz obtiennent sur l'ensemble du district le 33,8 % des voix. Seules les deux communes de Bourg-Saint-Pierre et de Sembrancher leur accordent la majorité avec respectivement 57,2 et 77,3 % des voix.

En 1878, le parti conservateur remporte une écrasante victoire. Les deux candidats de ce parti, Fidèle Joris d'Orsières, et de Werra, de Martigny, obtiennent le 73 % des suffrages alors que les deux candidats radicaux, Louis Barman et Al. Dénériaz, ne rassemblent que le 26,9 % des suffrages. La victoire des conservateurs sera plus nette encore au niveau des communes. 74,4 % des citoyens de la commune de Bagnes votent pour ce parti. Liddes et Vollèges pour leur part accordent une confiance quasi totale à Joris et de Werra avec 98,4 % et 88,7 % des voix. La majorité sera moins nette dans la commune d'Orsières (66,1 %). La situation des deux autres communes, de tradition libérale, est ici intéressante. Sembrancher n'a pas failli à la coutume et s'est prononcé à 63,5 % pour les deux candidats radicaux Barman et Dénériaz. Bourg-Saint-Pierre par contre renverse complètement la majorité en accordant 73,2 % des voix aux deux candidats conservateurs. Ceci peut s'expliquer par le fait qu'un candidat du district d'Entremont, Fidèle Joris, se trouve sur la liste conservatrice aux côtés de de Werra. Cette tendance d'un renforcement conservateur ne s'effritera pas durant les trois années qui séparent les nouvelles élections de 1881 où se présentent les mêmes candidats qu'en 1878 sauf chez les radicaux où Dénériaz est remplacé par une personnalité plus modérée, l'avocat Joseph Couchepin, de Martigny. Stabilité au niveau des candidats, stabilité au niveau des voix accordées à chaque parti, 62,9 % pour le parti conservateur (contre 73 % en 1878) et 37 % pour le parti radical (contre 26,9 % en 1878). Les mêmes constatations s'imposent au niveau des communes. Cette stabilité se manifesterait encore lors des élections de 1884 à la différence que la commune de Bourg-Saint-Pierre retrouve « le droit chemin » (47,1 % des voix vont aux deux candidats radicaux Barman et Zumoffen). Sembrancher reste quant à lui l'inaltérable porte-drapeau du radicalisme dans l'Entremont.

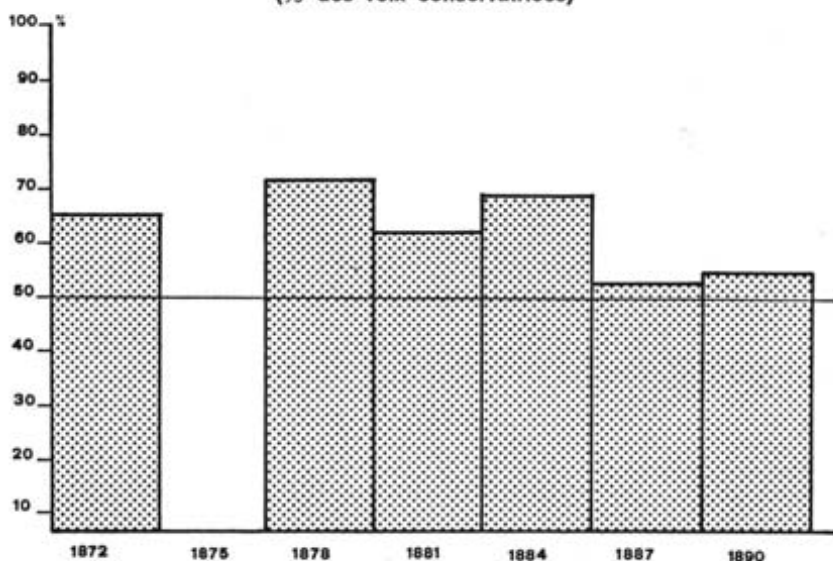
Cette longue éclipse radicale va pourtant connaître une fin avec les élections nationales de 1887 où la tradition se trouve quelque peu bouleversée puisque le district d'Entremont n'accorde cette fois que de justesse sa confiance aux deux candidats conservateurs de Werra et Tissières. Ils obtiennent 52,6 % des voix alors que les deux représentants du parti radical en rassemblent le 47,5 %. C'est là le meilleur résultat jamais atteint par ce parti lors d'élections nationales.

Mais c'est au niveau des communes que l'évolution est la plus marquée. Bagnes, qui en 1884 avait voté à 21,2 % radical, accorde cette fois le 36,1 % des voix à ce parti. Bourg-Saint-Pierre vote toujours radical (56,8 % des votants), comme Sembrancher d'ailleurs qui accorde un large soutien à son candidat Emile Gaillard. Dans deux communes, la majorité a basculé en faveur des radicaux : ce sont les communes de Liddes (45,1 % en 1884 contre 59,4 % en 1887) et d'Orsières (28,2 % en 1884 contre 55,8 % en 1887). Dans les deux autres communes, Bagnes et Vollèges, la majorité conservatrice a perdu passablement de suffrages au profit des radicaux qui sont les grands vainqueurs de ces élections nationales. La similitude est ici frappante avec les élections de 1878 et cet important changement peut aisément s'expliquer par la présence sur la liste radicale d'un représentant du district d'Entremont, Emile Gaillard de Sembrancher. Dans le désir d'assurer son élection, nombre de citoyens n'ont ainsi pas hésité à voter la liste radicale. Ils réussirent d'ailleurs dans leur entreprise puisque les deux candidats radicaux, qui n'obtiennent pas la majorité dans le district, seront tout de même élus au niveau de l'arrondissement.

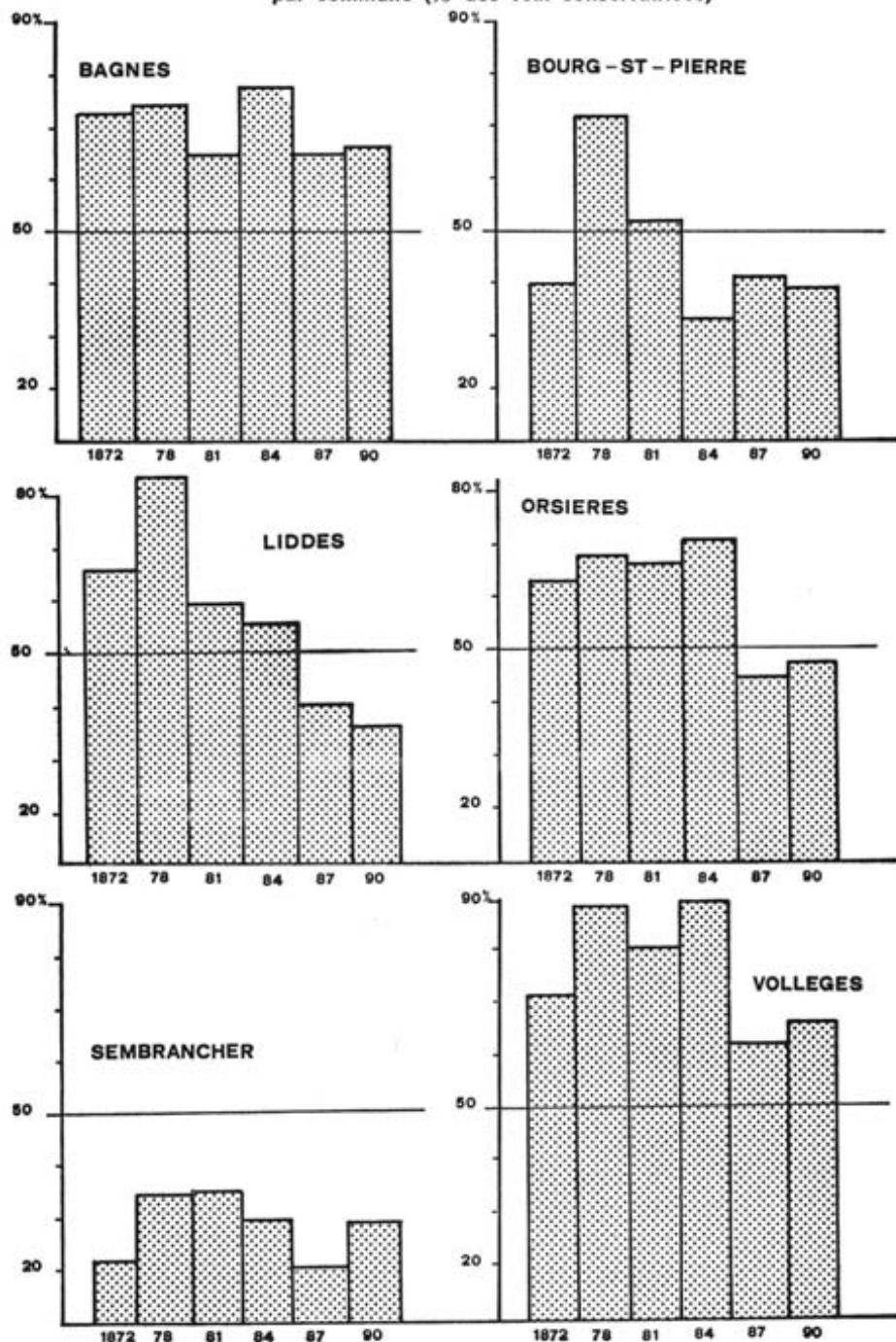
Les élections nationales de 1890 reflètent bien celles de 1887. Les mêmes communes accordent leur confiance aux candidats radicaux Emile Gaillard et F. Contat : ce sont les communes d'Orsières (52,1 %), Sembrancher (71,6 %), Liddes (62,6 %) et Bourg-Saint-Pierre (57,9 %). Les deux autres communes, Bagnes et Vollèges, restent fidèles à leur ligne de conduite et votent pour les deux candidats conservateurs de Werra et Chappaz. Au niveau de l'arrondissement, ce sont ces deux derniers candidats qui seront finalement élus.

Sur l'ensemble de la période étudiée, deux communes restent fidèles au parti conservateur : Bagnes et Vollèges. Sembrancher, pour sa part, est également stable dans le pourcentage de voix qu'elle accorde à chaque partie tout en restant très nettement radicale. Les trois autres communes, Orsières, Liddes et Bourg-Saint-Pierre réagissent suivant les événements et les candidats proposés. Il est aussi clairement apparu que chaque fois qu'un candidat représentait le district, ces trois communes votaient pour le parti auquel il appartenait : conservateur en 1878, 1881 et 1884, dans le dernier cas pour Orsières et Liddes seulement, radical en 1887 et 1890. La courbe du district reste plus régulière, ne descendant jamais au-dessous de la ligne des 50 %.

Graphique 22: Les élections au Conseil national dans le district d'Entremont (18)
(% des voix conservatrices)



Graphique 23 : Les élections au Conseil national dans le district d'Entremont, par commune (% des voix conservatrices)



Ces différents tableaux reflètent très bien la situation politique et l'importance respective des deux partis dans le district d'Entremont et dans les six communes pour la période 1870-1890.

Sur l'ensemble du district, le parti conservateur maintient sur toute la période une majorité variant entre le 73 % (1878) et le 52,6 % (1887). Au niveau des communes, comme nous l'avons déjà relevé, seuls Bagnes et Vollèges dégagent une majorité constante en faveur du parti au pouvoir, majorité oscillant entre le 78 % (1884) et le 62,9 % (1881) pour la première et entre le 90,9 % (1884) et le 57,7 % (1887) pour la deuxième, cette dernière étant très nettement la commune la plus conservatrice du district. Dans trois communes, la courbe varie fortement suivant les élections, dégageant tantôt une majorité conservatrice tantôt une majorité radicale. Si le parti conservateur émerge durant la première décennie de la période, le parti radical parvient à renverser la tendance dans les dernières années. Lors des élections nationales de 1887 et 1890, aussi bien Bourg-Saint-Pierre que Liddes ou Orsières donnent une assez large avance au parti de l'opposition. Ce dernier parti concentre cependant la majorité de ses forces dans la commune de Sembracher où le parti au pouvoir n'obtient que le 36,6 % des voix en 1881 et seulement le 20,4 % en 1887. Ces résultats viennent ainsi très largement confirmer le qualificatif de portedrapeau de l'opposition que nous avons déjà pu donner à cette commune après l'étude des différentes votations.

L'ENTREMONT DE LA FIN DU SIÈCLE ET LES ÉLECTIONS DES DÉPUTÉS

L'étude des résultats des différentes votations puis des élections nationales nous ont déjà permis de définir avec plus ou moins de rigueur la ligne politique des différentes communes du district d'Entremont. Placées dans un cadre beaucoup plus restreint, les élections des députés au Grand Conseil vont nous permettre de cerner de plus près encore notre sujet et de mesurer avec plus de précision les fluctuations politiques du

district et des communes. Intéressant la seule population du district, ces élections reflètent dans leur pleine mesure les idées de cette population. Par l'intermédiaire des journaux de l'époque, la *Gazette du Valais*¹⁹ et *Le Confédéré*,²⁰ il nous a été heureusement possible de déterminer avec exactitude le parti politique que chaque député représentait à la Chambre. Le district d'Entremont a eu très longtemps des représentants au pouvoir exécutif du canton. Au pouvoir législatif, il était représenté, depuis 1839, proportionnellement à sa population. Jusqu'en 1848, ce sont neuf citoyens qui défendent les intérêts du district au Grand Conseil. Dès 1848, avec la nouvelle Constitution fédérale, dix députés représenteront l'Entremont à cette même Chambre. Lors des élections cantonales de 1873, la totalité de la députation du district d'Entremont appartient au parti conservateur. La *Gazette du Valais* constate d'ailleurs que

dans le district d'Entremont, la liste conservatrice a passé...
MM. Gaillard et Massard sont éliminés.²¹

De son côté, le *Confédéré* relevait avec amertume au lendemain de ces élections :

... tandis que la liste d'Entremont excluait les deux seuls libéraux de la précédente législature.²²

Lors de ces élections, trois communes, Bagnes, Orsières et Vollèges, restent toujours au-dessus de la ligne des 50 % en faveur des députés conservateurs. Les trois autres communes, Bourg-Saint-Pierre, Liddes et Sembrancher, n'accordent pas la majorité aux candidats du parti au pouvoir, à l'exception près du député de Vollèges, Antoine Sauthier, qui obtient dans toutes les communes la plus forte majorité. Dans la commune de Bagnes, le candidat qui a reçu le plus grand nombre de voix a obtenu la confiance de 93,1 % des citoyens et le plus faible le 59,2 %. Vollèges accorde 98,6 % des voix à son représentant contre 68,4 % au candidat d'Orsières, Sigéric Troillet. Orsières donne le 99,4 % des suffrages au premier contre 63,2 % au dernier. Si l'on excepte le cas du député de Vollèges, le plus fort obtient dans la commune de Bourg-Saint-Pierre 48,1 % des voix et le plus faible 45,6 %, dans la commune de Liddes 48,2 % contre 11,4 %. Ainsi, les communes de Bagnes, Orsières et

Vollèges votent nettement dans le sens conservateur. Bourg-Saint-Pierre et Liddes dans le sens radical, à faible majorité cependant, alors que Sembrancher accorde une fois de plus un appui massif aux deux candidats radicaux, Gaillard et Massard, qui n'obtiendront toutefois pas la majorité absolue sur l'ensemble du district.

Dès 1877, la situation va quelque peu changer avec la formation d'un cercle électoral groupant les deux communes radicales de Sembrancher et Bourg-Saint-Pierre qui élisent un député. Lors de ces élections, le cercle nouvellement créé parvient à élire un député radical en la personne du notaire Emile Gaillard, de Sembrancher.

Quatre ans plus tard, le parti radical obtiendra un député supplémentaire en réussissant à placer un de ses candidats, le député Massard, sur la liste conservatrice. L'organe du parti radical, **Le Confédéré**, écrit à la suite de ces élections :

la liste conservatrice a passé tout entière, sauf le cercle Bourg-Saint-Pierre - Sembrancher qui a nommé un député radical.²³

De son côté, l'organe du parti majoritaire, la **Gazette du Valais**, ne cache pas sa satisfaction :

Dans l'Entremont, malgré la défaveur des circonstances et les efforts redoublés de la fraction avancée, les conservateurs se sont affirmés à une belle majorité et ce district que l'on croyait chancelant est entré dans la voie droite...²⁴

Les communes de Bagnes, Vollèges, Orsières et Liddes accordent, lors de ces élections de 1881, un appui massif au représentant du parti minoritaire, le député Massard, de Liddes. Le deuxième député radical, Balley Gaspard, médecin à Bourg-Saint-Pierre, est élu par le cercle Bourg-Saint-Pierre-Sembrancher.

Les élections pour la législature 1885-1889 marquent un retour certain des conservateurs qui obtiennent neuf députés contre un seulement pour les radicaux, ce dernier étant élu, comme de bien entendu, par le cercle radical. Ce retour à la situation de 1877 est évidemment dû au fait que la liste conservatrice n'a pas admis cette fois de candidat de l'opposition comme elle l'avait fait quatre ans plus tôt lorsque le député Massard avait obtenu l'appui massif de la droite.

Dans le district d'Entremont, la liste conservatrice a, ainsi qu'on l'a vu, passé à une majorité comme certainement on en a rarement vu dans ce district conservateur... M. Massard, de Liddes, député de l'opposition, a été remplacé par un conservateur. Il y avait longtemps que le district d'Entremont n'avait mis en ligne une aussi formidable majorité.²⁹

Dans l'euphorie de la victoire, la **Gazette du Valais** portait ici un jugement sans doute trop hâtif. Si l'on considère le pourcentage de voix avec lequel les candidats ont été élus dans les différentes communes, on remarque que Bagnes accorde une moyenne de 67,7 % des suffrages aux candidats du parti conservateur, Vollèges 87,9 %, mais Orsières 54,5 % seulement et Liddes, qui a vu son candidat évincé, 57,8 %. On voit par là, sans tenir compte des deux communes radicales qui ont élu leur député Emile Gaillard, de Sembrancher, par 89,6 % des suffrages, que la force du parti majoritaire n'est pas aussi marquée que veut bien le prétendre son organe officiel et que l'opposition reste forte, principalement dans les communes de Liddes et Orsières.

Celle-ci se renforcera d'ailleurs lors des élections de 1889. A l'occasion de ces élections, le district d'Entremont est divisé pour la première fois en trois cercles électoraux. Les communes de Bagnes et Vollèges forment le premier et ont droit à cinq députés. Orsières, deuxième cercle, a droit à deux députés et le troisième cercle, Liddes, Bourg-Saint-Pierre et Sembrancher, à deux députés également. Le dixième député est élu sur l'ensemble du district. Cette nouvelle division du district va être fatale au parti conservateur qui perdra deux sièges pour la législature 1889-1893. Le cercle Bagnes-Vollèges confirme une nouvelle fois la force du parti conservateur dans ces communes en choisissant les cinq députés dans les rangs de ce parti. Orsières dont la majorité conservatrice avait été faible jusqu'ici, présente aux électeurs quatre candidats. Le conservateur Cyrille Joris et le radical François Troillet seront finalement élus avec respectivement 51,4 % et 50,5 % des voix. Le troisième cercle n'a, quant à lui, aucune difficulté à élire les deux candidats radicaux Emile Gaillard et Massard qui obtiennent 62,6 % et 93,6 % des voix. Sur l'ensemble du district, c'est le notaire conservateur Voutaz, de Sembrancher, qui est élu,

avec 57,1 % des voix, comme dixième député du district d'Entremont. Cette nouvelle répartition rend de façon plus conforme l'importance respective des deux partis sur l'ensemble du district.

Tableau 19

Députés conservateurs et radicaux
sur l'ensemble de la période

	1873	1877	1881	1885	1889
Députés cons.	10	9	8	9	7
Députés rad.	—	1	2	1	3

C'est ainsi essentiellement grâce à cette nouvelle division politique du district si le parti de l'opposition peut fêter sa première réelle victoire depuis 1848. **Le Confédéré** ne dissimule pas son enthousiasme :

Le district d'Entremont enverra trois vaillants champions de la cause libérale.²⁶

La Gazette du Valais, par contre, constate avec amertume que grâce au morcellement opéré dans le district touchant les cercles électoraux, les trois radicaux ont pu passer.²⁷

Il ressort très bien de cette brève analyse des élections des députés que les deux communes de Vollèges et de Bagnes sont les plus attachées aux idées conservatrices, alors que les communes de Liddes et Orsières sont très partagées, la majorité conservatrice étant excessivement faible. Les deux communes de Bourg-Saint-Pierre et Sembrancher restent très ouvertes aux idées libérales.

La deuxième moitié du XIX^e siècle peut ainsi se découper en trois tranches, marquées chacune par une orientation politique différente, et qui s'inscrivent autour de trois années charnières que sont 1839-1848 et 1874-1876.

L'évolution des tendances politiques entre 1839 et 1848, nous l'avons vu, est assez nettement marquée. En 1840, on peut dire que le district d'Entremont est composé pour 50 à 90 % de libéraux avancés et très avancés. Mais, dès 1844, cette progression libérale va être très fortement freinée et la défaite de la Jeune Suisse au Trient, qui comptait de nombreux partisans dans le district, va calmer quelque peu les esprits et favoriser le retour des conservateurs. De 1844 à 1848, 30 à 50 %

restent cependant des libéraux conservateurs. Après cette période de très forte poussée libérale, l'Entremont va réagir dans le sens d'un retour des conservateurs. La votation de la nouvelle Constitution fédérale de 1848 accorde encore une très forte majorité aux libéraux-radicaux (71,6 % pour le district), mais en 1852, la nouvelle Constitution cantonale met déjà en évidence le recul des radicaux qui seront pratiquement éliminés du pouvoir dès 1857 et jusqu'en 1877, année où ils obtiendront à nouveau un siège à la Chambre des députés.

De 1870 à 1884, les citoyens d'Entremont votent encore dans le sens conservateur à une très forte majorité variant entre 62,9 % et 73 %. Mais les élections de 1884 au Conseil National font ici figure de nouvelle charnière et dès cette date, la majorité au pouvoir va sensiblement diminuer pour approcher 52 % en 1887 et 53 % en 1890. Cette courbe politique se vérifie d'ailleurs aussi bien par les votations cantonales que par les élections nationales ou cantonales. Si elle se vérifie sur l'ensemble du district, elle se vérifie également au niveau des communes qui sont cependant marquées par des variations moins importantes. Le parti conservateur reste très fort dans les deux communes de Bagnes et Vollèges. Sa force est moins constante dans les trois communes de Bourg-Saint-Pierre, Orsières et Liddes alors qu'elle est pratiquement nulle à Sembrancher, berceau du radicalisme en Entremont.

Il est évident et compréhensible qu'après avoir participé activement au développement du libéralisme les citoyens d'Entremont aspirent à un peu plus de calme. Las des luttes continuelles, déçus peut-être de l'échec partiel des réformes politiques et économiques entreprises après la guerre du Sonderbund, ils se sont mis à douter de l'efficacité de ce régime dynamique certes, mais trop souvent violent.

Le régime radical n'est pourtant pas terminé. Il reste même bien vivant dans les communes de tradition libérale et les élections nationales de 1887 et 1890 le mettent bien en évidence. Son éclipse momentanée des années 1870-1884 n'aura finalement été qu'un tremplin dont il se servira pour réapparaître avec plus de force dans les deux dernières décennies du dix-neuvième siècle.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Pour cette première période, cf du même auteur : **Etude politique et sociale de l'Entremont dans le deuxième tiers du XIX^e siècle**, Fribourg 1973, pp. 96 à 126.
2. **La Gazette du Simplon**. Année 1-6, Saint-Maurice, 1842-1847, 4^e, 4 vol.
3. Jean-Joseph Jossen, de Brigerbad (1802-1865).
4. **Règlement de la Société valaisanne de la Vieille Suisse**, art. 1, In Ann. Val., tome V, 1943, pp. 88-90.
5. RL, tome VI, pp. 365-366 : **Arrêté du 21 août 1844**.
6. G. Arlettaz : **Les tendances libérales en Valais 1825-1839**, Fribourg 1971, Annexes XI, p. 236.
7. Le combat du Trient, 21 mai 1844, a opposé la Jeune Suisse et la Vieille Suisse et s'est soldé par la dissolution des deux associations.
8. cf. note 5.
9. Tableau comparatif : % de oui pour les trois constitutions de 1839 (libérale), 1844 (conservatrice) et 1848 (radicale).
10. Résultat de la votation du 9 janvier 1853 sur la Constitution du 23 décembre 1852.
11. Elections au Conseil National : pourcentage des voix conservatrices et radicales par rapport au nombre des votants pour les différentes élections. Sources : Archives du Département de l'intérieur : DI n° 63.
 1. la différence provient des voix éparses ou nulles ;
 2. les résultats ont été annulés par manque de la signature des scrutateurs.
12. M. Rey : **Le régime radical en Valais 1847-1857**, Fribourg 1971, p. 48.
13. Résultats de la votation du 19 avril 1874 sur la Constitution fédérale. Sources : Révision de la Constitution fédérale, référendum, correspondances et circulaires. Résultats : DI n° 271.
14. Résultats de la votation du 13 février 1876 sur la Constitution cantonale de 1876 modifiant celle du 23 décembre 1852.
15. P. de Rivaz : **Histoire contemporaine du Valais**, Tome 2, Sion, 1950, p. 62.
16. Idem, p. 63.
17. Pourcentage des voix conservatrices et radicales par rapport au nombre des votants pour les différentes élections au Conseil National. Sources : Archives du Département de l'intérieur : DI n° 63.
18. Courbes indiquant la force du parti conservateur dans le district et les communes d'après les élections au Conseil national.
19. **La Gazette du Valais**. Sion, 1855-1922, in-fol., 68 vol. Suite voir : **Le Valais**. Journal religieux, politique et social.
20. **Le Confédéré du Valais**, organe libéral du Valais. Sion, 1861-1968, n° 1-126. Devenu : **Le Confédéré Quotidien**. Sion, 1968.
21. **Gazette du Valais** du 10 mars 1873.
22. **Confédéré du Valais** du 9 mars 1873, n° 20.
23. Idem, du 11 mars 1881, n° 19.
24. **Gazette du Valais**, du 12 mars 1881, n° 20.
25. Idem, du 11 mars 1885, n° 19.
26. **Le Confédéré** du 9 mars 1889, n° 10.
27. **La Gazette du Valais**, du 6 mars 1889, n° 19.

FRANÇOIS NOIRJEAN

**Evolution des communes bourgeoise
et municipale
dans le Jura et en Valais au XIX^e siècle**

Dans les institutions suisses, la commune occupe une place de choix, depuis les débuts de la Confédération. Selon Grisel, la Confédération suisse fut, jusqu'à la Révolution française, une association de communes plutôt que de cantons.

La commune se définit tout d'abord par un territoire dont les limites « quadrillent » l'espace national ; mais plusieurs corporations peuvent exister parallèlement dans la même commune : municipalité, bourgeoisie, paroisse, communauté d'usagers, consortage, communauté scolaire, section de commune... La corporation bourgeoise se définit plus précisément par une population : en effet, elle conserve un état de ses ressortissants, que ceux-ci soient établis dans la commune ou ailleurs. Suivant l'expression de Siegfried, les « Suisses sont bourgeois de leur commune pour toujours ».

Au XIX^e siècle, la bourgeoisie évolue différemment suivant les cantons, mais, d'une façon générale, elle se transforme sous la pression des courants d'idées qui inspirent les réformes institutionnelles des cantons et de la Confédération. La nationalité suisse, héritage de 1848, est à la fois communale, cantonale et fédérale : « mais c'est l'indigénat communal qui est à la base du droit de cité cantonal, et seul le citoyen d'un canton est, par contrecoup, citoyen suisse » (Sauser-Hall). L'évolution du siècle passé sanctionne le passage de la bourgeoisie à la commune des habitants, avec la gamme des variantes cantonales. En Valais et dans le Jura, la bourgeoisie subsiste parallèlement à la commune municipale ou commune des habitants, mais le développement de la commune politique dessine un mouvement différent. Il paraît dès lors intéressant de dégager les similitudes et les différences de ces deux évolutions.

LA « SUPPRESSION » ET LE RÉTABLISSEMENT DE LA BOURGEOISIE

En 1792, la partie nord du ci-devant Evêché de Bâle, principauté épiscopale de l'Ancien Régime, est proclamée République rauracienne, république éphémère puisque, dès le printemps 1793, la république devient le département du Mont-Terrible, partie intégrante de la Grande Nation. Après l'occupation, en 1797, de la partie méridionale de l'Evêché, prémice de l'invasion de la Confédération helvétique, l'ensemble de l'Evêché est rattaché au département du Haut-Rhin en 1800. L'unité de la principauté, naguère liée à la personne du prince, se trouve alors renforcée par les institutions de la France napoléonienne : aux anciens droits des diverses seigneuries, l'administration française substitue un régime unique. L'ancienne bourgeoisie est remplacée par la municipalité réunissant l'ensemble des citoyens, sans distinction d'origine. Cependant, la population reste attachée à la bourgeoisie ; par des partages fictifs des biens communaux, les ressortissants empêchent la vente des pâturages et des forêts des collectivités locales comme biens nationaux. Aussi le sort des municipalités sera-t-il rapidement réglé au lendemain de la chute de Napoléon.

En vertu de la Déclaration du Congrès de Vienne, l'ancien Evêché de Bâle est rattaché au canton de Berne. L'évolution des bourgeoisies jurassiennes s'inscrit désormais dans le contexte des institutions bernoises.

L'acte de réunion (de l'ancien Evêché au canton de Berne) est signé à Bienne, le 14 novembre 1815, par des représentants du patriciat bernois et des notables choisis dans l'ancien Evêché. Aux termes de l'article 17, « les bourgeoisies, formant la condition nécessaire à l'exercice des droits politiques, sont rétablies ». L'année suivante, deux règlements fixent les modalités de rétablissement, dont l'exécution est d'autant plus aisée que la population était restée attachée à l'ancienne corporation. Par le fait même du rétablissement des bourgeoisies, la distinction entre bourgeois de la commune et habitants non bourgeois

est restaurée, mais les ressortissants établis dans leur commune d'origine constituent la quasi totalité de la population : pour les 145 communes jurassiennes, huit seulement recensent une minorité de bourgeois de 1818. Au point de vue politique, les anciens sujets de Son Altesse, devenus citoyens de la République française et de l'Empire napoléonien, sont admis à la citoyenneté cantonale en vertu de leur appartenance à l'une ou l'autre des bourgeoisies de l'Evêché. La bourgeoisie jurassienne s'intègre parfaitement dans les institutions helvétiques. Malgré les différences locales pour la jouissance des biens communaux, les bourgeoisies jurassiennes présentent une organisation uniforme : seuls les ressortissants de la commune participent à la vie publique de la collectivité.

L'érection d'une République du Valais en 1802 présente bien des analogies avec la disparition de l'ancien Evêché de Bâle ; elle s'inscrit dans la politique d'expansion de la France révolutionnaire. Le schéma classique se répète en Valais : érection d'une république avant l'annexion à la France.

La Constitution de la république proclame « citoyens du Valais » les anciens bourgeois des communautés valaisannes, de même que les « étrangers qui acquerront un droit de communauté après avoir été préalablement naturalisés par la Diète » (Constitution de 1802, article 18). Après l'annexion par la France, la municipalité remplace — du moins officiellement — l'ancienne bourgeoisie. A l'instar des autres cantons, la Restauration valaisanne rétablit les bourgeoisies. La qualité de citoyens n'est reconnue qu'à « ceux qui sont, ou se feront à l'avenir recevoir bourgeois ou communiars, dans une bourgeoisie ou commune quelconque. Sont exceptés, ceux qui auraient été reçus depuis 1802 à 1811 bourgeois ou communiars, sans avoir préalablement obtenu les lettres de naturalisation prescrites par la loi. » (art. 5).

Malgré un schéma semblable, les deux exemples retenus présentent des différences sensibles, en particulier pour l'accès à la citoyenneté. Dans le Jura, on distingue les bourgeois de

la commune, les bourgeois d'autres communes du canton, les ressortissants des autres cantons et les étrangers. Les catégories sont plus compliquées en Valais : on distingue (les recensements de la population de 1821 et de 1829 adoptent également ces catégories) les bourgeois domiciliés dans la commune, les bourgeois domiciliés hors de la commune, les habitants patriotes, les habitants non patriotes, enfin les « professionnels, domestiques, journaliers » étrangers. Ainsi pour le Jura, la citoyenneté cantonale découle de l'indigénat communal. En Valais, par contre, sous la Restauration, la citoyenneté n'implique pas la possession d'un droit de bourgeoisie dans une commune, et, inversement, la qualité de bourgeois d'une commune ne donne pas nécessairement droit à la citoyenneté cantonale : il y a des citoyens de canton qui ne sont bourgeois d'aucune commune et des bourgeois qui ne sont pas citoyens du canton.

Bien qu'exclus de la vie communale, les habitants non bourgeois sont considérés différemment dans le Jura et en Valais. La loi valaisanne fixant le mode à suivre pour la réception des habitants dans les communes, du 18 mai 1818, établit une distinction entre les habitants perpétuels et les tolérés. Les premiers se sont établis avant 1806 ou ont épousé une citoyenne de la commune avant 1815. Ainsi la notion d'établissement se trouve élargie sous la Restauration déjà ; la Constitution de 1839, intégrera les habitants perpétuels en qualité de citoyens du Valais.

LA RÉGÉNÉRATION ET L'EXTENSION DES DROITS POLITIQUES

Héritier de l'idéologie de 1789, le mouvement libéral qui bouleverse les institutions de la Restauration dans les années 1830, s'efforce d'instaurer l'égalité des citoyens. Sur le plan communal, le maintien intégral de la commune bourgeoise est incompatible avec les postulats du mouvement.

Dans le canton de Berne, la loi d'application en matière d'organisation communale, du 20 décembre 1833, distingue, dans chaque localité, une commune des habitants, regroupant l'ensemble de la population, et une commune bourgeoise, apanage des seuls ressortissants. La vigueur des bourgeoisies, d'une part, et la grande proportion de bourgeois résidant dans leur commune d'origine, d'autre part, firent un temps échec à la réforme : fortes de leur pouvoir économique — les biens bourgeoisiaux correspondent aux deux tiers des forêts et des pâturages du Jura en 1825 — les corporations détenaient les moyens de leur politique.

Dans la mesure où les habitants non bourgeois restent une infime minorité — minorité encore accentuée par le suffrage censitaire — la nécessité d'une commune des habitants, dotée d'une administration et d'autorités particulières, est mise en doute. Aussi le dualisme communal, instauré de jure au début de la Régénération, reste-t-il lettre morte dans la plupart des communes du Jura nord (districts de Delémont, des Franches-Montagnes, de Laufon et de Porrentruy) ; les nouveaux règlements communaux, inspirés par les préfets, maintiennent le principe de la commune unique. Dans le Jura sud (districts de Courtelary, de Moutier et de La Neuveville), la critique du dualisme communal ne fut pas moindre, mais, sous l'effet du brassage de la population, provoqué par l'essor de l'horlogerie, les bourgeois réagissent comme une minorité et réclament une organisation séparée. Dès lors, le dualisme s'établit progressivement dans la plupart des communes de ces districts.

La Constitution valaisanne de 1839 crée l'assemblée primaire, composée des bourgeois et des citoyens du canton établis depuis vingt ans dans la commune. Mais pour assurer la prépondérance des ressortissants, le nombre des non-bourgeois ne peut dépasser le quart du nombre des bourgeois de la commune (art. 49).

Les postulats de la Régénération diffèrent en Valais et dans le Jura : alors que la législation bernoise crée une nouvelle commune des habitants parallèle à la corporation bourgeoise, celle du Valais précise les conditions dans lesquelles les res-

sortissants de la commune peuvent constituer une corporation distincte. Selon la Constitution de 1848, l'assemblée bourgeoisiale doit décider expressément la formation d'un conseil bourgeoisial; aux termes de la Constitution de 1875, « les bourgeois ne peuvent demander un conseil particulier que si les non-bourgeois constituent la moitié de l'assemblée primaire, ou que si le conseil communal est composé pour la moitié de non-bourgeois ». Dans les deux cas cependant, la réforme aboutit au même résultat : dans le Jura, le dualisme communal est instauré dans la mesure où les bourgeois du lieu sont minoritaires, alors qu'en Valais, les institutions reconnaissent cet état de fait comme une condition à la fondation de deux corporations distinctes.

LES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

La fondation de l'Etat fédéral en 1848 et la proclamation de la liberté d'établissement inaugurent une nouvelle période pour la vie communale; d'une part, la bourgeoisie ne saurait plus assumer toutes les fonctions d'intérêt général, et, d'autre part, la commune des habitants se trouve renforcée. Par la création d'un droit de cité suisse — subordonné toutefois au droit de cité cantonal découlant lui-même de l'indigénat communal — l'exercice des droits politiques sur le plan communal n'est plus conditionné par l'origine.

Cependant, la bourgeoisie garde une influence prépondérante, tant qu'elle gère l'ensemble des biens communaux. La classification des biens communaux entre bourgeoisie et municipalité s'achève, dans le Jura, en 1875, après plus de vingt ans de discussion. En Valais, une loi de 1877 fixe les biens appartenant à chaque corporation.

La Constitution fédérale de 1874 porte encore plus gravement atteinte au prestige de la bourgeoisie; elle dévalorise politiquement et juridiquement la commune bourgeoise par l'extension des droits politiques en matière communale d'une part, et par la faculté reconnue aux municipalités d'accorder l'indigénat communal différent du droit de bourgeoisie, d'autre part.

L'ASSISTANCE DES PAUVRES

La législation bernoise stipule le principe de l'assistance des pauvres par la commune d'origine, principe qui prévaut jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Dès lors, toutes les réformes touchant l'assistance publique et les bourgeoisies sont étroitement liées. La bourgeoisie revêt effectivement une dimension sociale, et le régime particulier d'assistance conserve à la corporation sa signification véritable.

Dans la campagne de révision constitutionnelle qui s'engage dans le canton de Berne, à la fin des années 1870, la question des bourgeoisies forme une pierre de touche autour de laquelle radicaux et conservateurs s'affrontent ouvertement. La solution retenue pour la question des bourgeoisies devient le véritable enjeu de la révision constitutionnelle. La Constitution bernoise de 1893 et la loi sur l'assistance de 1897 sanctionnent le principe de l'assistance par la commune de domicile. La bourgeoisie perd ainsi cette dimension sociale qu'elle avait su sauvegarder.

En Valais, la question de l'assistance publique se pose en termes diamétralement opposés : loin de devenir une sphère privilégiée de la bourgeoisie, l'administration de l'assistance intègre les habitants non bourgeois dans la vie communale. La loi sur la mendicité de 1827 crée, dans chaque commune, un bureau de charité pour secourir les pauvres, qu'ils soient bourgeois ou non. Les habitants soumis à l'impôt, sans distinction d'origine, peuvent assister à la reddition des comptes annuels ; de Courten y voit « l'embryon de l'assemblée primaire actuelle ».

• • •

Les institutions fédérales du siècle passé consacrent la prépondérance de la commune des habitants, au détriment de la bourgeoisie. La place réservée à la corporation bourgeoise varie d'un canton à l'autre. En Valais comme dans le Jura, la bourgeoisie subsiste, mais elle a perdu ses attributions essentielles ; elle apparaît comme la réaction d'une minorité. Le maintien de la corporation résulte en effet d'un ensemble très

complexe de facteurs qui relèvent, pour une part, des institutions cantonales, mais également de la structure démographique, de l'évolution économique — notamment des rapports de propriété — des attitudes politiques. L'étude d'exemples particuliers devrait permettre de préciser l'influence des divers facteurs.

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

OUVRAGES GÉNÉRAUX

- | | |
|----------------|---|
| AUBERT J.-F. | Traité de droit constitutionnel suisse , Neuchâtel, Ides et Calendes, 1967. |
| BRIDEL M. | Précis de droit constitutionnel et public suisse , Lausanne, Payot, 1965. |
| GRISEL A. | Droit administratif suisse , Neuchâtel, Ides et Calendes, 1970. |
| SAUSER-HALL G. | Guide politique suisse , Lausanne, Payot, 1965 (7e édition). |
| GEISER K. | Etude sur le développement des communes et la réorganisation communale dans le canton de Berne , Berne, 1905. |
| NOIRJEAN F. | Les Bourgeoisies jurassiennes au XIXe siècle . Etude des transformations institutionnelles, démographiques, économiques et politiques. Fribourg, Editions universitaires, 1973 (Etudes et recherches d'histoire contemporaine, Série Mémoire de licence, No 17). |

VALAIS

- | | |
|-------------------------------|--|
| de COURTEN P.
KAEMPFFEN W. | La commune politique valaisanne , Sion, 1929.
Ein Burgerrechtsstreit im Wallis rechtlich und geschichtlich betrachtet , Zürich, Grütli, 1942. |
| MEYER L. | Les recensements de la population du canton du Valais de 1798 à 1900 , Berne, Staempfli, 1908. |
| SALAMIN M. | La République indépendante du Valais 1802-1810 , Sierre, Ed. du Manoir, 1971. |

LISTE DES TABLEAUX

	Page
1. Surface imprimée de la Gazette de Lausanne . . .	49
2. Surface imprimée du Nouvelliste vaudois . . .	50
3. Surface imprimée du Journal de Genève . . .	51
4. Surface imprimée du Courrier fribourgeois en 1830	52
5. Pénétration de la presse en Valais par Saint-Maurice, en 1834	56
6. Les lecteurs de la presse libérale romande, en 1834	58
7. Situation sociale des lecteurs des journaux libéraux romands, en 1834	59
8. Surface imprimée de L'Echo des Alpes	65
9. Surface imprimée de la Gazette de Lausanne , en 1840	65
10. Poids, mesures et monnaies des mercuriales	86
11. Les crises de 1817 et 1847	102
12. Pourcentage de oui pour les trois Constitutions . . .	155
13. La Constitution de 1852	156
14. Les élections au Conseil national	157
15. La Constitution fédérale de 1874	159
16. La Constitution cantonale de 1876	160
17. Votation sur l'article 27 de la Constitution fédérale	161
18. Les élections au Conseil national	162
19. Députés conservateurs et radicaux sur l'ensemble de la période	171

LISTE DES GRAPHIQUES

	Page
1. Répartition géographique des abonnements aux journaux extérieurs au canton en 1834	57
2. Les nouvelles du monde en 1840	69
3. Prix des céréales et poids du pain	88
4. Comparaison des prix des céréales entre 1803 et 1885	91
5. Le prix des céréales au marché de Sion	92
6. Prix du blé à Lausanne et à Sion	94
7. Les variations saisonnières des céréales	98
8. Mariages et prix du seigle	103
9. Prix de la livre de beurre, de la viande de bœuf et de veau au marché de Sion	111
10. Le prix du seigle et de la viande de bœuf	112
11. Genève : Population 1900-1960	125
12. Valais : Population 1900-1960	125
13. Genève. Augmentation de la population 1900-1960	126
14. Valais. Emplois par secteurs économiques 1900-1960	128
15. Genève. Emplois par secteurs économiques 1900-1960	128
16. Migration Valais-Genève 1900-1960	132
17. Genève. Population résidente d'après le canton de naissance 1900-1960	134
18. Genève. Population originaire du canton du Valais, répartition géographique	134
19. Population d'origine valaisanne dans l'agglomération de Genève en 1932	135
20. Genève. Electeurs d'origine valaisanne 1913-1933	139
21. Genève. Naturalisations 1900-1930	141
22. Les élections au Conseil national dans le district d'Entremont	165
23. Les élections au Conseil national dans le district d'Entremont par commune	166

TABLES DES MATIÈRES

	Page
Roland Ruffieux : Préface	9
Maria-Pia Tschopp-Bessero : Maurice Chappaz, chantre du Valais d'hier et d'aujourd'hui	15
Gérald Arlettaz : La presse libérale et la naissance de l'information politique en Suisse française	45
Papilloud Jean-Henri : Les prix des marchés de Sion au XIXe siècle	81
Pierre-Michel Rey : Migrations intérieures en Suisse : le cas Valais-Genève (1900-1960)	119
Gérard Joris : La vie politique de l'Entremont à la fin du XIXe siècle	149
François Noirjean : Evolution des communes bourgeoise et municipale dans le Jura et en Valais au XIXe siècle	175

Achévé d'imprimer
en novembre 1974
sur les presses
de l'Imprimerie Montfort
1920 Martigny (Suisse)

